

6

Juin 2009

Stratégie

Internationale

Revue de théorie et politique marxiste révolutionnaire



Stratégie

Internationale

Revue de théorie et politique marxiste révolutionnaire

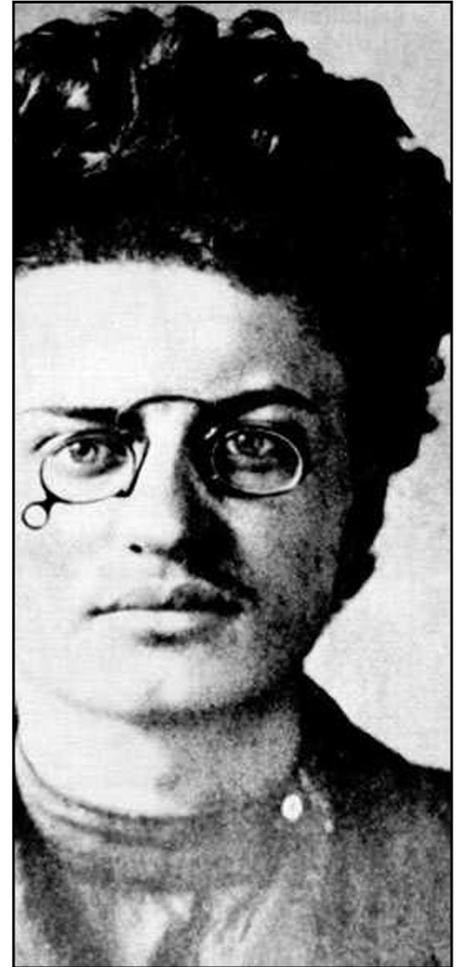
Stratégie Internationale

Revue de théorie et politique marxiste révolutionnaire

Sommaire

• En guise d'édito, retour sur la première conférence européenne de la FT-QI	7
• L'Europe face à la crise capitaliste mondiale	13
• Les prolétariats d'Europe face à la crise:	31
• La situation en France et les tâches des révolutionnaires	45
• La crise en France et ses premiers effets sur la lutte de classe	55
• Considérations sur la crise capitaliste actuelle et la reconstruction de la IV Internationale	61
• « L'hiver chaud » antillais	71
• Grève aux Antilles	75
• Assez de crimes et d'assassinats contre les travailleurs et les travailleuses en lutte au Venezuela	81

En guise d'édito, retour sur la première conférence euro- péenne de la FT-QI



La première Conférence Européenne de la Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale (FT-QI) s'est tenue les 11, 12 et 13 avril en banlieue parisienne. Y ont participé des délégations de Clase contra Clase de l'Etat Espagnol, d'Internationaler Klassenkampf d'Allemagne, des membres de la FT-QI qui militent dans le Collettivo Comunista di Via Efeso de Rome et militants de l'ex Groupe CRI ainsi que des invités et sympathisants de la Tendence CLAIRE du NPA en France. Cette Conférence a constitué un pas en avant précieux malgré sa dimension modeste comme cela s'est reflété dans la qualité des échanges et dans le climat fraternel de la réunion. Avant de passer aux textes ayant servi de base à la Conférence et que nous publions, entre autres, dans ce numéro de Stratégie Internationale, nous essaierons de présenter les principaux axes de

discussion qui ont caractérisé ces trois jours de débats.

L'Europe face à la crise capitaliste mondiale

La Conférence a abordé la façon dont la crise historique du capitalisme mondial frappe l'Union Européenne (UE) sous la forme d'une série de crises combinées. Les banques européennes les plus importantes d'une part ont constitué l'un des principaux réceptacles des actifs toxiques émis sur le marché immobilier et financier américain. Certains pays de l'UE d'autre part, qui avaient bénéficié des importants flux de financement externe pendant la période précédente ou du crédit facile grâce aux conditions initiales de l'adhésion à l'euro, sont en train de subir l'ajustement de la bulle immobilière et du crédit : c'est le cas par exemple de l'Angleterre, de l'Etat espagnol, de l'Irlande et

dans une moindre mesure de la France. Les banques anglaises et celles de l'Europe continentale enfin ont une forte participation dans les prêts aux économies dites «émérgentes». Le taux d'exposition à ces marchés (mesuré en pourcentage du PIB) des banques européennes (21%) et britanniques (24%) est cinq fois plus élevé que celui des institutions japonaises (5%) ou américaines (4%). Cela pourrait par conséquent représenter un puissant effet boumerang sur ces banques et les économies qui les soutiennent. L'Europe de l'Est a été la principale destination des prêts bancaires. La phénoménale crise de la dette qui s'est ouverte dans cette région peut toucher fortement l'Europe occidentale. Ce danger est lié non seulement au risque du crédit mais également à la fuite de capitaux qui peut se produire dans certains pays. Le taux d'exposition de l'Autriche aux «économies émer-

gentes» par exemple est si élevé que l'on peut lui assigner le même risque souverain qu'à ses débiteurs. Par ailleurs, les difficultés accrues de financement des économies qui possèdent un déficit de leur compte courant semblable à celui des pays en voie d'adhésion l'euro et dont une part importante du PIB est lié à l'évolution des pays émergents comme dans le cas par exemple de l'Espagne (23%) constituent un autre élément important à analyser. Pour finir, mais ce n'est pas là l'aspect le moins important, pour un grand nombre de pays d'Europe à commencer par l'Allemagne les exportations avaient constitué le moteur de la croissance au cours de la période précédente. Ces pays se retrouvent donc particulièrement menacés par la chute brutale du commerce mondial et par son manque de financement. Cela touche également les pays de l'Est où ceux d'Europe occidentale avaient délocalisé une grande partie de leur production.

Ces facteurs expliquent pourquoi l'UE a été l'une des zones où la crise financière internationale a frappé le plus fort. Parallèlement le PIB a chuté non seulement dans les petits pays de l'Est ou en Islande mais également dans certaines des principales économies européennes.

Dans ce cadre la Conférence a examiné de façon critique les positions de ceux qui en se basant sur l'exemple de moments difficiles traversés par l'UE dans le passé considèrent que la réponse à la crise actuelle sera inévitablement un nouveau saut dans l'intégration bourgeoise et réactionnaire de l'Europe. La Conférence a au contraire souligné que même si l'on ne peut écarter l'hypothèse d'une issue pro-européenne plus fédérale, comme en témoignerait l'émission sur le marché des capitaux d'un bon commun pour la dette des différents pays, la crise actuelle met en exergue le fait que l'euro et l'UE elle-même ne sont pas involu-

nérables. Nous avons aussi souligné combien, face à la magnitude et à l'approfondissement de la crise, des scénarios plus catastrophiques pourraient devenir réalité, ce qui ne veut pas dire bien entendu que ce sera le cas. Nous avons ainsi envisagé non seulement l'hypothèse de la sortie de la zone euro d'un pays d'importance secondaire — tandis que les autres y resteraient — mais aussi l'hypothèse selon laquelle la plus grande conquête de l'intégration bourgeoise, l'euro, et donc l'UE elle-même, pourrait être remise en question. Cela serait le cas par exemple si des dévaluations compétitives des monnaies de pays situés en dehors de la zone euro, comme la Suisse (premier pays avec une déflation en Occident après le Japon qui vient de dévaluer sa monnaie) ou l'Angleterre, se combinaient avec de fortes pressions de la lutte de classes, conduisant à des solutions populistes dans les grands pays impérialistes de l'UE ou à un enchaînement de cessation de paiement de la dette souveraine à l'Est ou même à l'Ouest.

Dans ce cadre l'affirmation selon laquelle l'unification de l'Europe ne pourra être réalisée que par la classe ouvrière à travers la révolution prolétarienne conserve toute son actualité. En ce sens la plus grande interpénétration de capitaux, une tendance qui s'est renforcée de façon significative par rapport à l'époque de l'impérialisme du début du XXe siècle analysée par Lénine, ne peut être traitée abstraitement et de façon anhistorique sans prendre en compte les contradictions actuelles rappelées ci-dessus. En outre si l'on se réfère à la formation des États nationaux, comme par exemple celle de l'Etat français ou des Etats-Unis qui n'ont pu s'accomplir sans révolution ou également de lutte pour l'indépendance et d'une guerre civile dans le second cas, on mesure mieux qu'envisager une unification européenne bourgeoise de façon évolutive est non seulement réac-

tionnaire mais également utopique. Une cession de la souveraineté en faveur d'une entité supranationale européenne sans grands affrontements est impossible.

Les premières réponses à la crise et les nouvelles médiations qui apparaissent

La Conférence a constaté que la crise est si violente que des pays pourtant peu connus pour leur tradition de lutte de classes comme l'Islande par exemple ont connu des explosions sociales aiguës. Parallèlement, compte tenu de la préparation relativement faible du prolétariat européen, le niveau des réponses aux attaques du capital pour lui faire payer la crise est surprenant. En effet celle-ci frappe un prolétariat marqué par un long recul de sa subjectivité et de son organisation après des années d'offensive néolibérale, un salariat privé de parti révolutionnaire et même, dans la plupart des cas, de partis d'extrême gauche de portée nationale. de ce point de vue, la France fait figure d'exception.

Nous nous sommes donc attachés à analyser les différents mouvements qui ont surgi: la rébellion largement spontanée, puissante, violente et prolongée de la jeunesse grecque et les journées de grève interprofessionnelle dans ce pays ; la lutte des étudiants contre le plan Bologne dans l'Etat Espagnol; les manifestations massives des travailleurs en Irlande; la lutte de classes de plus en plus forte qui se développe depuis l'année dernière en Italie; et enfin les deux journées d'action massives et les mouvements de lutte de la jeunesse universitaire et des travailleurs en France, des événements qui placent aujourd'hui ce pays, une des principales puissances impérialistes, à l'avant-garde des réponses ouvrières et populaires à la crise mondiale quand bien même celles-ci restent encore globale-



ment en deçà de ce que devrait être une réponse ouvrière par rapport à l'ampleur de la récession. Ces mouvements possèdent certaines caractéristiques communes: la jeunesse y occupe une place très importante, notamment la jeunesse scolarisée; de même, les jeunes travailleurs précarisés et mal payés y sont aussi de plus en plus nombreux; le retour de la classe ouvrière industrielle dans les luttes n'est pas encore un phénomène généralisé mais il existe une claire tendance initiale en ce sens; des méthodes de lutte disparues depuis longtemps réapparaissent, même si pour le moment il ne s'agit pas de tendances généralisées ni massivement reprises: séquestrations de patrons en France, grèves avec piquet et occupation (France, Ukraine, Etat espagnol, Royaume-Uni, Irlande, Allemagne). Tout cela indique un début de radicalisation ouvrière qui constitue une réponse à la violence de la crise. S'allier à cette nouvelle avant-garde ouvrière, à ses luttes et à sa rage et la gagner aux idées du marxisme révolutionnaire représente un défi majeur pour tous

ceux et celles qui se revendiquent du trotskysme.

Dans ce cadre la Conférence a analysé les nouvelles tendances couramment appelées «anarcho-autonomes» qui se renforcent, aussi bien dans l'Etat Espagnol, en particulier à Barcelone, qu'en France et dans d'autres pays d'Europe. Ce phénomène naît, d'une part, comme une expression plus générale face aux tendances des vieux partis du réformisme social-démocrate (et dans certains cas stalinien) à se transformer en des partis bourgeois normaux. D'autre part cette tendance témoigne de la progression de la subjectivité, sous-tendu par la nouvelle situation que nous traversons, de certains secteurs, notamment de la jeunesse scolarisée et précarisée. Le phénomène «anarcho-autonome» constitue cependant en même temps et de manière contradictoire un obstacle à la construction d'organisations marxistes révolutionnaires. L'émergence d'une jeunesse radicalisée, anarchisante, sans pour autant s'appuyer sur l'idéologie traditionnelle de

l'anarchisme, et sur laquelle ne pèse pas le poids des défaites du passé est aussi favorisé par le virage opportuniste, vers le pacifisme et l'électoratisme, des courants qui se revendiquent du trotskysme ou de l'extrême gauche, notamment dans les pays où ces organisations ont un poids dans l'avant-garde.

Les jeunes de Tarnac sont un exemple de cette tendance. Il s'agit d'un «groupe» devenu célèbre en France à la suite des arrestations de novembre 2008 sous l'accusation de sabotage des lignes de la SNCF. Les jeunes de Tarnac ont été arrêtés et accusés sans la moindre preuve si ce n'est l'écriture d'un pamphlet qui leur est attribué, *L'insurrection qui vient*. Ce scandale juridique a provoqué l'indignation des habitants du village où ils habitaient qui ont organisé des comités de soutien ainsi que celle de dizaines d'intellectuels de renom. Cela a conduit à la libération sous contrôle judiciaire des jeunes arrêtés, à l'exception du plus connu de tous, Julien Coupat, qui reste actuellement en prison. Ce groupe qui revendique le mot

d'ordre du «¡Que se vayan todos ! / Qu'ils s'en aillent tous !» scandé par les manifestants au cours de la crise argentine de décembre 2001, la révolte des banlieues et la méthode du sabotage, se réfère à une idéologie où le blanquisme se mêle au proudhonisme, ces deux utopies émancipatrices du XIXe siècle, alternatives au marxisme. Prenant compte de la société carcérale dans laquelle nous vivons, il faudrait, selon L'insurrection qui vient, lutter pour détruire ce qui nous détruit; lutter individuellement et collectivement là où l'on

se trouve, pour un monde débarrassé de l'exploitation et de la domination. Ce ne sont ni le code pénal ni la morale de cette société qui devraient dicter notre conduite mais bien la rage et l'éthique de chacun. L'insurrection qui vient considère ainsi que ce qui nous unifie c'est la rage ou la haine et non l'appartenance à une classe, à une race ou à un quartier. Pour paraphraser Toni Negri, le sujet de la transformation sociale serait ainsi une «multitude» d'enragés. Ces tendances qui émergent en Europe et dont nous venons

d'analyser une des expressions en France exigent des marxistes révolutionnaires une lutte idéologique, stratégique mais également organisationnelle. S'il faut mener cependant cette polémique avec intransigeance il faut également le faire sans sectarisme. Nous devons nous attacher à montrer la force et le potentiel de la classe ouvrière et nous atteler avec audace, dans la mesure de nos possibilités, à organiser une puissante organisation de jeunesse regroupant étudiants, jeunes travailleurs précaires et jeunes de banlieue, autant de secteurs parmi lesquels Olivier Besancenot jouit d'une grande sympathie mais à l'égard desquels le NPA n'a pas de politique afin de les organiser de façon révolutionnaire.

La reconstruction de la IVe Internationale: un mot d'ordre central

Nous avons également débattu au cours de la Conférence de la nécessité de résister à la pression et à l'abandon du trotskysme au sein de plusieurs organisations d'extrême gauche, notamment au sein du NPA. Le NPA vient d'abandonner dans son congrès fondateur toute référence au trotskysme et de remplacer la stratégie de lutte pour la dictature du prolétariat par la formule ambiguë d'un «gouvernement de rupture», soutenant que la question de la IV Internationale relève du passé car elle serait réductible au combat contre le stalinisme.

Tout au contraire la gravité de la crise et les conditions de putréfaction du capitalisme, (tout comme les concessions arrachées par exemple en Guadeloupe et en Martinique après une grève générale prolongée mais qui sont toujours insignifiantes rapportées à la misère des masses et à la profondeur de la crise sociale) font que «la plus immédiate de toutes les revendications doit être l'expropriation des capitalistes et



l'étatisation et socialisation des moyens de production» comme le soulignait déjà Léon Trotsky dans Où va la France ?. C'est en ce sens qu'il nous faut plus nettement mettre en avant dans l'agitation la nécessité de forger des partis révolutionnaires et la reconstruction de la IV Internationale. Ne pas le faire reviendrait à prendre le risque de céder au trade-unionisme et / ou à la participation aux luttes en tant que simples militants combattifs, c'est-à-dire sans aider le meilleur de l'avant-garde à s'élever à la conscience de son rôle en tant qu'avant-garde de la classe hégémonique.

La nécessité de mettre sur pied une orientation plus offensive pour la reconstruction de la IV Internationale répond également à la nécessité de livrer une bataille politique ferme face au projet de regrouper, au moins sur le continent européen, les différents partis anticapitalistes dits «larges». Il s'agit-là d'un projet de regroupement international à l'image du NPA en France, basé sur un programme ambigu et sans délimitation de classe.

La Conférence a ainsi partagé les premières réflexions que notre courant international a commencé à poser au sujet de la nécessité d'une nouvelle méthode de regroupement des révolutionnaires dans la prochaine période, à l'image de ce dont parle Emilio Albamonte dans un des articles que nous reproduisons dans ce numéro de Stratégie Internationale. Au cours de la période précédente, vu le niveau relativement bas de la lutte de classes et de la subjectivité révolutionnaire, notre méthode consistait à discuter avec d'autres courants sur la base des leçons révolutionnaires que nous pouvions tirer des principaux événements de la lutte de classes. Aujourd'hui il nous semble nécessaire, sans pour autant négliger la discussion sur les fondements idéologiques et sur les bilans de l'intervention dans la lutte de classes, de placer au premier plan les questions

stratégiques et programmatiques qui seront mises à l'épreuve dans l'action. Approfondir ce débat sera l'un des axes de la prochaine Conférence internationale de la FT-QI.

L'Europe face à la crise capitaliste mondiale

Juan Chingo



La crise historique du capitalisme mondial se traduit dans l'Union Européenne (UE) par une série de crises combinées¹. Force est de constater en premier lieu que les banques européennes les plus importantes ont été parmi les principaux récepteurs d'actifs toxiques émis sur le marché immobilier et financier américain. Elles se trouvent en outre beaucoup plus sous l'effet de levier² que les banques américaines. D'autre part certains pays de l'UE qui avaient bénéficié des flux de financement extérieur pendant la période antérieure ou du crédit facile grâce aux conditions premières de l'adhésion à l'euro sont en train de subir l'ajustement de la bulle immobilière et du crédit. C'est le cas, par exemple de l'Angleterre, de l'Espagne, de l'Irlande et, dans une moindre mesure, de la France ainsi que d'autres pays du Vieux continent. Enfin, les banques anglaises et celles d'Europe conti-

nentale ont une participation importante dans les prêts concédés aux économies émergentes³. En pourcentage du PIB les banques européennes (21%) et britanniques (24%) sont cinq fois plus exposées à ces marchés-là que leurs homologues japonaises ou étatsuniennes (4%), ce qui pourrait avoir un dangereux effet boomerang sur les économies européennes et leurs institutions bancaires⁴. L'Europe pourrait s'avérer être la principale victime de cet aspect particulier de la crise non seulement en fonction du risque sur le crédit mais également par la fuite potentielle de capitaux qui pourrait se produire dans certains pays. Dans le cas de l'Autriche par exemple son exposition aux économies dites «émergentes» atteint un pourcentage si élevé en termes de PIB que sa cotation en terme de risque souverain et la même que ses débiteurs. Il faut également tenir compte des

plus grandes difficultés de financement des économies ayant un déficit de compte courant compara-

¹ Pour une vision d'ensemble de la crise, voir Juan Chingo, « El capitalismo mundial en una crisis histórica », *Estrategia Internacional* n° 25, Buenos Aires, décembre 2008, p.9-118.

² L'effet de levier consiste à s'endetter pour faire augmenter la rentabilité attendue du capital. La condition nécessaire pour que l'effet de levier se produise réside en ce que la rentabilité des investissements soit plus forte que l'intérêt des dettes.

³ La dette des pays émergents n'atteint que 13% du total de la dette bancaire internationale : d'après le dernier rapport de la Banque Internationale de Paiement de Bâle les prêts inter-frontaliers totaux atteignent 36,9 billions de dollars, alors que les prêts aux pays émergents totalisent autour de 4,7 billions de dollars (BIS, « Statistical Annex », *Quarterly Review*, septembre 2008).

⁴ Trois quarts du financement des économies en développement ont été réalisés par des institutions financières européennes. L'Autriche, la Suisse, l'Espagne et la Suède sont les pays les plus exposés par rapport aux pays émergents. Pour l'Autriche ces prêts représentent 85% de son PIB, avec une exposition en Europe de l'Est avoisinant 80% de son PIB. Viennent par la suite la Suisse et la Suède avec exposition de leur PIB de 50% et 25% respectivement. Si l'on examine cette situation par région l'Europe de l'Est a

ble à celui des pays en processus d'adoption de l'euro et dont une portion importante du PIB dépend de l'évolution des pays émergents. C'est le cas par exemple de l'Etat espagnol (23%)⁵. Enfin il est à noter que pour une bonne partie des pays d'Europe, à l'image par exemple de l'Allemagne où les exportations ont été le moteur de la croissance, la chute brutale du commerce mondial⁶ ainsi que le manque de financement de celui-ci rend ces pays extrêmement vulnérables à la contraction économique. Cela vaut également pour les pays de l'Est où a été délocalisée une partie de la production d'Europe occidentale⁷.

L'ensemble de ces facteurs indique comment l'UE a été l'une des zones où la crise financière internationale a frappé le plus fort. Cela explique également la chute prononcée du PIB non seulement dans les petits pays d'Europe de l'Est ou en Islande mais aussi dans certaines des principales économies européennes. Il suffit de songer aux sauvetages de plusieurs banques importantes: Hypo Real en Allemagne, Fortis, la principale banque belge, Dexia du même pays, l'UBS suisse⁸ ou en Grande-Bretagne la nationalisation partielle de plusieurs banques comme la Northern Rock, la Royal Bank of Scotland (RBS) ainsi que la banque née de la fusion de Lloyds-TSB et de la Halifax Bank of Scotland. Les mesures prises au cours de la première phase «*aiguë*» de la crise par les gouvernements européens ont consisté fondamentalement en des recapitalisations étatiques, l'Etat se portant garant des dettes. Cela a néanmoins été insuffisant pour résoudre les problèmes d'une capitalisation trop peu importantes des banques. Les pertes record, la nécessité de nouveaux apports en capitaux et le sauvetage d'autres organismes en sont la preuve.

La Deutsche Bank a ainsi surpris les investisseurs en annonçant un bilan négatif pour 2008 avec une perte de 3,9 milliards d'euros. Af-

faiblie, elle a dû faire appel à un élargissement de la participation de l'Etat à son capital: Berlin entrera indirectement dans le capital de la Deutsche Bank après que la Deutsche Post, où l'Etat est majoritaire, achète temporairement une partie de la DB. Avant cela Berlin était également intervenu dans la Commerzbank. Peu à peu on constate que les banques allemandes sont assises sur une montagne «*d'actifs toxiques*» avoisinant les 300 milliards d'euros. Il s'agit-là d'un chiffre beaucoup plus élevé que prévu et dont seulement un quart a été déclaré comme pertes nettes.

De leur côté les autorités irlandaises ont nationalisé l'Anglo Irish Bank, la troisième banque du pays. Mais c'est le Royaume-Uni qui est au centre de la tempête. La Royal Bank of Scotland (RBS), la deuxième banque du pays, a annoncé qu'elle prévoyait des pertes pour 2008 avoisinant les 28 milliards de livres sterling (40 milliards de dollars), ce qui représente le plus gros déficit jamais enregistré pour une banque en Grande-Bretagne. Selon un rapport élaborée par la RBS quelques jours à peine avant l'annonce de ses pertes spectaculaires les principales banques britanniques seraient tout simplement «*techniquement insolubles*» si l'on mesure leur degré de capitalisation par rapport aux prix de marché. La Barclays par exemple qui est l'une des rares banques qui n'a pas eu recours à l'intervention étatique se trouve dans la même situation que Citigroup ou la Bank of America en raison des mauvais résultats de sa branche d'investissements. La HSBC, la plus grosse banque par capitalisation en Europe et qui jusqu'à présent tenait le coup, a annoncé une chute de 70% de ses profits nets en 2008, le licenciement de 6100 employés aux Etats-Unis et une recapitalisation de 18 milliards de dollars, la plus grande émission de droits dans l'histoire des entreprises britanniques⁹. Début mars enfin l'Etat

été la destination la plus importante des prêts bancaires. Malgré la taille modeste de leurs économies ces pays rendent compte de 1,6 billions de dollars en prêts provenant des pays centraux alors que l'Asie et l'Amérique Latine ne rendent compte que de 1,5 et 1 billions de dollars respectivement. Les banques européennes et britanniques sont les plus exposées en Asie. En conséquence si les banques asiatiques chutent le Royaume-Uni, à la différence de la crise asiatique de 1997-1998 serait plus exposé que le Japon. La même réalité se présente en Amérique Latine avec les banques anglaises et européennes. Contrairement à ce que l'on pourrait s'attendre les banques américaines ne sont pas les plus exposées avec seulement 172 milliards de dollars sur 976 milliards de dollars en prêts. L'Espagne rend compte de 32% du total des prêts en Amérique Latine avec 316 milliards de dollars. Par rapport à l'Europe de l'Est qui est un des épicentres de la crise pour les pays émergents les banques européennes ont une exposition d'ensemble de 9% du PIB. Les banques autrichiennes ont à elles seules prêté 297 milliards de dollars. Elles sont les principales créancières de la Hongrie et de l'Ukraine, deux des économies qui sont en train d'être sauvées in extremis par le FMI et dans le cas de Budapest par des mesures tout à fait exceptionnelles de la Banque Centrale Européenne. La Suède pour sa part concentre son risque dans les pays baltiques dont les emprunts atteignent 18% de son PIB.

⁵ La très forte exposition des entreprises et des banques espagnoles en Amérique latine pourrait être une cause supplémentaire de risque économique. La dépréciation des monnaies de la région comme le real brésilien, le peso mexicain ou le peso argentin a d'importantes répercussions pour l'économie espagnole.

⁶ La contraction du commerce mondial se développe beaucoup plus rapidement que dans n'importe quel autre moment de la Grande Dépression. Cela nous conduirait donc, si nous ne sommes pas déjà dedans, à une «*deuxième dépression*».

⁷ 75% des voitures produites en Allemagne sont exportées et de nombreuses pièces de BMW ou de Volkswagen sont fabriquées en Slovaquie, en Pologne et dans d'autres pays d'Europe de l'Est.

⁸ En octobre 2008 le gouvernement suisse dont les places financières de Zurich et Genève se trouvent parmi les dix les plus importantes au monde a porté secours à l'entité financière la plus grande du pays, l'UBS, qui avait investi des dizaines de millions de dollars dans des instruments liés aux subprimes américains. A travers ce sauvetage, la Banque Nationale Suisse a accepté le transfert de 60 milliards de dollars (44,4 milliards d'euros) en actifs toxiques en possession de l'UBS à un fonds spécial qui sera totalement contrôlé par l'organisme public. En même temps Berne injectera 6 milliards de francs suisses (3,9 milliards d'euros) à travers un prêt de conversion obligatoire, en échange duquel la Confédération Helvétique conservera 9,3% du capital de la banque.

⁹ L'exposition en Asie et dans d'autres «*marchés émergents*» de cette compagnie peut lui coûter très cher dans les prochains mois.

britannique a pris le contrôle de la Lloyd's après avoir augmenté sa participation dans le capital de cette banque en passant de 43,5% à 64%. Londres est ainsi devenu le principal actionnaire à travers une opération impliquant également des garanties quant aux actifs toxiques d'une valeur de 260 milliards de livres sterling (290 milliards d'euros)¹⁰. Il n'est pas surprenant dans ce cadre que le Royaume-Uni ait déjà dépensé près d'un cinquième de son PIB pour sauver son système bancaire très sinistré, plus que n'importe quelle autre économie selon un rapport du FMI publié début mars.

Un indicateur de comment la crise s'est violemment propagée à l'économie réelle est l'augmentation des faillites des entreprises. Celles-ci ont doublé dans l'Etat Espagnol et en Irlande par rapport à 2007 et ont augmenté de 11% sur l'ensemble du continent. Le taux de chômage dans l'UE atteint 7,6% de la population selon un rapport d'Eurostat de fin février¹¹. Dans la zone euro le chômage en janvier touchait 8,2% de la population active contre 7,2% il y a seulement un an; et la situation tend à s'aggraver. Dans l'Etat Espagnol, particulièrement touché par la crise, le nombre de chômeurs comptabilisés¹² par le SPEE (Pôle Emploi en Espagne) a augmenté en janvier de près de 200.000 personnes, la plus forte hausse enregistrée en un mois depuis que 1960, date à laquelle ont commencé à être comptabilisés de manière centralisée les sans-emploi. Avec 154 000 chômeurs supplémentaires en février le chiffre total de chômeurs dans l'Etat espagnol est de 3 482 000 personnes. Par rapport à l'année dernière on enregistre une hausse de 1 166 000, soit une augmentation de 50,38%. Le taux de chômage espagnol est presque deux fois supérieur à la moyenne européenne. Le Service d'Etudes de la BBVA prévoit une destruction d'emplois encore plus importante et estime que le taux de chômage

atteindra 17,7% cette année et 19,7% en 2010.

Mais le chômage touche également des pays comme la France qui a connu une augmentation record du chômage en janvier avec 90200 chômeurs supplémentaires¹³. Parallèlement, on commence à voir chuter le PIB. En février l'INSEE annonçait une baisse de 1,2% du PIB pour le quatrième trimestre 2008, la plus forte flexion depuis le quatrième trimestre 1974. Le gouvernement s'attend à un recul du PIB de 1 à 1,5% en 2009. Malgré une révision à la baisse ce chiffre reste inférieur à la prévision de la Commission Européenne ou du FMI qui s'attendent respectivement à une chute de 1,8 et 1,9% pour 2009, ces chiffres étant eux-mêmes à prendre avec des pincettes puisque ces organismes ont déjà révisé à la baisse à plusieurs reprises leurs prévisions de croissance. L'économie suédoise elle a reculé comme jamais par rapport aux quinze dernières années. Le PIB de la Suède a chuté de 4,9% par rapport au quatrième trimestre de l'année 2007. Dans l'Etat Espagnol, le quatrième trimestre 2008 a enregistré une baisse de 1% du PIB par rapport au troisième trimestre, la plus forte baisse depuis 1960. Pour 2009 la BBVA, la seconde banque espagnole considère que l'économie reculera de 2,8%, ce qui supposerait la plus forte destruction de richesses depuis l'impact de la Grande Dépression dans ce pays (-3,3%), à l'exception bien entendu des trois années de guerre civile (-25,6%) de la récession de 1944 (-7,9%). L'Irlande, un autre des pays les plus gravement affectés par la crise, pourrait voir son activité se contracter de 4% en 2009 alors que le Premier ministre a déclaré l'économie pourrait reculer de dix points entre 2008 et 2010. Alors que le gouvernement britannique annonce officiellement une baisse de 1% du PIB en 2009 pour le Center of Economics and Business Research l'économie pourrait

se reculer de 2,9% (2,8% d'après le FMI) avec un recul de 15% des investissements des entreprises. La Banque Centrale britannique parle elle d'une chute de 3% à 6% du PIB entre 2008 et 2009. Pour ce qui est de l'Allemagne, l'économie la plus forte d'Europe que certains analystes considéraient comme pouvant échapper aux conséquences de la crise, le FMI prévoit pour 2009 une chute du PIB de 2,5%, une baisse de l'investissement de 5,2% et une chute des exportations de 6,1%. Ces estimations pourraient être revues

¹⁰ Après la RBS la Lloyd's est devenue la deuxième banque à participer au programme de protection d'actifs lancé par Brown cette année. En effet en février ce dernier a annoncé une garantie de l'Etat pour 325 milliards de livres sterling (362,844 milliards d'euros). En contrepartie de cet accord l'Etat britannique aura une participation de près de 95% au capital de cet organisme bancaire.

¹¹ A cause de l'emploi de méthodes de calcul différentes les chiffres émis par Eurostat peuvent différer de ceux diffusés par les différents pays membres de l'UE.

¹² Les chiffres réels sont plus importants parce que beaucoup de travailleurs émigrés maghrébins ayant leur emploi dans le BTP ne figurent pas dans les statistiques officielles. D'après le journal économique espagnol *Expansión* du 20 février « le taux officiel de chômage cache 500.000 chômeurs supplémentaires » En outre, selon une étude de la *Fundación de Estudios de Economía Aplicada (Fedea)* 4,5 millions de personnes se trouveraient dans une situation de risque élevé de perte de leur emploi. Selon Fedea, les travailleurs en CDD « subissent un risque de perte d'emploi douze fois plus important que leurs collègues en CDI ». Le marché de l'emploi en Espagne est « extraordinairement duel », divisé en deux types de travailleurs : ceux qui ont un contrat en CDD, soit actuellement 4 554 300 de travailleurs (28% des salariés) et les 11 753 900 travailleurs qui ont un CDI et dont les indemnités chômage en cas de licenciement sont beaucoup plus élevées par rapport aux CDD. La demande de rabaisser les « coûts » des licenciements gagne du terrain parmi les secteurs les plus concentrés du patronat espagnol qui veut utiliser le chômage massif pour précariser l'ensemble du marché du travail.

¹³ Fin janvier la France comptait ainsi 2 204 000 demandeurs d'emploi. Sur un an ce chiffre qui prend en compte les chômeurs de catégorie 1, c'est-à-dire ceux qui sont à la recherche d'un CDI et ayant travaillé moins de 78 heures dans le mois, a progressé de 15,4%, soit la plus forte progression annuelle depuis 1993. Ces chiffres de janvier confirment la nette tendance constatée depuis l'automne dernier : le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 156 000 au dernier trimestre 2008, pour un total de 217 000 nouveaux chômeurs en 2008.

à la baisse puisque la Deutsche Bank prévoit que un recul de 5% cette année compte tenu de la dégradation du commerce mondial, l'affaiblissement de l'industrie manufacturière et les insuffisances du plan de relance allemand.

Dans ce cadre les prévisions de la Commission Européenne qui prévoit une baisse de 1,9% pour la zone euro en 2009 pourraient être revues à la baisse. Il est important de souligner que si la crise financière a été un des déclencheurs de la crise économique la forte chute de la production réalimente à son tour la crise financière. Le cas de l'Etat espagnol est à ce titre assez paradigmatique. Alors que Zapatero parlait encore début mars du système financier espagnol comme le plus solvable au niveau mondial, Standard & Poor's a drastiquement abaissé la qualification de crédit ou les perspectives des principales compagnies espagnoles. L'assurance contre les risques de non-remboursements (CDS) atteint désormais des niveaux historiques. Goldman Sachs et JP Morgan ont abaissé leurs prévisions pour le secteur ce qui a eu d'importantes répercussions sur les cotations boursières des banques espagnoles. Leurs prévisions pour le secteur dressent un scénario apocalyptique : une crise beaucoup plus longue que prévu, une hausse des impayés, une baisse généralisée des profits et même des pertes nettes, la suppression des dividendes, des problèmes pour obtenir des financements et enfin la prolongation de la chute des valeurs boursières. Ces instituts signalent également que le véritable problème sera l'augmentation du chômage qui a son tour renforcera les impayés. Le coup dur enfin sera la crise profonde du secteur immobilier dont personne n'est capable de prédire la profondeur et qui pourrait même s'aggraver au cas où une autre entreprise de BTP telle que Martinsa devait faire faillite. Le rating des banques de taille moyenne est encore plus

bas que celui des instituts bancaires plus importants. Cela ne veut pas dire que les grandes banques comme la BBVA et la Santander¹⁴ soient sauvées. En effet d'autres menaces se profilent à l'horizon : la récession dans les pays émergents auxquels ces banques sont exposées (notamment dans le cas du Mexique d'où provient presque la moitié des revenus de la BBVA) ou la difficile gestion des acquisitions faites au cours des dernières années Botín, propriétaire de la Santander.

La divergence des économies : la base structurelle de la crise de la zone euro

La base structurelle des tensions dans la zone euro repose sur la divergence entre les rythmes et les caractéristiques des crises des différentes économies nationales qui la composent. Bien que la zone euro ait pu se maintenir en des moments de croissance économique mondiale et d'abondance des sources de financement la situation aujourd'hui est radicalement différente dans le cadre notamment de l'incapacité des Etats du Vieux continent à mettre en place un plan de sauvetage commun.

Le Royaume-Uni et l'Espagne ont ainsi un taux d'endettement comparable à celui des Etats-Unis. Il en va de même pour l'Irlande. Leur «patron» de croissance et de financement a été très similaire à celui des Etats-Unis où le secteur immobilier a joué un rôle moteur aussi bien pour soutenir la croissance que pour garantir l'endettement des ménages en utilisant la hausse des prix des logements comme garantie. Pendant la phase ascendante du cycle cela a permis un haut degré d'endettement des ménages ayant soutenu une surconsommation et des taux de croissance très élevés. Ainsi dans l'Etat espagnol la bulle immobilière a significé entre 1997 et 2005 une

hausse de 227% du prix moyen des logements alors que l'endettement des ménages est passé de 84% à plus de 100% du PIB entre 2006 et 2007. C'est également le cas du Royaume-Uni où le taux d'endettement des ménages a dépassé 100% du PIB en 2007. A l'image des Etats-Unis ce modèle était insoutenable à long terme. L'Angleterre et l'Irlande ont ainsi connu une crise immobilière d'une violence comparable à celle des Etats-Unis qui a immédiatement contaminé l'ensemble de la structure bancaire de ces pays.

L'Allemagne est a contrario une puissance exportatrice. Les exportations, équivalentes en volume à celles des USA bien que l'économie allemande ne représente qu'un quart de celle américaine, ont rendu compte de près de 45% du PIB allemand en 2007. Ce pays est hautement compétitif dans le secteur des machines-outils utilisées dans les processus industriels¹⁵. En effet ce secteur constitue sa deuxième branche d'exportation après l'automobile. Traditionnellement spécialisés dans ces secteurs au cours des dernières années Berlin a adopté une politique que certains analystes ont défini comme «néo mercantiliste». Cette politique impliquait une forte augmentation du taux d'exploitation, grâce aux réformes du précédent gouvernement social-démocrate

¹⁴ Deux fonds immobiliers liés à cette banque ont dû prendre des mesures de restriction des retraits d'agent face à l'impossibilité de répondre aux demandes de retrait des investisseurs.

¹⁵ Les carnets de commande des entreprises dans ce secteur sont au plus bas depuis 1958.

¹⁶ On a tendance à les méconnaître mais ces réformes ont représenté peut-être le plus grand succès contre les acquis de la classe ouvrière depuis l'offensive thatcherienne en Europe Occidentale. Cette politique a consisté à baisser de 8% les impôts pour les secteurs les plus riches, à baisser de 15% les taxes sur les entreprises et à offrir des milliards d'euros en cadeaux fiscaux aux grands groupes. Cela a été accompagné par une réduction des dépenses sociales comme dans le secteur de l'éducation. Parallèlement, avec le Plan Hartz IV depuis 2005 le système de protection des chômeurs a été modifié : au bout de 12 mois le travailleur est obligé d'accepter n'importe quel emploi, quelle que soit la rémunération, ce qui représenté un

de Schröder¹⁶ ainsi qu'une délocalisation massive des sous-traitants alors que l'assemblage final restait en Allemagne. En ce sens l'Allemagne a tiré un énorme profit de l'intégration des pays d'Europe centrale et orientale à l'UE. Le gouvernement Merkel a par la suite transféré aux ménages (par le biais de l'augmentation de la TVA) une partie des charges sociales que payaient les entreprises¹⁷. Cette politique a permis à Berlin de connaître un fort excédent commercial au cours de la période haussière de l'économie mondiale dont l'Allemagne a été l'une des grands bénéficiaires en dépit d'un ralentissement du marché interne. Ce ralentissement aurait d'ailleurs été plus profond s'il ne s'était accompagné d'une augmentation significative de l'endettement des ménages qui a atteint 68% du PIB en 2008. Selon les données de l'Office Fédéral de Statistiques un ménage allemand sur douze est surendetté, soit près de 3 millions de familles qui ne sont pas en mesure de faire face à leurs dettes avec les revenus dont elles disposent¹⁸. En d'autres termes au cours des dernières années l'Allemagne a combiné les caractéristiques qui la rapprochent d'une part du modèle américain (fort endettement des ménages et important degré de financiarisation de l'économie) à des tendances comparables au modèle asiatique (forte réduction du coût salarial et compression de la demande interne) sans pour autant liquider sa base en capital, technologie et produits exigeant une force de travail hautement spécialisée qui constitue la colonne vertébrale de son secteur exportateur. Mais cette orientation vers l'exportation dépend en dernière instance de la santé de l'économie mondiale. La détérioration de cette dernière a fortement touché l'Allemagne et ses banques ont subi d'importantes pertes liées à la crise financière internationale.

De leur côté l'Italie et la France, plus éloignées du modèle améri-

cain dans leurs équilibres internes comme le montre le niveau relativement faible de l'endettement des ménages souffrent en revanche d'une forte perte de compétitivité et sont par conséquent extrêmement sensibles aux fluctuations de l'euro. La dépréciation du dollar pendant des années ainsi que la forte appréciation de l'euro avant le pic de la crise financière ont eu un impact fortement négatif pour Paris et Rome. Cette situation s'est aggravée la chute de la production allemande.

En Italie, la croissance est faible depuis 2000¹⁹ et le PIB s'est contracté de 0,9% en 2008 par rapport à l'an dernier. La dette publique dépasse 100% du PIB, aggravée par une évasion fiscale structurelle record²⁰ et des pressions inflationnistes importantes, notamment dans le secteur des services. Mais le pays ne peut avoir recours comme dans le passé à la dévaluation compétitive en raison de son appartenance à la zone euro. Cela abouti à un approfondissement du déficit de compte courant qui déjà en 2008 a atteint 2,5% du PIB. Structurellement le capitalisme italien se trouve coincé d'un côté par la concurrence des pays de l'Est et du Sud-est asiatique dans une série de branches de production dans lesquelles l'industrie italienne est très présente et d'autre part par d'autres bourgeoisies européennes qui ont réussi à approfondir le rapport de force entre capital et travail en faveur de manière beaucoup plus qualitative que n'a réussi à le faire la Deuxième République italienne.

En France alors qu'un petit nombre de grands groupes financiers industriels, de la banque ou des services a participé activement à la mondialisation du capital²¹, ce qui lui a permis de capter une portion de la valeur créée dans d'autres pays et qui constitue un élément essentiel de sa rentabilité, l'industrie française perd des parts de marché au niveau mondial²² de façon continue depuis 1992. Cela

stimulant pour la précarisation du marché du travail. Cette offensive gouvernementale s'est effectuée à travers un chantage patronal cherchant à augmenter la plus-value absolue par le biais d'un allongement de la journée de travail. Siemens a été la première à signer un accord faisant passer la journée de travail de 35 à 40 heures hebdomadaires sans augmentation salariale. Se sont ajoutées par la suite toutes les grandes entreprises : Mercedes, Opel, Philips, etc.

¹⁷ Début 2007 l'Allemagne augmentait la TVA de 16% à 19% pour la plupart des biens et des services. Parallèlement le gouvernement a également augmenté les tarifs que les travailleurs payaient à la Sécurité Sociale tout en réduisant certains des dégrèvements dont bénéficiaient les employés et les travailleurs autonomes.

¹⁸ Cette situation touche près de 7 millions de personnes dans toute la République Fédérale. Evidemment, les régions de l'Est ont été plus brutalement frappées par le manque de revenus à cause d'un taux de chômage officiel qui dépasse 20%. Cependant, le phénomène s'élargit de plus en plus aux *länders* de l'Ouest. Selon un article de la *Deutsche Welle* la nouvelle insécurité du marché du travail est la cause principale de cette nouvelle caractéristique : « Le manque d'emploi est la première cause qui conduit au surendettement. Concrètement 30% des foyers touchés par le surendettement en Allemagne sont arrivés à cette situation qu'un de leur membre a perdu son emploi. La séparation, le divorce ou la mort du conjoint (14%) outre les maladies et les accidents (10%) sont les autres principales causes de la faillite économique des familles » (21/10/2008). Le même article souligne que « les statistiques ne laissent aucune place au doute : depuis 1990, le nombre de foyers surendettés a doublé en Allemagne. Une tendance qui, en outre, ne fait pas de différence entre les couches sociales... Cependant, la moitié des personnes qui ont des problèmes de surendettement disposent d'un revenu inférieur à 900 euro nets par mois ».

¹⁹ La préoccupation de la classe dirigeante par le recul du pays est significative. Le président du groupe FIAT et ancien président du grand patronat (Confindustria), Luca Cordero di Montezemolo l'a exposé laconiquement : « l'Italie est en train de s'appauvrir. Nous sommes le dernier des grands pays européens en richesse per capita parce que cela fait longtemps que l'on croît moins que les autres », *Corriere de la Sera*, Milan, 11/12/2008.

²⁰ Il s'agit-là d'une expression de la difficulté du grand capital à gagner la petite-bourgeoise et les classes moyennes salariées liées à l'Etat qui en Italie ont un poids beaucoup plus grand que dans le reste d'Europe à son programme réformateur qui inclut la réduction des concessions faites à ces secteurs dans l'Après-guerre pour contrebalancer le poids du prolétariat. Le recours au discours xénophobe contre les immigrants et à la division Nord/Sud, ce dernier moins productif et plus dépendant des aides d'Etat, sont les nouveaux outils du capital pour renforcer un consensus social visant à sous-tendre sa politique anti-ouvrière.

²¹ A cours de la période 1996-2006 le capitalisme français a occupé la troisième place du total mondial d'investissements étrangers directs (IDE).

²² Son pourcentage dans les exportations mondiales était de 6% en 1992 et de 4% en 2006.

a d'importantes répercussions sur l'aggravation du déficit de compte courant. Cela ne veut pas dire que la France ne soit plus un pays exportateur mais sa force dépend d'un nombre réduit de grands groupes²³. Bien que la hausse de l'euro, mentionnée plus en haut, soit un facteur qui a eu des conséquences lourdes, son recul est antérieur et il ne s'agit pas là du facteur explicatif déterminant du recul du capital français. C'est d'ailleurs ce que montre la dégradation de la balance commerciale avec ses partenaires de la zone euro. En fait la spécialisation internationale de l'industrie française repose sur des marchés où les secteurs publics sont essentiels. C'est le cas par exemple de l'aéronautique, du nucléaire ou des télécommunications. Cela implique le poids d'une diplomatie d'affaires, clairement exprimée par les missions de Sarkozy à l'étranger. En d'autres termes alors que la force du capitalisme français se trouve encore dans ces branches de production sa position s'est détériorée dans les secteurs de biens de capitaux ou de biens de consommation qui ont été les secteurs les plus dynamiques du dernier cycle de croissance de l'économie mondiale. Dans ce cadre, la tentative bonapartiste de Sarkozy d'augmenter le taux d'exploitation à travers une restructuration profonde des relations entre capital et travail mise en place dans les premiers mois de son mandat s'est heurté à la lame de fond de la crise financière internationale, ce qu'explique par ailleurs une certaine distance entre le chef de l'Etat français et le MEDEF²⁴. Plus conjoncturellement par ailleurs bien que le crédit immobilier soit moins développé en France que dans d'autres pays et ne constitue donc pas un mécanisme de transmission de la crise, après la chute de Lehman Brothers les banques françaises ont fortement rationné l'octroi de crédit, en pénalisant notamment les PME et en provoquant un fort

ralentissement du secteur du bâtiment. La contrepartie de ce fort rationnement du crédit a été la montée rapide du chômage au cours des derniers mois comme nous l'avons souligné plus haut.

Comme le montrent les caractéristiques de la croissance et de la crise dans les principales économies d'Europe que nous avons analysées, les divergences dans l'espace de la zone euro sont importantes (en plus du cas anglais qui n'y appartient pas). Tout cela sans parler des pays impérialistes de deuxième ordre comme le Portugal et la Grèce, dont les problèmes de compétitivité, de déficit de balance de paiements, etc. font d'eux les maillons faibles de la zone euro.

L'Europe Centrale et de l'Est : une immense crise de la dette.

La crise d'Europe Centrale et de l'Est (ECE) contient toutes les caractéristiques des crises de la dette des pays de la périphérie que nous avons connues au cours des dernières décennies en Amérique Latine ou en Asie: chute du taux de change, énormes déficits de compte courant, épouvantables endettements en monnaies étrangères et graves récessions (et même dépressions). Ces éléments confirment l'exactitude de notre caractérisation de ces pays en tant que pays semi-coloniaux dans la plupart des cas ou semi-coloniaux qui se sont générés dans le cas des pays d'Europe Centrale et de l'Est appartenant à l'UE après la restauration capitaliste dans la région.

Aujourd'hui ces pays sont devenus le maillon le plus faible de ce que les analystes appellent les pays émergents et l'impact de la crise dans cette région pourrait avoir d'énormes conséquences économiques, politiques et géopolitiques pour l'UE et l'ensemble du continent européen. En effet bien que la crise n'ait épargné aucun des pays de la situation des pays d'Europe

de l'Est est particulièrement préoccupante. Après près d'une décennie de croissance dépassant largement la moyenne mondiale la région s'apprête à connaître une contraction en 2009 et une entrée en récession de la quasi totalité des pays de la zone. Les économies à forte croissance de la Baltique (Lituanie, Lettonie et Estonie) marchent vers une contraction à deux chiffres alors qu'il semble très difficile que des pays relativement moins touchés par la crise (par exemple, la République Tchèque, la Slovaquie et la Slovénie) atteignent une croissance positive. De leur côté l'impact de la crise est tel que les économies hongroises ou lettones ont dû être «sauvées» par le FMI en 2008.

La banqueroute économique à l'Est est fondamentalement provoquée par deux facteurs: la chute brusque des exportations et la baisse brutale des flux de capital. Les exportations ont été déterminantes pour le succès de cette région rendant compte par exemple de 80-90% du PIB en République Tchèque, Hongrie ou Slovaquie. La principale destination de ces exportations était de loin la zone euro qui en ce moment est en récession. En même temps le rationnement du crédit au niveau mondial a paralysé littéralement les flux de capitaux dans la région. Un flux de financement facile y avait impulsé un certain boom au cours des années précédentes mais cette situation s'est drastiquement détériorée. D'après l'Institute of International Finance les flux de capitaux nets dans la région vont passer de 254 milliards de dollars en 2008 à 30 milliards en 2009. Ces chiffres témoignent de l'ajus-

²³ En 2004, les 8 premières entreprises d'exportation réalisaient 13% des ventes françaises de marchandises et les 100 premières (dont un grand nombre appartient aux grands groupes) rendaient compte de 36% des exportations.

²⁴ En revanche ce problème structurel de compétitivité est une limite pour toute politique de hausse significative des salaires, axe de la relance souhaité par les syndicats après le tournant plus étatiste et protectionniste de Sarkozy.

tement généré par la crise. Cela la rend d'autant plus aiguë que les années de crédit facile ont été accompagnées de déséquilibres extérieurs grandissants comparables ou supérieurs aux déséquilibres existants antérieurement à la crise asiatique. Les déficits de compte courant dans le Sud-est asiatique entre 1995 et 1997 se situaient dans la tranche qui va de 3 à 8,5% du PNB, alors qu'il était déjà ces dernières années à chiffres en Roumanie, en Bulgarie et dans les pays baltes.

A l'image de ce que l'on a connu lors des précédentes crises de la dette dans la périphérie capitaliste l'impact sera sans doute encore plus fort tenant compte de la crise historique actuelle du capitalisme mondial. L'Europe occidentale est fortement exposée en raison de ses liens commerciaux et financiers importants avec l'Est. L'inquiétude la plus grande est liée à la forte présence des banques occidentales à l'Est à travers leurs filiales où elles détiennent selon les pays entre 60% et 90% des parts de marché. Cela signifie donc des risques de contagions élevés. La forte contraction des économies d'Europe Centrale et de l'Est combinée à des prêts contractés en monnaies étrangères (notamment en Croatie, en Hongrie et en Roumanie), la dépréciation des monnaies locales et l'existence d'un financement n'étant pas lié à de fortes réserves pourraient donc provoquer une augmentation des impayés des banques de ces pays. La faillite d'une banque dans l'un de ces pays peut créer une vague de panique dans toutes les filiales de cet organisme dans la région ce qui pourrait toucher des économies et/ou systèmes financiers relativement sains comme celui de la République Tchèque.

L'ampleur du problème est significatif dans la mesure où comme nous le signalions antérieurement les pays d'Europe centrale et orientale rendent compte de 1,6 billions de dollars d'emprunts

contractés auprès des pays centraux. Une déclaration de cessation de paiement de la part d'un de ces pays et l'imposition à ses créanciers d'une renégociation de la dette avec des «*remises de dette*» pourrait s'avérer catastrophique. L'Autriche est de loin le pays le plus exposé d'Europe occidentale à travers des banques Raiffeisen et Erste Bank. L'exposition collective de ces banques dans la région atteint près de 80% du PIB, ce qui menace la stabilité de ce pays. cela pourrait d'ailleurs forcer l'Allemagne, malgré sa réticence, à devoir voler au secours du gouvernement autrichien. La Belgique et la Suisse viennent en deuxième position: l'exposition totale de leurs banques dans la région est représentée 20 à 25% de leur PIB. Pour prendre un autre exemple la principale banque d'Italie, Unicredit, fortement exposée en Europe de l'Est et dans baltes pourrait tout simplement la faire périr en cas d'effondrement de ses investissements dans ces pays. Voilà ce qui explique le dernier voyage de Berlusconi en Lybie, son ancienne colonie, puisque Tripoli dispose de 65 milliards de dollars de réserves liés au récent boom pétrolier²⁵. Certains craignent que si les maisons mère font face à d'importants problèmes elles pourraient choisir de liquider leurs filiales ou simplement abandonner la région. La capacité de manœuvre des gouvernements est-européens est totalement limitée. Leur politique fiscale est liée aux ajustements profonds que ces gouvernements ont besoin de réaliser pour mettre de l'ordre leurs balances de paiement comme c'est le cas de la Hongrie, de la Roumanie, de l'Ukraine ou des pays baltes alors que le souhait d'entrer dans la zone euro limite les options d'autres pays comme la Pologne. En même temps la possibilité d'une baisse des taux d'intérêt est limitée dans de nombreux pays par le poids de leur dette contractée en monnaie étrangère. C'est le cas de la Hongrie ou de

la Roumanie où une dépréciation de la monnaie locale pourrait mener à un défaut de paiement des dettes des particuliers, affectant ainsi la stabilité financière Budapest et Bucarest. Dans d'autres pays comme la Bulgarie, l'Estonie, la Lituanie et la Lettonie la politique monétaire est limitée par le carcan qu'impose des parités fixes des taux de change. Dans ce cadre la nécessité de nouveaux plans de sauvetage comme ceux qui ont déjà été approuvés pour la Hongrie et la Lettonie semblerait être la seule alternative. L'appel des principaux pays d'Europe occidentale à doubler les ressources du FMI est lié à cette nécessité urgente. Cependant il n'est pas sûr que l'aide du FMI soit suffisante pour un retour à la stabilité dans la région. Le processus pourrait s'accélérer si, comme dans le cas de l'Argentine en 2001, certains pays liés à un type de change fixe se voyaient obligés de dévaluer leurs monnaies: c'est le cas de la Lettonie où son «*currency peg*» se voit de plus en plus fragilisé malgré le plan de sauvetage de 75 milliards d'euros lancé par le FMI. Une forte dévaluation avec des effets dans toute la région pourrait être dévastatrice pour les banques occidentales présentes à l'Est.

Mais l'angoisse des banques européennes ne se limite pas seulement à l'UE. La Russie est la deuxième destination des prêts des banques européennes avec plus de 100 milliards de dollars de dette qui doivent être refinancés cette année. Certains estiment que le système financier russe se trouve au bord d'une banqueroute massive, ce qui accentue encore plus la pression les banques ouest-européennes présentes en Russie. Pour ce qui est de l'Ukrai-

²⁵ Ce pays semi-colonial possède déjà des investissements dans FIAT, la Juventus de Turin (football), l'ENI (hydrocarbures) et UniCredit (secteur bancaire). Tripoli participe désormais à un fonds dirigé par Mediobanca, la banque d'investissement au cœur du système entrepreneurial italien, et entend augmenter ses participations.

ne, il s'agit du pays qui présente le plus gros risque de contagion surtout si la date du versement du second volet du paquet financier promis par le FMI repoussée. Les banques autrichiennes, françaises, allemandes, suédoises et italiennes ont une exposition d'ensemble d'une valeur de 30 milliards d'euros dans ce pays. Kiev détient 46 milliards de dollars en obligations de la dette extérieure en 2009 et la forte dépréciation de la monnaie en a fait augmenter les coûts en même temps alors que les faillites d'entreprise sont en hausse. Les divisions internes de sa classe politique et la baisse annoncée d'au moins 6% de son PIB aggrave encore plus le risque de défaut de paiement. L'Ukraine devra se soumettre aux coupes sombres budgétaires exigées par le FMI mais continue à négocier en même temps la Russie, la Chine, les Etats-Unis, le Japon et l'UE pour recevoir des financements supplémentaires.

Scénarios possibles face à la crise de la zone euro

Dans les premiers moments de la crise l'existence de l'euro a réussi à éviter que chaque Etat ait recours à une dévaluation, comme cela avait été le cas lors de la crise du système monétaire européen qui a conduit au retrait de la livre sterling et de la lire italienne en 1992. En outre l'appartenance à la zone euro semble avoir réussi à protéger certaines petites économies avec un important secteur bancaire comme la Belgique, le Luxembourg ou l'Irlande de potentielles spéculations contre leurs monnaies. Cela a conduit à ce que certains pays comme le Danemark, l'Islande²⁶ ou plusieurs pays d'Europe de l'Est, y compris l'euroscéptique République Tchèque manifestent leur intention de rentrer dans la zone euro.

Cependant si l'euro a représenté à court terme un facteur de sta-

bilité il pourrait devenir un facteur aggravant à moyen terme à moins de n'imaginer une réforme profonde et radicale des conditions de fonctionnement de la zone euro, une réforme difficile à imaginer et à appliquer dans l'ambiance actuelle de «sauve-qui-peut» généralisé. En d'autres termes les principaux tests de viabilité de la monnaie unique sont encore à venir. Ce n'est pas sans crises et contradictions, notamment vis-à-vis de Berlin, que les leaders européens se sont arrangés pendant le premier pic de la crise financière (septembre-octobre 2008) pour affronter la situation. Mais l'inexistence d'institutions supranationales dans le terrain financier et d'un budget commun lie les mains des autorités fédérales pour faire face aux crises, mettant ainsi en exergue les faiblesses structurelles du projet communautaire, expression de contradictions insoutenables.

Pire encore l'énorme ralentissement de la production au niveau mondial, en particulier de la production industrielle au cours des cinq derniers mois et qui a frappé de plein fouet l'Europe, a dangereusement accentué les divisions au sein de l'UE. Dans ce cadre certains analystes craignent non seulement pour la viabilité de l'euro mais aussi pour les grandes conquêtes qu'ont signifié pour les secteurs les plus concentrés de la bourgeoisie européenne le marché commun et l'extension à l'Europe de l'Est. C'est ce qu'exprime par exemple Gideon Rachman, rédacteur en chef de politique étrangère du Financial Times et fervent euroscéptique mais qui affirme aujourd'hui avoir changé d'opinion, craignant pour la «*désintégration de l'UE*». Dans un article récent il avance alarmé que «*...c'est précisément la menace qui pèse sur l'UE qui a attiré mon attention. Les plans pour une union politique en Europe ont toujours été délirants. Mais les quatre libertés qui ont déjà été établies par l'UE – liberté de mouvement de biens, de personnes, de services et*

de capitaux – sont des succès énormes et tangibles. Ce serait terrible de les voir reculer. Cette menace néanmoins existe. Le Premier ministre britannique a parlé 'd'emplois britanniques pour travailleurs britanniques', le président français a prié les constructeurs automobiles d'investir dans le pays au lieu de le faire dans d'autres endroits dans l'UE, le gouvernement de l'Espagne a entamé la campagne 'achetez espagnol'. Malgré le communiqué délibérément rassurant par lequel vient de se conclure le dernier sommet de l'UE on programme une véritable attaque contre le marché commun européen. Si l'Europe commence à revenir sur les quatre libertés cela aura des implications dépassant et de loin le strict aspect économique. Le protectionnisme et le nationalisme sont cousins proches. Les principes de consultation, de coopération et d'ouverture des frontières au sein de l'UE ont aidé à contenir les démons nationalistes»²⁷. Avec ce cri d'alarme pour toile de fond étudions maintenant les différents scénarios possibles pour l'UE et la zone euro à court et moyen terme.

A) L'éventualité d'un défaut de paiement de la dette extérieure

Les plans coordonnés de recapitalisation bancaire initiés en Octobre 2008 n'ont pas rétabli la stabilité financière comme le montre l'aggravation de la crise financière depuis le début de l'année. Plus grave encore la nécessité d'injecter de nouveaux fonds pour les banques à quoi il faut ajouter les plans de soutien à l'économie ou le sauvetage de certains secteurs industriels comme l'automobile n'ont fait qu'accroître les spéculations au sujet de la possibilité de

²⁶ Etant donnée la crise qui s'est accentuée dans la zone euro selon les derniers sondages l'enthousiasme initial de Reykjavik pour la monnaie unique européenne après la banqueroute complète de son économie se serait quelque peu refroidi.

²⁷ "Euroscépticism is yesterday's creed", Financial Times, Londres, 02/03/2009.

défaut de paiement de la dette extérieure de certains pays européens. Les assurances contre de tels défauts de paiement ("*credit default swaps*") de l'Irlande, la Grèce ou l'Italie ont augmenté face à cette éventualité. Parallèlement un certain nombre de pays européens ont connu une dégradation de leur notation auprès des agences internationales. Standard & Poor's a fait baissé le rating de l'Espagne, qui était jusqu'alors noté «AAA», ce qui fait de Madrid la première des grandes économies européennes à être ainsi rétrogradée. La Grèce ou le Portugal pour leur part se retrouvent au même niveau de notation que la Malaisie. La baisse du rating de Madrid est dû à un rapport extrêmement dur de Standard & Poor's portant notamment sur l'augmentation de la dette publique à hauteur de 18% du PIB espagnol pour les quatre prochaines années, soit environ 200.000 millions d'euros qui pèseront sur les épaules des générations à venir.

A l'intérieur de la zone euro le risque inflationniste ou pesant sur les taux de change s'est transformé en un risque sur le crédit. Il est donc fort probable que le test réel pour l'eurozone sera sa capacité ou non à affronter la dure récession qui s'annonce. Les difficultés tiennent au fait que, avec un taux de change fixe, au cas où un pays de l'UE soit moins compétitif au niveau international et ne puisse facilement réduire les coûts liés au marché du travail, la fin du boom immobilier va à réduire considérablement la demande intérieure sans que cette dernière ne puisse être compensée par une hausse significative des exportations. Dans ce cadre on pourrait assister à une baisse forte et soutenue des revenus fiscaux des Etats en difficulté.

L'Irlande est un cas paradigmatique de cette brusque inversion de tendance. Selon un rapport de l'OCDE les comptes publics de Dublin vont passer d'un déficit de 3% du PIB en 2006 à 7,1% en 2009. Ce pays, qui maintient néan-

moins son rating «AAA», se trouverait dans une situation désespérée. David Mc Williams, un économiste irlandais de renom, ancien fonctionnaire de la Banque centrale et ancien dirigeant de l'UBS suisse, l'a affirmé sans ambages : *«il faut que nous allions à Bruxelles et que nous expliquions que nous avons un grave problème. Il faut que nous disions 'ou bien on se déclare en cessation de paiement, ou alors on sort de la zone euro'(...). Si l'Irlande continue ainsi, et nous nous trouvons au bord de la cessation de paiement, toute l'Europe serait affectée. Et la même chose pourrait arriver à l'Espagne, à l'Italie, ou à la Grèce*»²⁸. Perso.,e jusqu'à présent n'avait osé aborder ce tabou.

B) Soutien intra-européen ou la perspective d'une obligation européenne de la dette

Face à cette éventualité catastrophique qui pourrait remettre en question la viabilité de la monnaie unique et face à la détérioration des conditions de financement de certains de ses membres la sortie de crise passerait pour certains à travers la création d'un instrument de la dette commun à l'ensemble des pays de l'eurozone. Il s'agirait d'un actif financier que l'on pourrait appeler « *obligation européenne* », un parapluie destiné à soutenir les pays dont la qualité des finances est la plus précaire, à l'image de la Grèce, du Portugal, de l'Irlande ou de l'Etat espagnol. Cette perspective est défendue par des personnalités aussi diverses que le magnat international de la finance George Soros, le Directeur général du FMI Dominique Strauss-Kahn ou encore l'ancien président de la Commission Européenne et ancien président du Conseil italien Romano Prodi.

La SIFMA (Securities Industry and Financial Markets Association) a été la principale institution à en étudier la viabilité. Ce lobby,

qui représente les intérêts des firmes internationales de «*securities*» (titres, obligations et valeurs), des brook-dealers (courtiers) et des asset managers pour toutes les questions portant sur les problèmes législatifs et de régulation, est un des plus fervents partisans de «*l'obligation européenne*». Selon la SIFMA, une telle mesure permettrait d'augmenter les volumes d'émission, rendre moins onéreux les coûts d'origination²⁹ et d'obtention de fonds, d'augmenter la liquidité et les possibilités de couverture ainsi que de renforcer le rôle de l'euro en tant que monnaie de réserve permettant de concurrencer l'alternative actuelle représentée par l'omniprésente dette du Trésor nord-américain.

Certaines zones d'ombre subsistent néanmoins. Une telle obligation impliquerait notamment la création d'une agence politiquement indépendante, une sorte de Secrétariat au Trésor, qui puisse arbitrer entre les nécessités de financement des Etats membre en prenant en compte d'une part un pourcentage fixe de participation de chacun d'eux par rapport à l'ensemble des émissions (en fonction de leur rating ou de leur dette par rapport au PIB) et la liberté de fixer les échéances de paiement, mais aussi la prééminence de la dette communautaire par rapport aux dettes nationales, ou encore la responsabilité de chaque pays limitée au volume sujet au financement à travers l'instrument commun.

Comme on peut le constater, il s'agit-là d'un ensemble de bonnes intentions qui entrent en collision avec l'absence de leadership et de cohésion européens, avec la nécessité urgente de certains pays de disposer de fonds pour payer leurs plans de soutien à l'économie ou encore avec le risque qu'un de ces pays, en étant dans l'inca-

²⁸ *The Daily Telegraph*, Londres 19/01/2009.

²⁹ *L'origination* consiste à conseiller un client sur le choix d'instruments financiers, puis à assurer la conception et le lancement sur le marché de l'opération.

pacité de payer, fasse retomber la responsabilité sur l'ensemble de ses partenaires. Pour certains, de surcroît, la création d'une «*obligation européenne*» destinée à aider les pays les plus faibles grèverait les comptes des pays économiquement plus sains, ce qui approfondirait encore plus les divisions européennes. Comme le souligne Sebastien Dullien, économiste à l'Université des Sciences Appliquées de Berlin, «*si vous voulez renforcer le sentiment anti-européen, rien de mieux qu'une obligation européenne*»³⁰.

C'est pour cela qu'en Allemagne des anciens ministres de l'Économie tel que Hans Eichel suggèrent une solution un peu plus orthodoxe mais également plus douloureuse et humiliante pour les pays les plus en difficulté: la concession de prêts type FMI mais administrés par la Commission Européenne. C'est également ce qu'a suggéré Joaquín Almunia, commissaire européen à l'Économie, soulignant qu'il «*n'y a aucun doute sur le fait que certains pays de l'UE ont de sérieux problèmes. Si une crise émerge au sein d'un des pays de la zone euro, il existe cependant une solution avant d'avoir recours au FMI. Nous sommes préparés à un niveau intellectuel, politique et économique pour affronter une telle crise. Ce n'est pas bien de le dire en public, mais il existe une solution*»³¹.

C) Sortir de l'euro ?

Le prix à payer pour sortir de l'euro serait évidemment extrêmement lourd. Le pire serait bien entendu une réquisition temporaire des dépôts bancaires afin d'éviter la faillite du système bancaire en raison de la fuite massive de créanciers et dépositaires, ce qui mènerait à une faillite des obligations publiques en raison de la fuite massive d'investisseurs et, par conséquence, l'absence de financement à terme du pays, si ce n'est qu'à des taux exorbitants³².

Pour les créanciers internationaux des pays qui sortiraient de l'euro les perspectives seraient également très dures. L'augmentation des dettes privées (entreprises et ménages), conséquence de la dévaluation potentielle de la devise du pays sortant de la zone euro, risquerait d'augmenter les défauts de paiement sur ces mêmes dettes. Ajoutons à cela les complications que générerait la transformation de tous les contrats d'un pays sortant de l'euro en fonction de la nouvelle devise.

C'est pour cela que pour l'instant, mis à part certains secteurs minoritaires de la classe politique, personne n'envisage sérieusement l'option d'une sortie de la zone euro. Il faut cependant souligner que la même chose se disait en Argentine jusqu'en 2001 alors qu'était en vigueur le système de parité monétaire entre le peso et le dollar. Le krach économique et un taux de chômage extrêmement élevé ont néanmoins obligé à abandonner le système de la parité. Un scénario de ce même type n'est pas à exclure par conséquent si dans un des pays frappés par la crise le chômage grimpe à un moment donné à 25-30% et plus encore s'il s'agit d'un chômage de longue durée, ce qui est à prendre en considération si l'on tient compte du cours actuel de la crise.

La possibilité que des pays comme l'Allemagne ou la France conduisent des plans de soutien financier à l'égard de pays comme l'Espagne, l'Irlande ou le Portugal, comme nous l'avons analysé dans le point précédent, est une hypothèse hautement improbable selon la plupart des analystes. Cela tient compte du fait que l'Allemagne est déjà assez occupée à se sauver elle-même³³. Berlin sait pertinemment qu'il s'agirait-là de sauvetages à fonds perdus puisque la sortie de crise dans les pays les plus faibles sur le plan financier n'est pas proche. Il faudrait ajouter à cela le manque de compétitivité de ces mêmes pays, leurs dépen-

ses publiques ou encore leur déficits publics³⁴.

En ce sens si aucun plan communautaire ne permet d'adoucir le contrecoup de la crise alors il se peut que dans certains pays le poids de la dette publique et de ses intérêts, combinée aux déficits publics primaires à venir deviennent insoutenable. Les «*spreads*» (marges) augmenteront de manière disproportionnée et arrivera le moment où il faudra faire face au manque de financement. Plus précisément en réalité, pour qu'il continue à avoir financement, il faudra avoir recours à des plans de sauvetage de l'UE ou du FMI exigeant une diminution drastique des dépenses publiques qui agirait à son tour sur une plus grande contraction du PIB, ce qui signifierait pour ces pays des millions de chômeurs supplémentaires. Il faudrait donc combiner ces baisses des dépenses publiques, dans le cadre d'une récession très profonde et d'une hausse du chômage, à des réductions de salaire impopulaires qui mettraient en péril la cohésion politique et sociale des pays optant pour une telle solu-

³⁰ "Germany: Europe's reluctant paymaster", *The Economist*, Londres, 26/02/2009.

³¹ *The Daily Telegraph*, Londres, 04/03/2009.

³² Nous avons vu cependant, dans le point a), que la non sortie de la zone euro de garantit pas cependant contre un défaut de paiement de la part d'un des pays membre de la monnaie unique, ni même contre une fuite massive d'investisseurs et de capitaux.

³³ Le coût du financement de la dette allemande a également augmenté.

³⁴ La Grèce est à ce titre un exemple limite. Le déficit de ce pays atteint actuellement 15% de son PIB, le taux le plus élevé de la zone euro. S'élevant à 53 milliards de dollars, il s'agit d'un des plus élevés en termes absolus. Cela représente un poids énorme pour un pays de 11 millions d'habitants. Sa compétitivité a été érodée alors que l'industrie du tourisme perd des parts de marché au profit de destinations comme la Turquie ou la Croatie. Le coup de grâce a néanmoins été la crise financière internationale et la fin du boom immobilier. Les difficultés de refinancement de la dette publique grecque, qui est évaluée à près de 93% de son PIB, ont obligé Athènes à pratiquer des coupes sombres dans ses budgets sociaux, rendant encore plus explosive la situation. C'est en ce sens que la Grèce peut être considérée comme le maillon faible de l'Europe.

tion, la rendant par conséquent difficile à appliquer.

Il n'est donc pas à exclure dans ce cadre que des pays comme l'Etat espagnol ou la Grèce optent non pas pour des prêts de la part d'organismes supranationaux mais au contraire pour une politique de dévaluation compétitive. Cela serait un moyen pour eux de chercher une issue par le biais d'une hausse des exportations, favorisant ainsi la reprise et l'emploi, augmentant les capacités fiscales de l'Etat et réduisant la dépendance financière extérieure par le biais d'une baisse de l'endettement conséquence de l'excédent du commerce extérieur. La récupération de leurs marges de manœuvre en terme de souveraineté monétaire permettrait à ces pays d'imprimer leur propre devise par le biais de laquelle financer les plans de sauvetage du secteur financier ainsi que les déficits publics. Cela impliquerait bien entendu un risque inflationniste fort de même que la nécessité d'éviter que le salariat entende récupérer une partie de son pouvoir d'achat rogné.

Ainsi, bien que l'on ne puisse exclure que face à la crise abyssale on n'avance vers une solution de type « obligation européenne » de manière à limiter l'impact du contre-coup économique sur les pays les plus exposés, les solutions « extrêmes » sont aujourd'hui de plus en plus envisagées par les analystes et les décideurs. C'est d'ailleurs ce qui pourrait arriver si au plan sauvetage appliqué à un pays en particulier, en fonction de dures conditions fixées par les créanciers, s'oppose une résistance sociale ou que les conditions politiques découlant d'un tel plan ne deviennent extrêmement volatiles. A cela il faut ajouter une certaine suffisance de la part des décideurs européens face à l'ampleur de la crise actuelle³⁵. Ces derniers sont convaincus qu'il s'agit-là d'une récession comme tant d'autres et que l'économie repartira au second semestre 2009 sous l'effet des

plans de sauvetage mis en œuvre. Cela risque de transformer la crise financière et économique en une crise politique profonde comme le montre par exemple leur manque de réponse vis-à-vis d'une possible débâcle à l'Est comme nous le verrons dans le point suivant. Il ne serait donc pas surprenant si, comme en 1992, des spéculateurs faisaient le pari de la déconstruction de la zone euro, mais cette fois-ci de manière décuplée.

Les conséquences politiques et géopolitiques d'une débâcle à l'Est: le modèle de l'ouverture remis en question

Face à l'ampleur de la crise de la dette en Europe de l'Est les pays occidentaux n'ont pas voulu mettre sur pied un vaste plan de sauvetage de plusieurs milliards d'euro comme le réclamait le Premier ministre hongrois Ferenc Gyurcsany alertant ses collègues européens sur le risque « *qu'un nouveau rideau de fer se rétablisse et divise l'Europe* »³⁶.

Le Premier ministre hongrois avait plaidé, avant la réunion des 27 à Bruxelles le 1^o mars pour un plan d'aides pour les pays d'Europe centrale et orientale évalué à 160-190 milliards d'euros de manière à leur permettre de sortir de la grave crise financière dans laquelle ils se trouvent³⁷. Ferenc Gyurcsany a également demandé, de concert avec certains de ses voisins, que les critères d'entrée dans la zone euro soient assouplis de manière à accélérer l'entrée des pays d'Europe de l'Est, de façon à répondre à la crise. Un nombre important de pays d'Europe de l'Est est actuellement forcé de rembourser les dettes contractées en euros auprès de banques occidentales sur la base de devises propres qui se dévaluent rapidement. Une intégration rapide à la zone euro permettrait ainsi une diminution substantielle du service de la dette

pour les pays de l'Est. Mais l'Allemagne comme la Hollande ont opposé un refus catégorique à la requête hongroise.

Le Sommet de Bruxelles de début mars n'a pas seulement démontré la myopie des pays d'Europe occidentale. Il a également servi à souligner comment la crise historique du capitalisme mondial a commencé à diviser le bloc de l'Est (la « *Nouvelle Europe* », selon l'ancien secrétaire à la Défense américain Rumsfeld). Les pays les plus forts ou dont les finances sont un peu plus saines ont essayé de se différencier de leurs voisins en difficulté, mettant en exergue une fois de plus le caractère extrêmement mesquin des nouvelles élites en place dans les anciens pays du bloc stalinien qui pensent pouvoir trouver leur propre salut individuellement³⁸. C'est le choix qu'ont fait par exemple la Pologne ou la République Tchèque qui n'ont retenu

³⁵ *Le cas des Etats-Unis est similaire comme on a pu le voir à travers les inadéquations des plans de sauvetage bancaire ou de relance économique présentés par l'administration Obama. Voir J. Chingo "Obama's administration, shaken by the crisis", 12/02/2009, in www.ft-ci.org/spip.php?article1715?lang=en*

³⁶ *Steven Erlanger et Stephen Castle, "Growing Economic Crisis Threatens the Idea of One Europe", New York Times, New York, 01/03/2009*

³⁷ *Cette proposition dépasse largement la promesse d'aide de 24,5 milliards d'euros couvrant les deux années à venir faite par la BEI (Banque Européenne d'Investissement), la BERD (Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement) et la Banque Mondiale. Nous soulignons que, selon les prévisions de la BERD elle-même, le système bancaire est-européen aurait besoin de 200 milliards de dollars pour l'année 2009. Depuis janvier l'Autriche fait ouvertement campagne en faveur de l'adoption d'un plan de 100 milliards d'euros afin de consolider le secteur financier à l'Est.*

³⁸ *Ceci démontre le caractère extrêmement dépendant de ces nouvelles bourgeoisies qui n'est pas sans rappeler l'absence d'un front commun des pays endettés en Amérique latine au cours des années 1980. Cela a d'ailleurs permis aux créanciers de négocier dans de meilleures conditions, au cas par cas, le pillage de la région et la privatisations des principales entreprises d'Etat. La situation en Europe de l'Est n'est pas non plus sans rappeler l'attitude du Brésil lors du défaut de paiement argentin. Cette attitude peut néanmoins s'avérer catastrophique pour ces pays compte tenu de la profondeur de la crise actuelle.*

aucune des propositions formulées par la Hongrie.

L'Europe occidentale a pour sa part extrêmement déçu les gouvernements est-européens partisans des propositions de Gyurcsany, créant par là-même une situation ouvrant la possibilité d'attaques spéculatives contre leurs devises nationales³⁹. Cela ne veut pas dire que l'Europe occidentale ne soit pas consciente de la gravité de la crise dans l'Est européen où les multinationales de l'Ouest ont d'énormes intérêts, tant par leurs investissements que par les liens commerciaux existants. Mais les gouvernements d'Europe occidentale ne sont disposés qu'à intervenir au «*cas par cas*», comme cela a été souligné maintes fois pendant le Sommet, sur la base d'une garantie de leurs propres intérêts financiers et commerciaux et du remboursement à terme des crédits ce qui signifierait en tout état de cause un approfondissement ultérieur de la semi-colonisation des pays de l'Est. La dureté des conditions dans lesquelles ces plans d'ajustement serait menée, la plus grande soumission aux diktats des pays occidentaux les plus importants ainsi que la perte prévisible ou la détérioration des marges de souveraineté dont disposaient les pays est-européens membre de l'UE pourraient avoir comme conséquence inattendue de véritables mouvements sismiques dans cette région, dont les conséquences politiques et géopolitiques seraient immédiates à niveau international, à commencer par l'Europe occidentale.

Il est important de ce point de vue de tenir compte du fait que l'Est, qui constitue en quelques sorte «*l'arrière cour*» des capitales occidentales, est resté relativement stable au cours des vingt dernières années. A l'exception des Balkans occidentaux les pays d'Europe centrale et orientale se sont intégrés pacifiquement à l'UE, même lorsque certains pays se sont di-

visés, comme dans le cas de la République Tchèque et de la Slovaquie. Cette exceptionnalité historique est d'une part le fruit d'une amélioration de l'économie de ces pays à la suite des ajustements structurels ayant fait suite à la dissolution des économies planifiées bureaucratiquement et, d'autre part, du recul géopolitique de la Russie dans son ancienne zone d'influence, recul qui a été mis à profit par l'UE à partir des années 1990 sur le plan économique et politique et par l'OTAN sur le plan géopolitique. En d'autres termes l'existence de multiples états faibles a pu être soutenue par l'avancée du capitalisme en général, les ancrant dans le giron de l'UE et de l'OTAN qui en ont tiré profit encerclant la Russie.

Mais ces conditions sont en train de commencer à se transformer de manière abrupte. Il suffit de songer au retour géopolitique de la Russie, initié au cours des années du boom pétrolier et gazier, coïncidant avec la reconstruction bonapartiste lancée par Poutine, ayant tiré profit de l'accélération du déclin de l'hégémonie étasunienne sous la présidence Bush. Même si la faiblesse actuelle de la Russie subissant elle aussi la crise de plein fouet peut imposer des limites à ses ambitions géopolitiques, ces dernières n'en sont pas moins fortes, sous-tendues par les piliers fondamentaux sur lesquels se base la puissance russe. C'est ce qu'indiquent par exemple l'annonce de la fermeture de la base aérienne nord-américaine de Manas au Kirghizstan, ce qui pourrait d'ailleurs compliquer les plans américains en Afghanistan, la concession d'aides financières importantes à plusieurs pays de l'ancienne URSS en échange de concessions politiques ou plus symptomatique encore le refus du président russe Medvedev d'accéder à la requête de l'administration Obama (démentie par la suite) de mettre un frein au projet de bouclier anti-missiles en

Pologne en échange d'une plus grande coopération russe sur le dossier du nucléaire iranien. Cela montre d'ailleurs soit dit au passage combien la Russie croit être en mesure d'obtenir de plus grandes concessions par rapport à la Pologne tout en prétendant des Etats-Unis qu'ils abandonnent leur projet d'expansion de l'OTAN en direction des anciens pays soviétiques⁴⁰.

L'UE quant à elle est divisée quant aux premiers gestes de l'administration américaine à l'égard de Moscou. Certains des principaux pays européens, comme la France et l'Allemagne, cherchent un rapprochement entre les deux anciennes grandes puissances. Ce sont là les souhaits exprimés par Merkel et Sarkozy à l'occasion de la Conférence sur la Sécurité tenue à Munich début février. Tous deux ont tenu à souligner l'importance d'un accord avec la Russie par rapport aux principaux dossiers internationaux. D'autres pays européens sont en revanche absolument défavorables à un tel rapprochement. C'est le cas par exemple de la Pologne qui craint d'être le grand perdant de la partie. En Europe occidentale c'est Londres qui maintient la ligne la plus dure à l'égard de Moscou. La Géorgie, pendant ce temps, semble être le grand oublié de la rencontre entre la nouvelle secrétaire d'Etat Hillary Clinton et le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov à Genève.

En dernière instance le ton des relations futures entre Washington et Moscou sera déterminant quant à la collaboration des principales

³⁹ Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si toutes les devises de la région ont subi une dévaluation de 2 à 3% au lendemain du Sommet.

⁴⁰ La Russie est disposée à collaborer avec Washington dans les anciennes républiques soviétiques par le biais du canal exclusif du Kremlin, c'est-à-dire à condition que les Etats-Unis reconnaissent la zone d'influence de Moscou et en empêchant que Washington continue à encercler la Russie à travers la multiplication des rapports bilatéraux entre les Etats-Unis et les anciennes républiques soviétiques.

puissances européennes avec la Russie. C'est ce qu'a récemment démontré la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN à Cracovie qui s'est tenue avant ces premiers signes de rapprochement entre la Russie et les Etats-Unis. Les plans américains quant à l'Afghanistan visant à réduire la rébellion taliban y ont été considérés avec un certain scepticisme. On pourrait dire la même chose du dossier iranien.

Dans ce contexte les pays d'Europe de l'Est qui se sont déjà vu laissés sur le bas-côté par les Etats-Unis après l'échec géorgien de l'été dernier craignent à présent que l'UE leur réserve le même sort, ce qui pourrait d'ailleurs avoir des conséquences négatives imprévisibles pour l'Europe de l'Ouest. Comme le souligne The Economist, «*si un pays comme la Hongrie ou un des trois pays baltes coule alors les pays d'Europe occidentale seront les premiers à en souffrir. Les banques autrichiennes, italiennes et suédoises, qui ont énormément prêté et investi en Europe de l'Est, connaîtraient des pertes catastrophiques si la valeur de leurs actifs venaient à se réduire. Le volume du défaut de paiement, combiné à des instincts protectionnistes ataviques qui ont repris le dessus dans toute l'Europe, pourraient facilement défaire ce qui constitue la plus grande réussite de l'UE et qui fait son orgueil : son marché commun. La faillite à l'Est pourrait rapidement remettre en question le destin de l'UE elle-même. Cela déstabiliserait la monnaie unique dans la mesure où certains membres de la zone euro, comme l'Irlande ou la Grèce, ne sont pas en meilleure santé que certains pays de l'Est. Cela pourrait compromettre tout futur élargissement de l'UE, laissant ainsi en suspens la question de l'avenir des Balkans occidentaux, de la Turquie ou de plusieurs pays de l'ancienne Union Soviétique*»⁴¹.

Plus généralement l'instabilité économique combinée à l'ancrage

encore trop faible au sein de l'UE et de l'OTAN d'une bonne partie des pays de la région pourraient ouvrir une boîte à Pandore qui serait un excellent terreau pour l'émergence de tendances populistes de tout poil mais également de tendance aigües à la lutte de classes. Cela a d'ailleurs été la norme de cette région pendant toute la première moitié du XX^e siècle, conséquence de la fragmentation et de la faiblesse des Etats est-européens. C'est d'ailleurs ce que souligne l'historien Derek H. Aldcroft en dressant un bilan des causes du déclin européen entre 1914 et 1939 «*l'Europe s'était affaiblie, elle avait perdu sa cohésion dix-neuviémiste. En Europe centrale et orientale une multitude d'Etats autonomes, mais faibles et conflictuels, avait surgi des ruines des empires austro-hongrois, prussien et de celui des Romanov alors que d'importantes tensions politiques et la faiblesse des démocraties avaient laissé l'Ouest dans une situation de désunion*»⁴².

Serions-nous à nouveau confrontés à une situation de ce type ? Les effets à retardement de l'implosion de l'ancienne URSS et de son ancienne aire d'influence, tout comme la constitution d'une myriade de petits Etats faibles, le Kosovo étant le dernier de ce genre, pourraient-ils faire basculer cette région dans une nouvelle situation convulsive ? Voilà le spectre qui aujourd'hui hante soudainement bien des analystes occidentaux qui, à l'image de certains marxistes qui avaient cru aux bienfaits de la «*globalisation*», avaient foi en une intégration pacifique et harmonieuse de ces pays de l'Est tout en omettant que cette même intégration signifiait une plus grande subordination de type semi-colonial de ces pays. Voilà au moins ce que cette crise aura eu le mérite de mettre en lumière, clarifiant ainsi les tâches et les programmes qu'auront à mener à bien et à défendre les révolutionnaires européens.

Les soulèvements de janvier en Bulgarie, en Lituanie et en Lettonie, suivis par la chute du gouvernement letton le 20 février, ne sont qu'un avant-goût de ce qui pourrait se passer dans ces pays en terme de déstabilisation et de tension sociale accrue à mesure où avancera la crise et augmentera le chômage. Ajoutons à cela que le retour de centaines de milliers d'immigrés dans leur pays d'origine pourrait aggraver encore plus le mécontentement social.

Les mobilisations sociales n'ont pas été l'apanage de ces seuls pays. Ce qui est sûr en revanche c'est que les marges de manœuvre des gouvernements de la région face aux problèmes économiques et à la récession en cours sont beaucoup plus réduites. Des économistes bourgeois de renom tel que Willem Buiter, professeur à la London School of Economics et ancien économiste en chef de la BCE, affirment que c'est désormais une question de temps pour que ces pays reviennent à un contrôle strict des changes de manière à éviter le drainage de devises. En d'autres termes, sous cet aspect-là également, cette crise n'est pas une crise parmi tant d'autres mais une crise structurelle qui remet en question le modèle d'ouverture, de libéralisation et d'intégration à l'UE adopté par ces pays à partir du début des années 1990.

Dans ce cadre, il n'est pas à exclure que l'on ne puisse assister à la montée de régimes bonapartistes ou semi-dictatoriaux penchant pour un modèle économique autarcique, ni même à l'avancée de nouveaux populismes qui pourraient chercher à mettre un frein à l'application des

⁴¹ "The bill that could break up Europe", *The Economist*, Londres, 26/02/2009

⁴² L'auteur souligne également que "l'Europe occidentale n'a pas été suffisamment forte pour continuer à dicter le modèle de développement mondial comme cela avait été le cas au XIX^e. C'est le rôle qui a alors été dévolu aux Etats-Unis, avec les conséquences que l'on sait pendant la Grande dépression ». Voir D. H. Aldcroft, *The European Economy, 1914-2000*, Routledge, Londres, 2000.

réformes imposées par le FMI ou l'UE, ou encore au renforcement des partis d'opposition philo-russes dans les pays baltes. C'est-là une des craintes que l'on retrouve dans l'article de *The Economist* précédemment cité: «*les conséquences politiques que signifierait laisser l'Europe de l'Est à la dérive pourraient être extrêmement graves. Une des prouesses majeures de l'Europe au cours des deux dernières décennies a été de réunifier pacifiquement le continent à la suite de la fin de l'empire soviétique. En Russie, qui se trouve économiquement en difficulté, les dirigeants à Moscou essaient néanmoins d'exploiter toutes les opportunités afin de réaffirmer leur influence dans la région. De surcroît si les Européens de l'Est sentent que ceux des l'Ouest les ont abandonné, les premiers pourraient tomber entre les griffes de populistes et de nationalistes à l'image de ceux qui sont arrivés au pouvoir dans ces pays par le passé*»⁴³. Il s'agit-là d'hypothèses tout à fait réalistes dans le cadre du protectionnisme croissant dans l'industrie de l'automobile ou le secteur bancaire à l'Ouest et qui a mené aux récents échanges assez durs entre Sarkozy et le président tchèque, illustrant ainsi la division croissante entre l'Est et l'Ouest en Europe.

L'avenir de l'Europe, la grande inconnue

En Europe les tendances à la désunion et à l'exacerbation des intérêts nationaux s'approfondissent. La transformation violente de la crise financière en une chute importante de la production a aggravé la tendance au «sauve-qui-peut» généralisé.

Dans ce cadre les Etats nationaux sont revenus sur le devant de la scène. C'est notamment ce qu'a exprimé Paris au cours de la présidence rotative de l'UE au cours du second semestre 2008 pendant laquelle on a assisté au brusque virage

néogaulliste de Sarkozy à partir de l'accélération de la crise ainsi qu'au renforcement du poids des Etats nationaux par rapport aux prises de décision politique ou par rapport au respect des normes européennes, et ce au détriment des organismes communautaires, à commencer par la Commission européenne et son président José Manuel Barroso⁴⁴.

Si dans un premier temps ce retour des Etats a été considéré comme un élément positif par certains analystes, surtout au regard de la bureaucratie bruxelloise sclérosée (il suffit de songer à la coordination inattendue des gouvernements européens dans le lancement du premier plan bancaire), cette dynamique peut avoir d'autres effets. Le retour en force des Etats n'encourage pas seulement le protectionnisme mais également certaines attitudes unilatérales de la puissances européenne la plus forte, l'Allemagne⁴⁵.

Il semble qu'au niveau économique l'Allemagne tente d'utiliser la crise, plus que pour en limiter l'impact, afin d'étendre son propre système financier à plus grande échelle sur l'ensemble de l'Europe. C'est ce que l'on peut voir dans son refus d'appuyer les plans de relance ou de sauvetage transnationaux alors que Berlin essaie de forcer l'UE à adopter une position commune sur la régulation financière, à partir de positions plus conservatrices et par conséquent plus en harmonie avec les caractéristiques de la banque allemande, étroitement liée à l'appareil industriel⁴⁶.

Comme nous l'avons vu l'Allemagne a été secouée par la crise financière et comme une bonne partie de l'Europe elle est grandement exposée aux crédits toxiques (subprimes). Ses banque cependant ne sont pas autant liées au boom immobilier que ne peuvent l'être leurs consœurs britanniques, irlandaises, espagnoles ou italiennes. la Banque allemande n'est pas non plus massivement exposée à l'Est comme les instituts bancaires suédois, autrichiens ou italiens (qui

avaient investi dans une région de seconde importance en raison de leur incapacité à concurrencer les grandes banques d'Europe occidentale). L'Allemagne compte de plus sur un secteur manufacturier très compétitif, sur une bonne tenue de ses comptes publics. Le plus gros problème auquel Berlin doit faire face est un problème de demande interne structurellement faible. Si l'Allemagne réussit à limiter l'impact immédiat qu'aura la crise sur son développement extrêmement dépendant des exportations (ce qui représente un défi d'envergure), et si elle réussit à récupérer une certaine dose de souveraineté monétaire, soit dans le cadre de la zone euro actuelle, soit dans le cadre d'une zone euro remaniée⁴⁷, alors Berlin pourrait

⁴³ "The bill that could break up Europe", *The Economist*, Londres, 26/02/2009

⁴⁴ C'est notamment ce qui explique qu'il ait été décidé de maintenir un commissaire par pays membre au sein du Conseil, enterrant ainsi la possibilité d'en faire un jour un véritable gouvernement fédéral.

⁴⁵ L'attitude unilatérale de l'Allemagne par rapport à certains thèmes est une nouveauté sur toute une série de questions. Comme le souligne Charles Grant, directeur du Centre for European Reform, "par rapport à bien des sujets les Allemands sembleraient penser que l'UE ne défend plus leurs intérêts et ils semblent toujours plus enclins à poursuivre sur leur propre chemin. La politique étrangère allemande a évolué de telle sorte qu'elle affaiblit l'UE et peut-être même l'Alliance Atlantique". "Unilateral Germany threatens to weaken Europe", *Financial Times*, Londres, 4/12/2008

⁴⁶ C'est notamment la signification des propositions allemandes de soumettre à un contrôle plus strict tout ce qui touche de près ou de loin aux financements faciles de type subprime ou aux circuits de mouvements de capitaux spéculatifs («hot money») dont tirent profit les «hedge funds».

⁴⁷ Voyons ce que disent à ce sujet certains analystes comme l'économiste Jacques Sapir: «Le retour à la souveraineté monétaire sera une tendance générale...En principe, rien n'interdit que ce retour soit compatible avec le maintien de la zone Euro. Le conseil Ecofin devra prendre le contrôle de la BCE après avoir fondamentalement modifié la charte de celle-ci. La possibilité de monétiser l'émission de dettes publiques au sein de la zone Euro pourrait en effet constituer un puissant levier de croissance. Mais, il faut comprendre que les difficultés seront très importantes pour arriver à une coordination au sein du conseil EcoFin. Au-delà des cultures politiques différentes des pays membres, l'existence de très fortes hétérogénéités

sortir renforcé de la crise (peut-être dans le cadre d'un bloc ou d'une alliance quelconque) par rapport aux Etats-Unis ou du moins au sein de l'Europe.

Pour ce défi Berlin peut compter sur deux avantages. Le premier est le fait que l'Allemagne n'a face à elle aucun concurrent. Le système financier britannique est en train d'imploser. Des pays que l'Allemagne voit comme des centres de second ordre arrivés tardivement dans la compétition comme l'Autriche, la Suède, l'Italie ou la Grèce, sont éminemment exposés à l'Est. La Suisse a été fortement secouée par ses liens avec l'Autriche et sa réputation de place bancaire sûre est en train de reculer alors qu'elle subit de fortes pressions de la part de nombreux pays impérialistes au sujet de l'opacité de son système bancaire. Reste la France comme meilleur concurrent financier de l'Allemagne comme le prouve d'ailleurs le rachat par BNP Paribas de Fortis, un saut stratégique qui, s'il s'avérait être mené à bien⁴⁸, transformerait BNP en la première banque européenne de dépôts avec un accès direct sur quatre très grands marchés que sont la France, l'Italie, la Belgique et le Luxembourg. Malgré cette avancée cependant la dette française comme son fort déficit fiscal comparé à l'Allemagne font que les marges de manœuvre de Paris, à long terme, soient plus restreintes.

L'Allemagne, d'autre part, se trouve dans une position géographique et commerciale très favorable afin de pouvoir dominer tout ce qui pourrait émerger des décombres de cette crise en Europe. L'importante dépendance de l'Europe centrale et orientale en terme d'exportations représente pour Berlin une arme (une fois que seront restructurées les finances européennes) afin de dicter ses conditions à l'égard de ces pays dont la survie, de ce point de vue, dépend de l'Allemagne⁴⁹. Dans le domaine du nucléaire civil, l'alliance entre Berlin et Moscou par

le biais de la formation d'un nouveau pôle entre Siemens et Rosatom (l'Agence Fédérale Russe à l'Energie Atomique) représente une concurrence importante dans le secteur extrêmement lucratif du nucléaire pour Areva, le géant français dont Siemens s'est séparé dernièrement. Ceci pourrait anticiper un rude conflit entre la France et l'Allemagne afin de déterminer qui des deux pays sortira mieux positionné de la crise actuelle.

La grande inconnue à l'heure actuelle consiste à savoir si la crise dont l'épicentre se situe aux Etats-Unis emportera avec elle l'ensemble de ses concurrents ou si certains d'entre eux seront capables de limiter l'impact de cette récession qui affecte l'économie mondiale. Bien que pour l'heure ce soit l'anarchie extrême propre au mode de production capitaliste et la logique du «sauve-qui-peut» qui priment, ce qui aggrave encore plus la crise actuelle, la restructuration capitaliste qui pourrait éventuellement émerger de la récession n'aura lieu qu'autour des capitaux et des Etats étant sortis avec des reins plus solides de la crise actuelle. On peut en ce sens présager que certains pays de l'UE feront montre de plus de capacité de résistance en tant que pays impérialistes que certains pays arrivés depuis peu dans la cour des grands, à l'image de la Chine par exemple, énormément dépendante du marché mondial et traversée par d'importants déséquilibres internes.

Les deux obstacles principaux à cette possible récupération de certains pays du Vieux continent sont d'une part le prolétariat européen, qui a été un des premiers à intervenir face à la crise et que la bourgeoisie essaiera de faire plier afin de limiter l'impact de la récession sur ses profits, et de l'autre la résistance anti-impérialiste à la semi-colonisation accrue des pays de l'Est. Comme le souligne le Financial Times, «les employeurs insistent sur la nécessité que les travailleurs

mettent du leur afin d'améliorer leur situation dans le cadre d'un marché du travail difficile, acceptant des diminutions de salaire (le principal syndicat allemand vient d'ailleurs d'accepter de modérer ses revendications salariales). Cela pourrait freiner mais non contre-carrer de manière significative l'impact de la décélération de l'économie. Bien entendu, quand le cycle recommencera à être favorable, les foyers et les entreprises allemandes se trouveront relativement mieux positionnés»⁵⁰.

des économies de la zone Euro est l'obstacle principal. La mise en place de l'Euro ne s'est pas accompagnée, il faut avoir le courage et l'honnêteté de le constater, d'un réel progrès en matière de convergence des dynamiques économiques. En fait le taux d'inflation nécessaire à une croissance raisonnable devrait être sensiblement différent suivant les pays. Or, au sein d'une monnaie unique, ceci induit des distorsions qui ne sont pas supportables à terme. On sait déjà que l'appréciation actuelle de l'Euro a coûté très cher à la croissance française. La création d'un budget fédéral important (au moins 20% du PIB total de la zone) pourrait être une solution. Mais, il n'est pas politiquement réaliste de penser qu'une telle évolution soit possible avant de très nombreuses années. Dans ces conditions, une crise de l'Euro risque d'être inévitable...La solution, plutôt que de se résoudre à un éclatement total de la zone Euro, pourrait être un système intermédiaire. Pour certains pays membres, l'Euro deviendrait une monnaie de réserve, par rapport à laquelle leur monnaie nationale qu'ils auraient rétablie, serait convertible sur la base d'un taux fixe révisable de manière régulière. Les pays constituant le bloc le plus homogène pourraient eux conserver l'Euro comme monnaie unique. On aurait une zone Euro constituée de cercles concentriques, qui serait plus robuste et plus flexible pour faire face aux nouvelles contraintes. Ce système permettrait d'ailleurs plus facilement que la forme actuelle de l'Euro une coordination avec d'autres monnaies et donc la constitution d'une zone de stabilité monétaire allant au-delà des frontières de l'UE ».

⁴⁸ La première phase des négociations pour le rachat a mené à la chute du Premier ministre Leterme lorsqu'il a été rendu public que ce dernier avait fait pression sur les juges de manière à ce qu'ils empêchent la vente de la banque. Cette manœuvre a porté préjudice aux petits actionnaires belges de Fortis, la première entité financière du pays à laquelle les Belges se sentent d'autant plus attachés qu'il s'agit également du premier employeur.

⁴⁹ Le marché allemand est le principal débouché de pays comme la Pologne, de la République Tchèque, de la Slovaquie, de la Hongrie et de la Slovaquie.

⁵⁰ "Germany in recession", Financial Times, Londres, 13/11/2008

Déflation salariale et risque d'explosion sociale. L'alternative inflationniste ne peut être exclue en tant qu'alternative à l'incapacité d'ajustement ou, à moyen terme, face aux déficits fiscaux monstrueux dans le cadre d'un manque de financement externe

Le gouvernement irlandais a été le premier en Europe occidentale à utiliser tous les instruments à sa disposition afin d'éviter le risque d'une suspension du paiement de la dette extérieure en recourant notamment à une baisse des salaires des fonctionnaires afin d'éviter que le déficit public ne dépasse 12% du PIB l'an prochain. Il s'agit du premier gouvernement de la zone euro à utiliser la déflation salariale, une recette de la Grande dépression, afin de restaurer son niveau de compétitivité. Le Premier ministre Brian Cowen a décidé, sans accord préalable avec les syndicats, de réduire les rémunérations des agents du service public de 7%. Malgré le caractère extrêmement modéré et conciliateur des directions syndicales irlandaises ayant donné leur aval dans le passé aux contre-réformes sociales les syndicats ont été obligés d'appeler à une journée d'action. Plus de 120.000 manifestants ont participé à la mobilisation du 21 février, un record pour l'île, témoignant de la colère qui gronde au sein de la population.

Dans les pays d'Europe centrale et orientale, bien plus faibles que leurs homologues européens, ces pratiques déflationnistes sont monnaie courante. Comme nous l'avons déjà souligné le gouvernement letton a imposé en janvier une baisse de 15% des salaires



du public dans le cadre d'un plan économique soutenu par le FMI et l'UE. Cela a débouché, à la suite de violentes manifestations à Riga, sur la chute du gouvernement conduit par Ivars Godmanis. En Hongrie, le plan d'ajustement accordé par le FMI et l'UE prévoit la suspension du paiement du treizième mois au sein de la fonction publique. La Roumanie, pour recevoir l'appui de Bruxelles ou du FMI, pourrait se voir contrainte de prendre le même chemin dans les prochaines semaines.

Dans ce contexte néanmoins la nouveauté de cette crise est le fait que des recettes jusque-là uniquement employées dans les programmes d'ajustement structurel des pays semi-coloniaux faisant face au problème de la dette pourrait être appliquées dans les pays impérialistes, à commencer par ceux plus affectés par la crise actuelle comme dans l'Etat espagnol. Ce n'est donc pas un hasard si un quotidien économique de Madrid souligne qu'une «prise de conscience est nécessaire, le bon temps est loin maintenant, c'est l'heure de se serrer la ceinture. Il vaut mieux que nous le fassions nous-mêmes plutôt qu'un tiers nous y oblige, comme le FMI par exemple. La seule solution d'ajustement pour notre pays passe par la chute brusque des salaires

réels, alors qu'à présent la rigidité salariale ne sert qu'à augmenter le nombre de chômeurs»⁵¹. Mais celui qui ne laisse aucune place au doute, c'est Jean-Claude Trichet lui-même, l'actuel président de la BCE. Lors d'un récent voyage à Dublin, il a fait appel à tous les gouvernements pour «poursuivre sur la voie de budgets audacieux [en fait des coupes sombres], notamment en matière de salaire dans la fonction publique»⁵².

Comme nous le soulignons néanmoins si les coûts politiques de tels réajustements se révélaient être trop élevés on ne peut exclure que certains pays n'utilisent l'arme de la dévaluation ou aient recours à une politique inflationniste. Cela pourrait d'ailleurs s'avérer utile pour «réduire» les pertes liées aux non-paiements de dettes privées que génèrent la crise. A moyen terme, quel que soit le chemin adopté pour appliquer les politique d'ajustement, une perspective inflationniste est hautement probable en tant que conséquence des énormes déficits qui sont appelés à grever toujours plus les finances des Etats, afin d'éviter, sans beaucoup de succès probablement, la

⁵¹ *El Economista*, Madrid, 20/1/2009.

⁵² *Le Monde*, Paris, 07/03/2009.

⁵³ Jacques Sapir, "Le monde qui vient", 24/10/2008.

spirale déflationniste, et ce en raison du manque de fonds de financement extérieurs. Comme le souligne l'économiste Jacques Sapir, «dans ces conditions, les pays développés ont peu d'alternatives. S'ils tentent de réduire la croissance de leur endettement par sa maîtrise en matière de dépenses, ils aggraveront dramatiquement la récession au point de risquer des troubles politiques et sociaux majeurs. S'ils accroissent les taux d'intérêts pour tenter de rendre leur dette attractive, ils tuent l'investissement et aggravent, par un autre biais, la crise. Une alternative raisonnable serait de procéder politiquement à la destruction d'une partie des dettes existantes, par des remissions de créances pour les ménages et des défauts organisés pour les dettes d'entreprises ou des administrations. Mais, une telle alternative raisonnable est peu probable car exigeant un degré de courage politique qu'il ne faut pas s'attendre à trouver dans les systèmes occidentaux. La dernière alternative, qui est celle qui sera très probablement adoptée, consistera en un fort accroissement de l'inflation»⁵³. Dans le cadre de l'inutilité avérée de toute issue keynésienne à la crise deux alternatives s'offrent aux capitalistes pour tenter de sortir de cette phase économique en en faisant payer le prix au monde du travail: par le biais de l'inflation ou de la déflation.

Aucune de ces deux options n'est progressive pour le salariat. C'est en ce sens que les propos de Trotsky au sujet de la bourgeoisie française et de la crise des années 1930 sont d'une étonnante actualité. Comme le souligne Trotsky dans le «Programme d'action pour la France», «afin de tenter de sortir du chaos dans lequel elle a elle-même plongé le pays la bourgeoisie française doit commencer par résoudre le problème monétaire. Un secteur de cette même bourgeoisie entend mener cette tâche à bien par le biais de l'inflation, c'est-à-dire à

travers l'émission de papier monnaie, la dévaluation des salaires, la hausse du coût de la vie, l'expropriation de la petite-bourgeoise; un autre secteur fait le pari de la déflation, c'est-à-dire de la diminution du niveau économique des travailleurs (baisse des salaires), de l'augmentation du chômage, de la ruine des petits producteurs agraires et de la petite bourgeoisie des villes. Ces deux alternatives sont synonymes de davantage de misère pour les exploités. Opter pour l'un ou l'autre de ces instruments capitalistes équivaldrait à choisir l'arme par le biais de laquelle les exploités s'apprêtent à égorger les travailleurs. La première étape du plan des capitalistes français consiste en une déflation brutale. On arrache aux travailleurs l'allocation chômage, la sécurité sociale, on réduit les salaires, les employés du secteur public commencent à se sentir touchés, les prochaines victimes devant être les petits producteurs ruraux. Cela ne veut pas dire bien entendu que la bourgeoisie ne puisse pas avoir recours demain à l'autre hypothèse, l'inflation. L'Allemagne hitlérienne est l'exemple vivant de cette seconde méthode. Les exploités doivent s'opposer fermement à ces visées de la bourgeoisie !». Si les travailleurs n'entendent pas payer de leurs sacrifices le coût du chaos capitaliste actuel il est fondamental que les exploités ne tombent dans aucun de ces deux pièges qui ne sont que deux hypothèses de sortie de crise que prend en considération la bourgeoisie.

09/03/09

Les prolétariats d'Europe face à la crise:

Contribution à l'analyse des premières ripostes et axes pour un programme trotskyste

Antoni Mivani



L'article précédent se concentre sur l'analyse des effets économiques de la crise, tout en dégageant déjà de grandes tendances de l'évolution politique possible. Il met en évidence à la fois, d'une façon générale, que la crise mondiale du capitalisme touche brutalement l'Europe et que les pays sont frappés d'une manière différenciée selon leur insertion dans le marché mondial. Il examine différents scénarios envisageables de développement de la crise au sein de l'Union Européenne (UE). S'il est absolument nécessaire pour proposer une analyse marxiste sérieuse de la situation de partir de l'analyse des données essentiellement économiques, il n'est possible d'arriver à une caractérisation concrète qu'en liant ces éléments à l'analyse, d'une part, des rapports entre les classes sociales et leur expression politique et, d'autre part, du rapport entre les différents

États. Cette seconde partie est donc consacrée à une tentative pour préciser la situation de la lutte des classes en Europe, en y incluant à la fois les pays de l'UE, les pays hors UE et la Russie. Cette contribution n'est qu'une toute première tentative pour avancer en ce sens, par des éléments d'analyse sur les développements de la lutte des classes et de leur réfraction politique. Elle entend simplement jeter les bases pour un tel travail en donnant un certain nombre d'éléments d'information et en proposant quelques lignes directrices.

I) Dans quelle situation le prolétariat européen s'apprête-t-il à affronter la crise après trente d'offensive du capital ?

1) Traits communs à l'évolution de la situation du prolé-

tariat dans les différents pays d'Europe de l'Ouest

a) L'affaiblissement du prolétariat comme résultat de la victoire de l'offensive capitaliste de la fin des années 1970

L'offensive lancée par la bourgeoisie à la fin des années 1970 et au début des années 1980 a fait disparaître ou a considérablement réduit les anciens bastions traditionnels de la classe ouvrière d'Europe, comme les mines, la sidérurgie, les chantiers navals et les docks, tout particulièrement dans les principaux pays impérialistes où le prolétariat était puissant, tels l'Angleterre, l'Allemagne et la France. C'est une cause objective de son affaiblissement. Mais c'est plus fondamentalement les défaites subies dans ses combats par le prolétariat qui l'a affaibli. Le recul de la combativité ouvrière s'ex-

prime dans la diminution brutale du nombre de jours de grève entre les années 1970 et 1980 dans tous les pays d'Europe de l'Ouest. Les privatisations, la casse des accords collectifs, la libéralisation du marché du travail ont contribué à une certaine atomisation de la classe ouvrière: division public/privé, CDI/précaires, nationaux/étrangers, etc.

b) Le rôle central des partis réformistes dans cette offensive du capital

Cette offensive de la bourgeoisie contre les conquêtes sociales n'a pu être menée à bien que grâce au soutien décisif des partis réformistes, sociaux-démocrates et stalinien. Dans tous les cas les directions syndicales réformistes ont collaboré à la mise en œuvre de ces contre-réformes tout en faisant semblant de s'y opposer, même si les combinaisons concrètes ont été à chaque fois différentes. A l'exception notable du Royaume-Uni, ce sont même généralement la social-démocratie et le stalinisme au pouvoir qui ont directement pris en charge une bonne partie, voire le plus gros des attaques (PS-PCF en France dès 1981; PSOE en Espagne dès 1982, SPD-Verts en Allemagne à partir de 1998; PASOK et KKE en Grèce; PCI devenu PDS puis DS en Italie en coalition avec la Margarita)¹. Autrement dit la logique des intérêts de classe a conduit les partis réformistes, fondamentalement attachés à la défense de l'ordre bourgeois, à remettre en cause ces conquêtes sociales, sous-produit de la mobilisation révolutionnaire de l'après-guerre trahie par les appareils réformistes, sur laquelle reposait leur emprise globale sur le prolétariat.

c) La transformation des partis ouvriers bourgeois en partis bourgeois «normaux»

Cela a conduit à modifier profondément, voire à briser, le lien or-

ganique traditionnel entre les partis ouvrier-bourgeois et la classe ouvrière, même si ce processus s'est développé à des rythmes variés selon les pays. Cela s'est traduit par une chute de leur nombre d'adhérents, une modification de la composition sociale avec toujours moins de prolétaires et toujours plus de cadres, de hauts fonctionnaires et d'élus, ainsi que par la suppression dans leur programme de toute référence à un système alternatif au capitalisme (déclaration du PS de 1991, abrogation de la clause IV du Labour en 1994, etc). Les partis ouvrier-bourgeois sont devenus des partis bourgeois «normaux», c'est-à-dire ne se distinguant plus des partis traditionnels de la bourgeoisie que par le fait d'avoir été dans un passé encore récent des partis ouvriers-bourgeois.

L'évolution des PC a été très variable d'un pays à un autre: certains se sont transformés rapidement et ouvertement en partis sociaux-démocrates avant de devenir des partis bourgeois «normaux» (cas du PCI, devenu PDS puis DS et maintenant par fusion avec la Margarita, Parti Démocrate), provoquant des scissions plus orthodoxes (le PRC); d'autres sont restés très traditionnellement stalinien (cas du KKE grec), provoquant inversement des scissions social-démocrates; d'autres ont contenu en leur sein ces tendances opposées et maintenu quoique de façon de plus en plus ténue une référence au combat des travailleurs et à l'horizon d'un vague «dépassement du capitalisme» (cas du PCF), méritant le qualificatif de parti ouvrier-bourgeois au stade ultime de sa décomposition.

Dans un premier temps, peu à peu privée de tout parti représentant même de façon extrêmement déformée ses intérêts spécifiques de classe, la classe ouvrière s'est trouvée très affaiblie. Cependant cette crise dégagait pour le futur la voie à une reconstruction du mouvement ouvrier sur des

bases révolutionnaires, ce que la social-démocratie et le stalinisme avaient réussi à bloquer depuis la fin de la guerre.

d) La lente reprise de la lutte de classes (1995-2008)

Les puissantes grèves de novembre-décembre 1995 en France marquent le début d'une inflexion dans la période. Elles ne contraignent pas seulement le gouvernement à retirer une bonne partie de ses projets mais elles le paralysent pendant un an et demi. La résistance plus vigoureuse qui se manifeste à partir de cette date est cependant limitée par le fait qu'elle est généralement dominée par l'activité des fonctionnaires et des travailleurs des services publics, bastion traditionnel des partis réformistes, en particulier la social-démocratie, qui sont les plus touchés par les attaques du capital qui privatise à tour de bras, entend gérer les entreprises d'État exactement comme celles du privé et réduire le nombre de fonctionnaires. La participation des salariés du secteur privé aux luttes est restée longtemps marginale. L'Italie connaît au cours de la période plusieurs grèves générales massives, que ce soit contre la réforme des retraites ou contre la guerre en Irak et des grèves significatives de secteurs avancés du mouvement ouvrier mais les pactes de la bureaucratie syndicale avec le patronat et le gouvernement bloquent des développements plus profonds de la lutte des classes. À partir de 2004 la lutte de classes reprend une certaine vigueur en Allemagne avec les manifestations du lundi contre le plan Hartz IV puis les grèves

¹ PS : Parti Socialiste ; PCF : Parti Communiste Français ; PSOE : Parti Socialiste Ouvrier Espagnol ; SPD : Parti Social-démocrate d'Allemagne ; PASOK : Parti Socialiste Grec ; KKE : Parti Communiste Grec ; PCI : Parti Communiste Italien ; PDS : Parti des Démocrates de Gauche ; DS : Démocrates de Gauche.

«sauvages» chez Opel face à des plans de licenciements massifs et plus récemment la longue grève partiellement victorieuse des conducteurs de train syndiqué au GDL, des conflits dans les services publics communaux ou des régions (Bundesländer), sans oublier les rituelles grèves fractionnées mais assez largement suivies autour des négociations salariales pour les conventions collectives, notamment dans la métallurgie.

Dans le même temps la jeunesse s'est politisée non par l'intermédiaire des partis ouvriers bourgeois mais à travers le mouvement anti-mondialisation qui a pris des formes diverses selon les pays (poids plus ou moins grands des relais directs du réformisme, des autonomes, etc). La lutte contre la guerre, en particulier l'intervention en Irak, a également joué un rôle important. La question palestinienne est aussi particulièrement sensible, notamment en France et en Angleterre.

La jeunesse, dans un premier temps surtout la jeunesse scolarisée, a été l'un des secteurs les plus en pointe dans la lutte contre la politique des gouvernements capitalistes, non seulement en France, où le phénomène est sans doute le plus aigu — réforme des retraites en 2003, réforme des lycées en 2005, CPE (Contrat Première Embauche) en 2006, LRU (loi d'autonomie des universités) en 2007 et mouvement actuel en cours —, mais aussi en Italie (notamment à l'automne dernier contre la réforme Gelmini), en Allemagne avec la vague de grèves étudiantes contre l'instauration de frais d'inscription à l'université, notamment 2005, et dans l'Etat espagnol à l'automne dernier. La jeunesse soumise à une surexploitation (Grèce 2008), parfois combinée à une oppression spécifique liée à la couleur de peau (France 2005), a été à l'origine de révoltes explosives.

e) La recomposition politique à la gauche des partis réformistes

La nouvelle place des PS et PC conduit corrélativement à une recomposition politique « à la gauche » de ces partis.

- Rupture sur «la gauche» de fraction des partis réformistes

Dans certains cas la transformation de ces partis en partis bourgeois «normaux» ont produit des ruptures « de gauche » par rapport à ces partis, comme c'est le cas du PRC lors de la transformation du PCI en PDS (1991), ou du WASG (Alternative Électorale Justice Sociale) (2004) avec le SPD au milieu de la deuxième période de gouvernement SPD-Verts dirigé par Schröder. Le WASG a ensuite fusionné avec le PDS (Parti du Socialisme Démocratique) donnant naissance à Die Linke (La Gauche) mettant ainsi un terme à l'hégémonie incontestée du SPD sur le prolétariat qui aura duré un demi-siècle.

Dans la plupart des pays, les courants se revendiquant du trotskysme (quoique certains de moins en moins) ont eu tendance globalement à se renforcer à la faveur de cette transformation des partis ouvriers bourgeois en partis bourgeois normaux. Cela a été le cas de façon particulièrement nette en France où LO (Lutte Ouvrière) puis la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire) ont attiré des millions d'électeurs, ont gagné un nombre significatif de nouveaux militants et ont accru leur influence dans les syndicats et la lutte des classes tandis que le PCF s'affaiblit de plus en plus comme parti, même s'il garde indirectement une forte influence dans les syndicats (dans la CGT et la FSU). Cela a été vrai, quoique dans une moindre mesure, au Royaume-Uni où le SWP (Socialist Workers Party) et le SSP (Scottish Socialist Party) en particulier ont connu un certain succès.

- Essor relatif et très inégal des courants se revendiquant du trotskysme

En Italie les processus se sont combinés. L'adaptation complète du PRC au régime par sa participation au deuxième gouvernement Prodi, un gouvernement capitaliste soutenu par la Confindustria (Medef italien), a poussé deux des trois courants de gauche présents en son sein à rompre avec le PRC. C'est le cas de Sinistra Critica (Gauche Critique, organisation dirigée par la section italienne du Secrétariat Unifié de la IVe Internationale) qui, après que ses parlementaires ont voté la quasi-totalité des lois de Prodi, ont fini par rompre avec le PRC. Un autre courant Progetto Comunista, membre de la CRQI (Coordination pour la Refondation de la IVe Internationale), qui revendique des positions trotskystes orthodoxes, a rompu avec le PRC en 2006 lors de l'entrée de ce dernier dans le gouvernement Prodi et a fondé le PCL (Parti Communiste des Travailleurs). Par delà leurs grandes différences il faut noter que ces deux organisations ont réussi à rassembler à elles deux environ 1% des voix (approximativement 168 000 pour Sinistra Critica et 208 000 pour le PCL) ce qui reste un résultat modeste mais à souligner dans un pays où le trotskysme est historiquement faible et en rapport à des élections où la liste de «gauche radicale» regroupant notamment le PRC et le PdCI n'a pas dépassé la barre des 4%, privant ainsi la Chambre des députés et le Sénat de tout représentant «communiste» pour la première fois depuis soixante ans.

En Allemagne, même si l'évolution est plus lente, les divers groupes se revendiquant du trotskysme se sont plutôt renforcés, la plupart pratiquant l'entrisme au sein de Die Linke: la SAV (Alternative Socialiste En avant, section allemande du CIO, Comité pour une Internationale Ouvrière); l'ISL (Gauche Socialiste Internationale), l'une des deux sections du SU;

Linksrück, la section de l'IST (International Socialist Tendency, dite «cliffiste»); etc.

Corrélativement les courants les plus opportunistes se revendiquant du trotskysme renoncent chaque jour un peu plus ouvertement à une authentique stratégie révolutionnaire comme cela s'exprime dans leur décision de constituer des coalitions électorales sans délimitation de classe, comme c'est le cas du SWP avec Respect, ou des partis non délimités stratégiquement, comme c'est le cas du NPA. Plus généralement ils manifestent une adaptation croissante au régime et à la bureaucratie syndicale et ne proposent pas de politique alternative sérieuse à celle des ex-partis ouvriers bourgeois et des directions confédérales.

Les courants se revendiquant du trotskysme qui affichent sur les points principaux des positions marxistes orthodoxes sont globalement très faibles en Europe :

-La CRQI (Coordination pour la Refondation de la Quatrième Internationale) dispose d'une organisation en Italie, le PCL et une autre en Grèce, l'EEK.

-La LIT (Ligue Internationale des Travailleurs) a de petits groupes dans plusieurs pays : le PdAC (Parti d'Alternative Communiste) en Italie, issu d'une rupture avec l'organisation Progetto Comunista de la CRQI, un groupe en Espagne, le PRT-IR (Parti Révolutionnaire des Travailleurs-Gauche Révolutionnaire), un groupe au Portugal la FER/Ruptura, un groupe en Ukraine, un autre en Turquie, un petit groupe en France, le GSI (Groupe Socialiste Internationaliste) et un noyau de militants en Belgique.

Il existe des petits groupes dans divers pays, qui défendent de même en général des positions marxistes orthodoxes sur les principales questions et s'efforcent avec plus ou moins de bonheur de maintenir le fil de la continuité ré-

volutionnaire. Nous n'en connaissons qu'une petite partie.

- L'essor vigoureux de divers courants «anarchisants»

Le rétablissement du capitalisme dans les pays de l'ex-bloc stalinien et l'opportunisme des organisations issues du trotskysme ont conduit à un essor vigoureux des courants anarchistes, anarchisants et autonomes, en particulier dans la jeunesse, notamment la jeunesse scolarisée (lycéens, étudiants). Ce phénomène se manifeste, quoique avec une acuité différente dans la plupart des pays (Allemagne, Italie, Espagne, Grèce, France, Islande). On a pu le voir en particulier dans les événements récents de Grèce, d'Islande et de France.

2) L'évolution de la situation du prolétariat dans les ex-pays du bloc stalinien

On se borne ici à quelques remarques très générales qu'il s'agira d'approfondir dans des documents ultérieurs.

- Les pays d'Europe centrale et de l'Est sont les seuls en Europe à avoir connu de grands bouleversements dans les vingt dernières années. Quoiqu'à des degrés divers la chute de la bureaucratie stalinienne s'est accompagnée de mobilisations de masses de nature très variée (Russie, Roumanie, Yougoslavie, Albanie, RDA,...). Le rétablissement du capitalisme a même été accompagné d'une guerre particulièrement sanglante au sein de l'ex-Yougoslavie qui a représenté de façon détournée l'expression de la lutte des classes en l'absence de parti révolutionnaire.

- Le prolétariat de ces pays a affronté ces événements dans des conditions extrêmement difficiles car il avait été privé par la bureaucratie de toute possibilité de disposer d'organisations de classe

indépendantes, tant politiques que syndicales. Ainsi l'État en RDA tolérait une CDU, par ailleurs purement factice, mais pas de SPD et évidemment encore moins une organisation trotskyste. Parfois la bureaucratie a dû faire des concessions sous la pression des masses, comme en Pologne suite aux grèves de masses en 1980, mais elle n'a légalisé Solidarnosc que parce qu'elle a vu dans sa direction cléricale un moyen de canaliser les luttes ouvrières. Partout les premiers mouvements politiques légalisés ou semi-légalisés étaient tous pro-capitalistes.

- Le rétablissement du capitalisme a représenté une défaite historique pour le prolétariat de ces pays. La vague de privatisation, la dérèglementation du marché du travail et l'instauration de régimes autoritaires pour accomplir la tâche de liquidation des conquêtes sociales du passé nécessaire à l'adaptation de ces économies aux normes du marché mondiale ont impliqué un recul sans précédent: désindustrialisation massive, hausse brutale de la pauvreté, baisse vertigineuse de l'espérance de vie, etc. Dans le même temps les anciens bureaucrates et les nouveaux capitalistes ont continué à utiliser les vieux instruments du passé pour renforcer la domination du capital, à commencer par le vieil appareil des «syndicats» d'État.

- Le rétablissement du capitalisme s'est accompagné d'un processus de colonisation de ces pays, à l'exception de la Russie, par le capital impérialiste, qui s'est approprié l'essentiel des banques et des grandes entreprises à l'occasion des privatisations des anciennes entreprises d'État. L'impérialisme américain tout comme les principaux impérialismes européens jouent un rôle clé dans la région.

- Si la période de croissance soutenue connue par la plupart

de ces pays à partir du début du XXI^e siècle, a permis un redéveloppement du prolétariat elle a en même temps contribué provisoirement à l'intégrer au régime et par là à stabiliser ce dernier.

- L'extrême morcèlement dont s'est accompagné le rétablissement du capitalisme (explosion de l'URSS en une myriade de pays formellement indépendants, explosion de la Yougoslavie, etc.) n'a nullement réglé le problème national dans cette partie du monde. En effet le nouveau découpage n'empêche pas que des minorités restent enchevêtrées (minorités russes dans l'ex-républiques de l'URSS notamment en Ukraine, en Géorgie et dans les pays baltes, minorité hongroise en Roumanie, roumaine en Moldavie, serbe au Kosovo, etc.). À la faveur d'un aiguïsement de la lutte de classe cette question peut redevenir explosive. Cela s'est exprimé nettement lors du conflit russo-géorgien de l'été 2008.

- En effet, la région est riche en matières premières, en particulier en hydrocarbures, et une bonne partie des besoins de l'UE sont fournis par ces pays ou par l'intermédiaire de ces pays. On a pu le voir lors du conflit russo-ukrainien.

- Cependant ces pays comptent des prolétariats nombreux, surexploités, donc potentiellement puissants et combattifs, à commencer par le prolétariat russe. Dans les dernières années la lutte de classe a connu un certain renouveau, avec la fondation de syndicats indépendants, même s'ils restent très marginaux à l'échelle du pays où continue de dominer l'ancienne fédération dont la direction est passée des conservateurs du PC au parti de Poutine. Les grèves sont souvent dures, le mouvement ouvrier est durement réprimé par le patronat et l'État à son service, les syndicalistes in-

dépendants sont pourchassés. Il n'existe pas d'organisation politique, même réformiste, ayant une existence nationale. De même on a pu voir récemment en Ukraine, avec l'occupation de l'usine Kherston, les ressources de combativité et la conscience de classe qui sommeillent sous l'apparente résignation.

II. Premières ripostes du prolétariat face à la crise

1) Premières tendances de la riposte des travailleurs face à la crise

Etant donné l'état d'impréparation relative du prolétariat européen, privé de parti révolutionnaire et même dans la plupart des cas de partis d'extrême gauche d'une envergure nationale (la France constituant de ce point de vue une exception), le niveau de riposte opposé aux attaques du capital pour lui faire payer sa crise est surprenant. Les ripostes des travailleurs n'ont pas eu lieu seulement en France, en Italie ou en Grèce, qui sont sans doute les pays d'Europe où la lutte de classes a été la plus vigoureuse ces dernières années, mais aussi, quoiqu'à des degrés très variables, en Islande, en Irlande, au Royaume-Uni, en Lettonie, en Hongrie... La réaction des masses face à la tentative des capitalistes de leur faire payer la crise a été forte même dans les pays traditionnellement très stables, pour peu que la crise y ait frappé violemment.

Par delà les différences d'un pays à un autre, ces mobilisations présentent des traits caractéristiques communs:

- la jeunesse y occupe toujours une place importante, comme c'est le cas dans les mobilisations étudiantes contre le plan Bologne dans l'Etat espagnol, contre la réforme Gelmini en Italie, dans la révolte de la jeunesse en Grèce, dans

la grève des universités en France, etc. Si les jeunes scolarisés y sont souvent dominants, les jeunes travailleurs précaires et mal payés y sont aussi souvent de plus en plus nombreux. Ce trait n'est pas spécifique aux mobilisations contre la crise et les coups que les capitalistes s'efforcent de porter aux masses dans ce contexte. Il s'agit plutôt du renforcement d'une tendance qui était déjà à l'œuvre depuis le début des années 2000, marquées par la participation de la jeunesse au mouvement contre la mondialisation et aux manifestations contre la guerre. Cependant la diversité de pays touchés et la portée nationale de toutes ces luttes marquent un saut qualitatif. C'est le signe qu'une nouvelle génération est en train de se forger dans la lutte des classes. C'est probablement l'une des explications, même si ce n'est pas la seule, pour comprendre la vigueur relative des réponses à la crise dans ces premiers mois. Ces mobilisations ont d'autant plus d'importance que d'une part elles peuvent montrer sur une grande échelle des méthodes avancées de lutte susceptibles d'influencer progressivement l'ensemble des travailleurs et que, d'autre part, il s'y forge une certaine avant-garde politique car les luttes dépassent souvent, relativement rapidement, leur caractère étroitement corporatif.

- le poids des groupes anarchistes, anarchisants et autonomes y est significatif. Il est à mettre en relation avec la première caractéristique de ces luttes, à savoir la forte présence de la jeunesse. En effet ces nouvelles couches n'ont pas grandi à l'époque de la toute-puissance de la social-démocratie et du stalinisme. Tout au contraire cette jeunesse naît à la vie politique alors que ces partis sont devenus des partis bourgeois «normaux». Dans le contexte marqué par la chute du stalinisme, face aux trahisons ouverte de la bureaucratie syndicale, face à l'opportunisme des courants d'extrême gauche issus du trotskysme lorsqu'ils exis-

tent, la jeunesse qui veut lutter a tendance à être attirée par ces groupes anarchisants qui sont à la fois anticapitalistes, se démarquent nettement du stalinisme et manifestent leur détermination à affronter le système.

- le regain de la participation de la classe ouvrière industrielle dans les luttes n'est pas généralisée mais une tendance nette en ce sens se dégage. Les licenciements sont un coup rude, frappant tout de suite, mettant les travailleurs dans l'impossibilité de rembourser leurs divers crédits et sans perspective de retrouver un emploi dans l'immédiat vu l'ampleur de la crise. C'est ce qui les pousse à lutter, comme cela s'est manifesté en Italie (grèves régionales contre les licenciements dans le Nord du pays), en France (où la présence des ouvriers du privé dans les manifestations a été massive), en Irlande également mais aussi en Angleterre (grèves sauvages), en Grèce (grève générale largement suivie) et à un moindre degré en Allemagne (manifestations des ouvriers d'Opel, de Thyssen-Krupp).

- Des méthodes de lutte depuis longtemps disparues font leur réapparition, même si cela n'est encore nullement généralisé ni massif: séquestration de patrons (en France), grève sauvages (Royaume-Uni), grèves avec piquets de grève (France,...), grève avec occupation d'usine (France, Ukraine, Espagne, Royaume-Uni, Irlande, Allemagne). Cela indique un début de radicalisation ouvrière qui est une réponse à la violence de la crise.

- Partout le rôle des syndicats apparaît de façon manifeste. Leur capacité de mobilisation des travailleurs est considérable comme le prouvent les cas de la Grèce, de l'Irlande ou de la France. C'est précisément la raison pour laquelle la politique de collaboration de classe éhontée avec le patronat et le gouvernement menée par leurs directions joue pour le moment un

rôle central dans la canalisation de la riposte des travailleurs.

- La question du rapport entre travailleurs nationaux et travailleurs étrangers apparaît de façon de plus en plus marquée. La bourgeoisie s'efforce de dresser les travailleurs contre leurs frères de classe de nationalité étrangère. C'est déjà par exemple très clairement le cas du gouvernement Berlusconi en Italie. En raison du recul de la conscience de classe un tel discours prend parfois, comme en témoigne l'opposition entre travailleurs agricoles espagnols et marocains au Sud de l'Espagne. Mais on trouve aussi des cas inverses: par delà les limites d'un mouvement totalement contrôlé et instrumentalisé par la direction de la CGT la grève des travailleurs sans-papiers pour leur régularisation sous le slogan «on vit ici, on bosse ici, on reste ici», qui a bénéficié d'un large soutien de l'opinion publique, rend provisoirement plus difficile les attaques en ce sens en France. Enfin, il existe des situations plus ambiguës où différents facteurs se combinent. C'est le cas des grèves des ouvriers de raffineries et centrales électriques du Royaume-Uni. On y trouve à la fois une lutte des travailleurs contre les lois européennes autorisant les entreprises à employer des travailleurs aux conditions de leur pays d'origine et non aux conditions du pays où ils travaillent, moyen pour le capital de faire baisser le prix de la force de travail. Cependant cette lutte particulièrement forte n'a pas été exempte d'éléments réactionnaires sur lesquels nous reviendrons plus bas.

- La grève générale de Guadeloupe, si elle a eu principalement un retentissement en France dans la mesure où la Guadeloupe est une colonie de l'impérialisme français, ayant juridiquement le statut de DROM (Département-Région d'Outre-mer), constitue un événement dont la portée est mondiale. En effet elle a montré la capacité des travailleurs à mener une grève

générale de cinq semaines; elle a montré qu'il était possible même pour les travailleurs d'une petite colonie de faire trembler le patronat et l'État colonial, sixième puissance économique mondiale; enfin, sa durée a permis de faire émerger des éléments de contrôle des travailleurs sur l'économie (contrôle de la distribution d'essence, de gaz, etc.) et par là de double pouvoir, quoique très embryonnaire, en raison de la puissance de la direction du LKP et de son refus d'appeler à l'auto-organisation des travailleurs.

2) Les premiers affrontements de classe provoqués par la crise

L'Islande est sans doute l'un des cas les plus emblématiques témoignant de l'ampleur de la riposte des masses en ce début de crise, y compris là où on aurait eu a priori le moins tendance à l'attendre. Il s'agit en effet d'un petit pays particulièrement riche et stable. Cependant la brutalité de la crise a provoqué des mobilisations de masses contre le gouvernement, jusqu'à 10 000 personnes (pour un pays de 320 000 habitants) en janvier 2009. Il y a eu des affrontements violents avec la police, une première depuis...1949 et les manifestations contre l'adhésion à l'OTAN. Le gouvernement est tombé face aux manifestations répétées. Les sondages en vue des élections prévues en mai indiquent aussi un brutal déplacement de l'opinion vers les partis les plus «à gauche» dans le spectre politique institutionnel, les Verts.

L'éclatement de la crise en **Lettonie** a aussi constitué un retournement brutal de conjoncture. Après une croissance rapide depuis le début des années 2000 le pays affronte une violente récession (le PIB devrait reculer de 15% en 2009). Cela a provoqué des manifestations de masses qui ont vite poussé le gouvernement à la dé-

mission début février 2009. Pourtant, là encore, le pays n'est pas connu pour ses traditions particulières de lutte de classes. Même si cela n'a pas conduit à la chute du gouvernement, des manifestations de grande ampleur ont aussi eu lieu en **Hongrie** et en **Bulgarie**, soulignant le fait que la brutalité de la crise peut donner aux événements un caractère explosif.

La **Grèce** a connu début décembre 2008 un soulèvement largement spontané, puissant, violent et prolongé de la jeunesse qui a fait vaciller le gouvernement conservateur, déjà largement impopulaire. Malgré sa violence le mouvement bénéficiait d'un large appui dans la population, manifestant une situation nouvelle dans les classes intermédiaires. Le gouvernement n'a été sauvé que par la collaboration active du PASOK, du KKE et des directions syndicales qu'ils contrôlent.

En **Irlande**, où le PIB pourrait aussi chuter de 6% en 2009 (après 3% en 2008), la manifestation du 21 février à Dublin a été historique (entre 120 000 et 200 000 travailleurs), regroupant privé et public; dans plusieurs secteurs il y a eu ou aura des journées de grèves, malgré tous les obstacles dressés par une bureaucratie syndicale engagé dans un pacte avec le gouvernement et le patronat.

Au **Royaume-Uni**, brutalement touché par la crise en raison de son modèle de croissance (hausse du chômage, hausse du nombre de travailleurs perdant leur maison faute de pouvoir rembourser leur crédit, etc.), la lutte de classe semble aussi retrouver une certaine vigueur:

- Les travailleurs des raffineries et entreprises électriques du Royaume-Uni ont réalisé des grèves sauvages contre l'embauche à des conditions inférieures à celle prévues au Royaume-Uni des travailleurs étrangers, qui est partie

de la raffinerie de Total à Lindsey. La législation en vigueur dans l'Union Européenne, suite notamment à des arrêts de la Cour de Justice Européenne, permet aux capitalistes d'employer les salariés aux conditions du pays d'origine et non du pays où le travail est effectué. Les travailleurs britanniques ont réagi vivement à l'embauche exclusive par un sous-traitant, IREM, de salariés italiens, à des conditions inférieures aux minima en vigueur dans ce secteur au Royaume-Uni. La grève n'a pas été ouvertement xénophobe: les militants du parti néo-nazi BNP (British National Party) qui ont tenté de pénétrer dans ce secteur des travailleurs en reprenant leur vieux slogans «les emplois britanniques aux travailleurs britanniques» ont été fermement éconduits. Cependant, la bureaucratie syndicale réformiste a défendu une logique tout à fait similaire à celle du BNP: tout en dénonçant les lois permettant ce dumping social les dirigeants syndicaux du syndicat Unite ont expliqué qu'il fallait que les entreprises embauchent d'abord les travailleurs britanniques au chômage et seulement ensuite les travailleurs d'une autre nationalité; le secrétaire général de Unite a même été jusqu'à expliquer que de surcroît ces travailleurs étrangers ne rapporteraient rien à l'économie britannique car ils enverraient leur salaire dans leur pays d'origine. Il s'agit là d'une orientation bourgeoise, opposant les travailleurs d'une nation à ceux d'une autre nation et non d'une ligne de classe opposant les travailleurs, quelle que soit leur nationalité, à la bourgeoisie qui cherche à abaisser le prix de la force de travail et à opposer les travailleurs entre eux. Bien évidemment non seulement cette orientation de la bureaucratie syndicale mais plus encore les années d'apathie et de recul de la classe ouvrière anglaise ne peuvent rester sans influence sur la conscience des travailleurs qui raisonnent encore largement de cette façon.

Cependant la plateforme de revendications en elle-même ne contenait pas d'éléments xénophobes, exigeant l'emploi de tous les travailleurs aux mêmes conditions. Dans la lutte cependant rien n'a été fait pour unir effectivement les travailleurs britanniques et étrangers afin de contraindre le patronat à embaucher plus de travailleurs en général. L'accord conclu en fin de grève a prévu l'embauche de travailleurs britanniques au détriment des Italiens.

Mais la portée de la grève ne peut pas être appréciée exclusivement d'après le contenu de ses revendications. Il est à noter qu'elle a été conduite de façon sauvage, c'est-à-dire malgré et contre les lois antisyndicales et antigrève, d'autant plus que le conflit s'est rapidement étendu à l'Écosse et au Pays de Galles. Cela prouve qu'il est possible de mener des grèves puissantes et victorieuses malgré les lois antisyndicales derrière lesquelles les chefs syndicaux ne cessent de s'abriter pour justifier leur couardise. C'est la raison pour laquelle cette grève a inquiété la bourgeoisie qui l'a dans sa majorité combattue. Brown, le premier ministre qui il y a encore peu de temps défendait ouvertement la même logique de préférence nationale à l'embauche a dénoncé ces grèves comme xénophobes afin de défendre en réalité la liberté pour le patronat d'avoir les mains libres par rapport au «dumping social». Parallèlement Alan Johnson, le ministre de la Santé, a soutenu ces grèves et a demandé l'abrogation de la législation européenne au sujet de l'emploi de travailleurs étrangers aux conditions de leur pays d'origine, cherchant par là à détourner la colère des travailleurs du capital britannique vers «l'Europe» et Bruxelles.

- La grève avec occupation de Prisme Packaging (à Dundee) a reçu un important soutien de la population et y compris de la section locale du TUC (confédération syndicale britannique).

- Les travailleurs de la Royal Mail (La Poste britannique) cherchent les voies du combat contre la privatisation annoncée par Peter Mandelson, secrétaire européen au Commerce. Il y a une si forte hostilité à la base contre ce projet que plus de 120 députés du Labour ont annoncé qu'ils ne voteraient pas le projet de loi. Mais les chefs des syndicats font tout pour empêcher d'aller à la grève : ils n'ont organisé que quelques référendums locaux et ont reporté sine die une journée de grève prévue de longue date.

- La colère des travailleurs face aux licenciements se développe : chez BMW à Cowley (Oxford), les travailleurs veulent l'organisation d'un référendum pour se mettre en grève (obligatoire en raison de la législation antisyndicale) contre 850 licenciement de travailleurs employés par des agences d'intérim, à FIAT Tractor à Basildon 90% des 75% de travailleurs ayant participé au référendum ont voté pour la grève, etc.

Même si cela est moins surprenant au vu des évolutions des dernières années, l'Italie a connu à l'automne et dans l'hiver 2008 une importante lutte de classes. Nous nous contenterons ici d'énumérer les principales dates de mobilisation de cet automne et de cet hiver² :

- 17 octobre 2008: grève générale du syndicalisme de base avec une forte participation étudiante.

- 30 octobre: grève générale des écoles convoquée par les confédérations italiennes, avec à nouveau une forte participation étudiante

- 3, 7 et 14 novembre: grève des travailleurs de la fonction publique à l'appel de CGIL-FP

Assemblée de délégués de la FIOM (Fédération des Employés de la Métallurgie, gauche de la CGIL).

- 7 novembre: manifestation nationale des étudiants

- 11 novembre: 3e grève générale du secteur du transport et grève

sauvage des travailleurs d'Alitalia à l'aéroport de Rome-Fiumicino

- 14 novembre: grève nationale de l'université à l'appel de la CGIL et de la UIL accompagnée par les étudiants

- 15 novembre: grève dans le secteur tertiaire

- 22 novembre: manifestation nationale des femmes contre les abus, la violence et les discriminations, marquée par une forte participation

- 20 et 25 novembre: grèves régionales contre les licenciements à Brescia et Casale Montferrato (nord de l'Italie).

- 12 décembre: grève générale à l'appel de la CGIL à laquelle a également participé le syndicalisme de base

- 13 février: grève générale conjointe du secteur de la métallurgie et la fonction publique de la CGIL (FIOM et FP-CGIL)

Dans le mouvement étudiant il ne s'agissait pas seulement d'une lutte contre la réforme Gelmini, ministre de l'éducation, mais l'idée était aussi fortement présente que ce n'est pas aux travailleurs et à la jeunesse de payer la crise du capitalisme. Le mouvement a été puissant puisque pour la première fois depuis le début des années 1990 une réunion de coordination nationale des étudiants à l'université de Rome la Sapienza a eu lieu.

Malgré l'ampleur de la crise qui devrait toucher l'**Allemagne** (une récession d'au moins 5% en 2009), la situation est pour le moment plus calme. On ne peut guère mentionner pour la période récente que quelques manifestations d'enseignants à Berlin, d'ouvriers d'Opel (filiale de General Motors en Europe) très encadrées par la bureaucratie syndicale ou de Thyssen-Krupp. Mais il n'est pas sûr que cela dure. D'ailleurs en prévision des difficultés la bourgeoisie commence déjà à se diviser entre deux options. D'un côté une fraction du patronat et de la CDU/CSU prétend profiter

de la crise pour baisser les salaires et précariser encore plus les travailleurs tandis que la chancelière Merkel veut plutôt temporiser par crainte d'une explosion sociale, et ce à l'image SPD qui fait des possibles plans du patronat un argument de campagne à quelques mois des élections.

3) Les répercussions de la lutte de classes sur la superstructure politique

L'éclatement de la crise tend à fragiliser la plupart des gouvernements en place. C'est bien sûr évident dans le cas des gouvernements qui sont purement et simplement tombés sous les coups de la mobilisation des masses comme en Islande et en Lettonie. Cela est aussi assez net pour ceux qui ont été ou sont soumis à une forte mobilisation sociale comme en Grèce, en Irlande, en France et en Hongrie. C'est le cas, quoique dans une moindre mesure pour les gouvernements de pays durement touchés par la crise et impuissants à y faire face à l'image du gouvernement Brown au Royaume-Uni qui s'est divisé sur l'attitude à adopter face aux grèves sauvages des travailleurs des raffineries et des entreprises électriques et craint un «été de la colère» face à la très probable hausse en flèche du chômage. C'est aussi le cas du gouvernement Zapatero dans l'Etat espagnol qui a été obligé de procéder à un remaniement ministériel. En Allemagne des divergences commencent à apparaître au sein de la bourgeoisie sur la manière de faire face à une récession. Seul le gouvernement Berlusconi semble provisoirement ne pas être trop affecté par les effets de la crise tant l'opposition du Parti Démocrate est marginale.

² Voir notamment Coll. *Comunista di Via Efeso (Roma)*, "Perspectivas de la situación italiana", *Estrategia Internacional* n°25, Buenos Aires, janvier 2009, p. 137-150.

En l'absence d'opposition révolutionnaire ou même d'extrême gauche, ce sont donc les partis bourgeois d'opposition qui tendent à capter le mécontentement populaire. En Hongrie les sondages pré-électorales prédisent une large victoire de la droite sur le parti social-démocrate au pouvoir qui a mené à bien ces dernières années le processus de privatisations et dérèglementation pour le compte de la bourgeoisie. Au Royaume-Uni les Conservateurs sont donnés favoris pour les prochaines élections même s'ils ne semblent guère déclencher l'enthousiasme des travailleurs. Le consensus à l'égard du gouvernement dirigé par le PSOE en Espagne est en recul sans que le Parti Populaire (droite) n'en profite pour le moment massivement. Même dans des pays où les gouvernements sont dirigés ou dominés par la droite comme en Italie ou en Allemagne, les partis de droite de la bourgeoisie résistent pour le moment assez bien. La transformation des PS en partis bourgeois «normaux» a en un sens rétréci la marge de manœuvre de la bourgeoisie car ces partis semblent moins capables que par le passé de servir d'instrument pour canaliser la colère des travailleurs. En général ils s'abstiennent d'ailleurs de toute opposition sérieuse au gouvernement en place comme le montrent les exemples du PD en Italie, du PS en France ou du PASOK en Grèce. Certes on ne peut exclure qu'ils soient amenés à se gauchir sous l'effet de la crise. À ce stade cela ne s'est cependant guère exprimé au delà de quelques phrases creuses: le PASOK a consciencieusement protégé le gouvernement de droite dirigé par Caramanlis, le PS français malgré quelques gesticulations a fait preuve globalement d'un grand sens de la défense des intérêts de la bourgeoisie, en particulier lors de la grève générale de Guadeloupe qu'il a clairement refusé de soutenir et le SPD, tout en gauchissant son discours, n'a pas

rompu le gouvernement de grande coalition avec la CDU.

Les ruptures «sur la gauche» du réformisme ne semblent en général à ce stade pas capables de capitaliser ce mécontentement. En Italie le PRC et le PdCI ont été profondément discrédités par leur participation au dernier gouvernement Prodi. En Allemagne Die Linke ne fait guère plus que se maintenir. Izquierda Unida en Espagne ne connaît pas de regain de popularité, pas plus que le PCF et son nouvel acolyte, le Parti de Gauche.

Cependant, dans tous les pays où il existe une option alternative visible aux deux principaux partis du capital, «à gauche des» PS et des PC, une fraction plus ou moins large des travailleurs tend à se tourner vers elle. Cela semble être en partie le cas de Syriza, la coalition de «gauche de la gauche» en Grèce. C'est fondamentalement ce qui permet de comprendre la croissance au moins électorale du NPA en France, voire une certaine renaissance de LO. Mais la faiblesse de l'extrême gauche dans le reste de l'Europe laisse penser qu'il s'agit là pour le moment essentiellement d'une exception française.

Cette absence d'opposition révolutionnaire ou d'extrême gauche à la politique des gouvernements permet de penser que la colère de masses pourrait être canalisée dans les pays à la fois les plus violemment touchés par la crise et où le mouvement ouvrier arrive le moins préparé, comme c'est notamment le cas des pays d'Europe centrale et de l'Est, par des leaders populistes donnant ainsi naissance à des régimes ayant des traits plus ou moins marqués de bonapartisme.

4) Dynamique de la crise

Cependant, il serait abstrait de se borner à dégager seulement les tendances communes de la lutte

des classes dans divers pays. Tout au contraire l'analyse des liens économiques entre les différents pays d'Europe, entre Ouest et Est notamment, est un point de départ fondamental pour réfléchir à la dynamique possible de la réponse ouvrière à la crise.

a) Les pays de l'ancien bloc stalinien:

- Les maillons objectivement les plus faibles du capitalisme européen

Les pays d'Europe les plus durement touchés par la crise seront, selon toute vraisemblance, les anciens pays du bloc stalinien. En effet deux facteurs rendent leur économie particulièrement fragiles. D'un côté lors du rétablissement du capitalisme les principales banques et entreprises industrielles de ces pays ont été privatisées, en l'occurrence vendues à des capitaux impérialistes: c'est pourquoi on peut les caractériser comme des semi-colonies, quoique d'un type particulier en raison du développement économique réalisé sous la domination de la bureaucratie stalinienne. L'économie de ces pays est donc fortement dépendante des capitaux étrangers sous diverses formes (prêts, investissements directs, etc.). Le risque de cessation de paiement de l'un de ces pays est considéré élevé par les experts. C'est d'ailleurs notamment en pensant à ces pays que le G20 a décidé d'accroître de 750 milliards la couverture des prêts que le FMI peut accorder à des pays en difficulté. Cependant même si cela peut permettre d'éviter la cessation de paiement cela ne règle pas le fond des problèmes. Car comme le FMI n'accorde ses prêts qu'à condition de mesures «d'ajustement», parmi lesquelles la contraction des dépenses publiques, tout plan de sauvetage du FMI implique une cure d'austérité risquant de déclencher de violentes protestations sociales. D'un

autre côté, la croissance soutenue des pays d'Europe centrale et orientale a reposé sur soit la finance et le boom de l'immobilier (cas des pays baltes), soit sur l'implantation d'usines sous-traitants de grands groupes capitalistes européens, notamment de l'Allemagne (République tchèque, Pologne, etc.). Les premiers sont donc très violemment touchés par la crise, puisque celle-ci a d'abord été financière. Les seconds seront inévitablement touchés par la chute des exportations des pays impérialistes dont ils dépendent, conséquence inévitable de la contraction du marché mondial, résultat de la récession.

- Des prolétariats potentiellement puissants, mais subjectivement peu préparés à faire face à la crise...

Le secteur industriel occupe encore dans ces pays une part importante de la population active. La délocalisation d'une partie de la production industrielles des pays impérialistes de l'Europe de l'Ouest vers les pays est-européens a contribué à maintenir un prolétariat industriel relativement nombreux et fortement exploité. Ce sont donc des acteurs potentiellement très puissants pour la lutte de classes.

Mais ces prolétariats semblent dans l'immédiat très affaiblis. Ils ont tout d'abord en général été privé pendant un demi-siècle de toute organisation autonome défendant leurs intérêts de classe. Ensuite ils ont subis une défaite historique avec le rétablissement du capitalisme : si le degré de résistance à la liquidation des conquêtes sociales a été variable selon les pays, le résultat global a été partout une défaite. La propagande bourgeoise contre le communisme en général, assimilé au stalinisme, y possède un poids tout particulier. Enfin la croissance économique soutenu depuis environ le début des années 2000 a contribué à stabiliser les régimes au pouvoir. Cela a pour conséquence qu'il n'existe aucun

parti politique révolutionnaire ou même d'extrême gauche d'importance nationale dans ces pays.

- ...mais qui seront entraînés dans une vigoureuse lutte de classes

Cependant l'ampleur prévisible de la crise dans la région laisse présager que les travailleurs seront de toute façon contraints d'entrer en lutte contre les mesures drastiques du patronat et du gouvernement pour faire retomber la crise sur leur dos. Il y aura de violents affrontements de classes. C'est ce que les mobilisations en Hongrie et en Lituanie, mais surtout l'exemple de la Lettonie, où le gouvernement est tombé sous les coups de la mobilisation des masses, semblent confirmer. La faiblesse de ces pays fait que les gouvernements y ont infiniment moins de marge que les pays impérialistes pour faire des concessions à la classe ouvrière en cas de forte lutte des classes. Dans ces conditions, la capitalisation du mécontentement des masses par un gouvernement populiste/bonapartiste semble l'hypothèse la plus vraisemblable.

b) Les pays d'Europe de l'Ouest les plus touchés par la première vague de la crise: Royaume-Uni, Espagne, l'Irlande et Allemagne

Réciproquement les pays de l'Europe de l'Ouest les plus touchés par la crise sont aussi ceux où la lutte de classes a été la plus faible au cours des deux dernières décennies. Cependant ce sont des prolétariats potentiellement puissants. Or les travailleurs d'Irlande, pays le plus touché par la crise, ont pour le moment réagi avec une vigueur surprenante aux premiers coups que le gouvernement veut lui infliger. Cela semble suggérer que, au moins dans cette première phase de la crise, les classes ouvrières les plus assoupies d'Europe sont capables de se réveiller et d'entrer en action, fût-ce encore de façon

limitée. Si l'hypothèse d'actions de classe de grande ampleur dans ces pays semble encore assez peu probable il va de soi inversement que la chute d'un gouvernement sous l'action des masses dans un tel pays aurait un retentissement d'une portée plus importante en Europe que lors de la chute des gouvernements islandais et letton. Les premiers affrontement peuvent également donner naissance à des ruptures au sein de la bureaucratie syndicale et au renforcement des courants se revendiquant ou issus du trotskysme, tout comme des groupes anarchisants.

c) France, Italie, Grèce

Ces pays ont connu une lutte des classes relativement importante dans la période précédent la crise. Malgré leur défaite dans la plupart des cas en raison de l'absence d'alternative sérieuse à la politique des bureaucraties syndicales ces luttes, souvent soutenues passivement par la majorité des travailleurs, notamment ceux du privé, ont commencé à forger une nouvelle subjectivité, en irradiant au delà des secteurs qui ont été les acteurs directs de ces mouvements. La France constitue pour le moment le pays où la riposte de la classe ouvrière à la crise est la plus avancée. Sous l'effet de cette dernière la classe ouvrière industrielle, depuis longtemps assoupie, a d'une part, largement participé aux journées d'action appelées par les directions syndicales et a réussi d'autre part à développer sa propre lutte de classe, avec des méthodes radicalisées : la multiplication des grèves s'est accompagnée du retour du recours aux piquets de grève et à l'occupation d'usine, à la séquestration de patrons ou de cadres dirigeants, l'action directe ouvrière contre les symboles de l'Etat (cas du saccage de la sous-préfecture de Compiègne par les travailleurs de Continental-Clairoix), etc.. Ce mouvement rencontre deux limites étroitement

liées: il est atomisé, entreprise par entreprise, en raison de la politique des directions syndicales et de l'incapacité des partis d'extrême gauche à prendre l'initiative d'une politique alternative et son programme est souvent moins radical que ses méthodes, puisqu'il s'agit le plus souvent pour les ouvriers de revendiquer des indemnités de licenciement plus élevées.

III) Axes d'un programme trotskyste face à la crise

1) Éléments pour un programme trotskyste face à la crise

On peut dégager quelques axes généraux par rapport à ce que devrait être un programme trotskyste face à la crise:

A. Il s'agit premièrement pour les organisations trotskystes de principe d'aider les travailleurs à élaborer **une plate-forme de revendications immédiates susceptible d'unifier les rangs du prolétariat**. Elle comprend bien entendu le retrait des contre-réformes en cours, le refus de toute fermeture de site et de tout licenciement (y compris le refus du non renouvellement des CDD ou des intérimaires), le refus de toute suppression de postes dans la Fonction publique, des augmentations de salaires précises et uniformes pour tous les travailleurs, l'exigence de la régularisation de tous les sans-papiers.

B. Dans la mesure où en relation avec la crise économique les bourgeoisies sont tentées d'avoir recours à un certain protectionnisme pour moins subir la crise que leurs voisines et dans la mesure où la bourgeoisie s'efforce toujours de diviser les rangs de la classe ouvrière en particulier quand la lutte de classes est aiguë en semant le poison du nationalisme et de la

xénophobie les trotskystes doivent apporter **une attention toute particulière aux problèmes et aux mots d'ordre à mettre en avant pour aider les prolétaires à agir ensemble, quelle que soit leur nationalité et leur couleur de peau**. C'est pourquoi il faut combattre non seulement pour l'abrogation de toutes les lois discriminatoires à l'encontre des étrangers et pour l'égalité complète des droits entre nationaux et étrangers, mais aussi contre toutes les formes concrètes de l'oppression exercée par le patronat et l'État bourgeois : répression policière, contrôle au faciès, discrimination à l'embauche, etc.

C. Étant donné que les jeunes, aussi bien les jeunes scolarisés que **les jeunes** précaires, constituent une force motrice des mobilisations les trotskystes doivent accorder une importance toute particulière à ces catégories, à leurs revendications et leurs formes d'action spécifiques. De ce point de vue, il faut éviter toute perspective étroitement économiste. La révolte des banlieues en France en 2005 tout comme le soulèvement de la jeunesse en Grèce en 2008 ne sont pas partis de revendications étroitement économiques mais sont des explosions de colère cristallisée par une répression policière particulièrement cynique. La **dénonciation de la justice et de la police de classe, ainsi que la lutte contre la répression policière quotidienne dans les banlieues et les contrôles au faciès** sont des éléments clés pour mobiliser ces jeunes en partant de leurs préoccupations immédiates. **Le combat contre la précarité**, pour la titularisation de tous les précaires dans la fonction publique, le combat contre le renvoi des CDD et des intérimaires dans le privé, pour la transformation des contrats précaires en CDI possède aussi une grande importance. L'explosion de colère contre le CPE avait montré

le caractère particulièrement sensible de ce problème.

D. C'est dans cette perspective qu'il est nécessaire de combattre pour le **front unique des organisations ouvrières de la base au sommet** sur la base d'une plate-forme de revendications unifiantes. L'exemple encore tout frais du **LKP** en Guadeloupe a rappelé l'importance d'une telle tactique pour affronter le capital et son État quand bien même le fait que les réformistes en aient gardé la direction a limité les possibilités qu'elle offrait. Cette lutte continue pour le front unique est inséparable du **combat frontal contre la politique des chefs syndicaux traîtres et de l'appel constant aux travailleurs à s'auto-organiser** (comité de lutte, de grève, assemblée générale, assemblée intepro, etc). En effet d'une part le front unique n'est jamais le produit de la volonté des bureaucrates réformistes mais leur est imposé par la pression objective et subjective de la lutte des classes. Il serait vain et impuissant d'exiger telle ou telle chose des dirigeants syndicaux sans organiser en même temps les travailleurs à la base sur ces revendications. D'autre part il est impossible de dépasser les limites réformistes des dirigeants contraint à construire le front unique sans aider les travailleurs à prendre eux-mêmes en main le propre mouvement.

E. Cependant quelle que soit l'importance de la mise en avant d'un programme de lutte et du combat pour le front unique pour aider les travailleurs à affronter immédiatement la crise il serait criminel de s'en tenir à une sorte de nouveau programme minimum. En effet un tel programme serait tout à fait impuissant pour aider à faire face à une crise d'une ampleur sans précédent. Tout au contraire **les trotskystes doivent d'ores et déjà articuler les revendications immédiates avec des revendications transitoires**³.

En particulier, pour lutter contre les licenciements et le chômage, pour unir les rangs des travailleurs qui sont déjà au chômage et de ceux qui sont menacés de s'y retrouver bientôt il faut mettre en avant les mots d'ordre suivants:

- Répartition des heures des travail entre tous (travailleurs et chômeurs) sans baisse de salaire
- Ouverture des livres de compte
- Nationalisation sans indemnité ni rachat et sous gestion ouvrière de toute entreprise qui prétend licencier
- Le mot d'ordre de nationalisation sans indemnité ni rachat et sous gestion ouvrière doit être aussi mis en avant dans le cas de branches particulières de la production, notamment celles menacées de faillite sous les coups de la crise, comme c'est par exemple le cas déjà aujourd'hui du secteur automobile.

Dans les deux cas il s'agit de s'appuyer à la fois sur le fait que l'État subventionne grassement depuis des années avec l'argent des contribuables, c'est-à-dire essentiellement l'argent des travailleurs, les entreprises capitalistes et sur le fait qu'il a trouvé tout l'argent nécessaire pour renflouer les banques et autres institutions financières quand il l'a estimé nécessaire

- L'ampleur de la crise financière et les plans de sauvetage gigantesques des institutions financières rend nécessaire de mettre en avant la nationalisation sans indemnité ni rachat et sous gestion des travailleurs de tout le système financier. Non seulement il n'y a aucune raison que les travailleurs ne décident pas eux-mêmes de la façon dont leur argent est utilisée, mais en outre il est clair que, tant que les banques resteront dans les mains du capital, elles ne serviront pas d'instruments pour financer une production utile aux masses. En même temps, étant donné l'imbrication extrême du capital bancaire et industriel, la nationalisation des banques sans indemnité ni

rachat et sous gestion ouvrière ne peut être qu'un puits sans fonds, si on ne fait pas subir le même sort aux grands groupes capitalistes.

F. Bien entendu, la mise en œuvre de tels mots d'ordre implique le recours au moment approprié aux méthodes traditionnelles du mouvement ouvrier combatif: grève avec piquets, occupation d'usine, etc. Ici comme ailleurs, l'auto-organisation des travailleurs est l'une clé du succès.

G. L'ensemble des mots d'ordre transitoires vise à aider les travailleurs à prendre conscience de façon toujours plus claire de la nécessité que pour en finir avec leur souffrance de prendre le pouvoir. Cela est présent dès la grève avec occupation de l'usine ou de l'établissement.

H. À ce stade en raison du développement encore limité de la lutte de classes le mot d'ordre du gouvernement des travailleurs reste de l'ordre de la propagande. Il doit cependant être systématiquement mis en avant.

I. Il faut être attentif, à chaque phase de la lutte, à avancer aussi des mots d'ordre agitatifs autour de la question du pouvoir. En particulier dès qu'il y a une lutte de classes importante et qui déborde le cadre purement économique et dès que le gouvernement est corrélativement affaibli il faut mettre résolument en avant le mot d'ordre de chasser le gouvernement en place par la mobilisation de masses. En effet il n'y a rien qui fasse davantage progresser la conscience de classe des travailleurs que d'éprouver par leur propre expérience qu'ils ont la force de renverser un gouvernement par leur propre action de classe, sans attendre les élections. Cela est tout particulièrement vrai dans les pays d'Europe de l'Ouest ayant vécu plus de trente années de paix sociale relative pendant lesquelles

les gouvernements se sont succédés selon l'ordre constitutionnel.

J. Il faut tirer les conséquences programmatiques de l'analyse des pays de l'ex-bloc stalinien comme des semi-colonies d'un type particulier. Dans les pays concernés cela implique la mise en avant de revendications spécifiques dirigées contre le capital impérialiste. En particulier il faut exiger de refuser de payer la dette qui représente un fardeau imposé par le capital financier à ces pays tout comme il faut rejeter fermement les prétentions du FMI à imposer des plans d'ajustements structurels pour accroître le pillage impérialiste. Pour la même raison le mot d'ordre expropriation des grands groupes capitalistes impérialistes qui pillent ces pays doit d'ores et déjà être mis en avant de façon systématique dans la propagande même si les conditions pour qu'il devienne un mot d'ordre d'agitation ne sont pas encore réunies. Il va de soi que le refus de payer la dette de la part même d'un seul des pays est-européens ou l'expropriation même d'un seul grand groupe résultant de l'action des masses aurait des répercussions économiques, sociales et politiques considérables dans le reste de l'Europe. Du côté du prolétariat des pays impérialistes, les révolutionnaires doivent œuvrer dans le cadre général de la solidarité inconditionnelle avec les pays dominés pour le soutien du prolétariat de leurs pays à la lutte des travailleurs et des peuples des semi-colonies qui génèrent d'Europe centrale et orientale.

³ Il ne s'agit pas ici de rappeler l'ensemble des revendications transitoires à mettre en avant en relation avec la crise, mais de faire apparaître leur logique en relation avec les questions les plus immédiatement posées dans cette première phase de la crise. Par exemple, si à un second stade, le capital s'efforçait de faire payer la crise aux travailleurs sous la forme d'une inflation importante, le mot d'ordre d'échelle mobile des salaires, c'est-à-dire de relèvement des salaires conformément à la hausse continue du coût réel de la vie, passerait au premier plan.

K. Enfin, les révolutionnaires doivent combattre non seulement contre les gouvernements et les États nationaux mais également contre l'Union Européenne, instrument dont les bourgeoisies d'Europe se sont doté pour essayer d'administrer leurs intérêts communs. Ils se doivent de lutter contre tous les traités européens en vigueur depuis le traité de Rome et contre toute illusion d'une prétendue réforme de l'UE, généralement présentée sous les mots d'ordre d'une prétendue Europe «sociale» ou «démocratique», « Europe des peuples », etc. En même temps ils doivent mettre en évidence que par delà l'existence formelle de procédures de décision communautaires ce sont toujours en réalité les gouvernements des principales puissances impérialistes (Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie, État espagnol) qui prennent les décisions politiques essentielles. Loin d'être subordonnés à des instances supra-nationales, c'est bien Paris, Berlin, Londres, Rome ou Madrid qui prennent les principales décisions. Les révolutionnaires doivent rejeter clairement l'utopie réactionnaire d'un repli sur l'État national, présenté de façon trompeuse comme plus progressiste que l'UE. C'est aussi pourquoi ils repoussent des formulations du type «sortie de l'UE», «rupture avec l'UE» si elles ne sont pas liées explicitement au combat pour la révolution prolétarienne. Soixante ans de «construction européenne» n'ont pas seulement montré que les bourgeoisies ne voulaient construire l'UE que pour être plus compétitives sur le marché mondial face à leurs concurrents et pour mieux exploiter et opprimer les travailleurs et la jeunesse, mais aussi l'incapacité de la bourgeoisie à unifier réellement l'Europe de façon pacifique en raison de leurs intérêts nationaux spécifiques. Seuls les travailleurs, parce qu'ils n'ont pas de patrie, sont capables d'unifier l'Europe offrant un cadre plus adapté au développement des

forces productives entravées par les frontières nationales. Seuls **les États-Unis Socialistes d'Europe**, qui ne peuvent naître que de la révolution s'étendant de proche en proche à toute l'Europe, peuvent constituer le cadre pour un développement harmonieux des forces productives en vue de la satisfaction des besoins humains.

La situation en France et les tâches des révolutionnaires

Contribution du Groupe CRI pour la conférence internationale de la Fraction Trotskyiste-Quatrième Internationale (juillet 2008), valant résolution générale pour l'année



Nous publions ci-dessous deux textes: la contribution des camarades sympathisants de la FT-QI en France militant au sein de la Tendance CLAIRE du NPA qui a servi de ligne directrice à la discussion sur l'Hexagone lors de la première Conférence européenne de la FT-QI mi-avril 2009, précédée du texte sur la France présenté par les camarades de l'ex-Groupe CRI à la Ve Conférence internationale de la FT-QI en juillet 2008. Par son caractère général ce texte demeure globalement valable mais les notes qui le suivent soulignent les éléments nouveaux de la situation depuis l'été dernier, marquée avant tout par les débuts de la crise économique et ses premiers effets sur la lutte de classe, secondairement par la création du NPA et, en ce qui nous concerne, par le lancement de la Tendance CLAIRE.

Contribution générale de l'ex-Groupe CRI sur la France

I. Une puissance impérialiste de second rang et un des moteurs de l'Union européenne

La France, membre du groupe des 8 pays les plus industrialisés (G8), est une des plus importantes puissances impérialistes de second rang. Loin derrière l'Allemagne, dépassée par la Chine en 2006, son poids économique global (mesuré par le Produit Intérieur Brut) la place au 5e rang mondial, juste devant

le Royaume-Uni, et à la 7e si l'on mesure le PIB en parité de pouvoir d'achat. Elle est notamment le 5e exportateur mondial de biens, le 4e pour les services, le 3e pour les produits agricoles et agroalimentaires. Toutefois, la baisse séculaire de son poids économique relatif et de son influence dans le monde depuis la première et surtout la seconde guerre mondiale, ne lui permettent plus de prétendre jouer un rôle hégémonique dans le monde (sauf dans son pré carré africain, où elle est cependant contestée désormais par les États-Unis, voire la Chine).

C'est pourquoi elle est avec l'Allemagne, depuis les années 1950 et tout particulièrement depuis la fin des années 1970, l'un des plus fervents artisans de la «construction européenne» capitaliste. L'Union européenne (UE) est destinée d'une part à faire contrepoids aux États-Unis, au Japon et aujourd'hui à la Chine dans le contexte de la concurrence

mondiale; et, d'autre part (depuis l'offensive néo-libérale du début des années 1980), à coordonner et conduire de façon autoritaire (hors de la pression relative du suffrage universel direct) les politiques de contre-réformes visant à démanteler les acquis sociaux, historiquement comparables dans les principaux pays de l'UE: de nombreuses décisions se prennent désormais au niveau européen, tenant compte des rapports de forces entre les États, par exemple pour les questions monétaires, la réglementation de la concurrence, etc.

Les États nationaux continuent de jouer leur rôle d'instruments décisifs pour la domination de chaque bourgeoisie nationale et pour la régulation des relations sociales dans chaque pays. Enfin, au niveau international, les intérêts stratégiques de chaque État impérialiste restent dans une large mesure particuliers. C'est le cas notamment pour la France, dont le poids politique international est surdimensionné en raison de son statut de puissance coloniale et de son poste au Conseil de sécurité de l'ONU, qui lui donnent des res-

ponsabilités stratégiques, diplomatiques et militaires importantes (avec par exemple la participation à l'occupation du Kosovo, de la Bosnie, de l'Afghanistan, du Liban, de nombreux pays d'Afrique, sans parler des restes de colonies directes, les «départements et territoires d'outre-mer» ou DOM-TOM).

II. Un prolétariat majoritaire, mais un recul de l'industrie et des concentrations ouvrières

La France compte 62 millions d'habitants en métropole, auxquels s'ajoutent les près de 2 millions des colonies. La population active approche les 28 millions, dont 2,4 millions de chômeurs officiels. Selon la nomenclature bourgeoise (qui présente une description en partie déformée de la réalité, mais permet de repérer un certain nombre de tendances générales), le secteur tertiaire est largement dominant, avec 72,5 % de la population active, contre 24 % au secteur secondaire et 3,5 % au sec-

teur primaire. Cependant, la contribution du secteur secondaire au PIB reste assez importante (30 % pour l'industrie, 8 % pour la construction) malgré sa baisse (40 % pour l'industrie au milieu des années 1970). De plus, des processus de restructuration et notamment de filialisation des grandes entreprises ont conduit un certain nombre de services d'entreprises industrielles à être pris en compte dans le secteur tertiaire.

Les statistiques officielles indiquent que le nombre global de salariés est de 23 millions, en hausse continue. Plus de 16 millions sont employés par le capital privé, 800 000 par des entreprises nationales ou partiellement privatisées, mais dans lesquelles l'État reste majoritaire (ces salariés bénéficient encore pour la plupart d'un statut qui leur garantit l'emploi) et 5,1 millions sont fonctionnaires (employés par l'État, les collectivités territoriales ou les hôpitaux, et bénéficiant d'un statut qui leur assure notamment la garantie d'emploi). Si l'on considère les secteurs d'activité, tous ces salariés se répartissent de la façon suivante:

Secteur d'activité	Nombre de salariés (arrondis)
Agriculture, sylviculture et pêche	330 000
Industrie (agricole et agro-alimentaire, biens de consommation, biens d'équipement et biens intermédiaires, automobiles...)	3 000 000
Construction	1 500 000
Transports	1 100 000
Énergie	230 000
Commerce	3 000 000
Activités financières	700 000
Immobilier	280 000
Services aux entreprises	3 300 000
Services aux particuliers	2 000 000
Éducation, santé et action sociale	4 100 000
Administration	2 900 000
Total	22 440 000

La majorité de ces salariés sont des prolétaires au sens strict du terme¹ (1). Quel que soit leur secteur d'activité, 24 % sont ouvriers

au sens professionnel du terme (sens de l'Institut national de la statistique, INSEE) et 30 % employés. De plus, en France, la majorité des

très nombreux fonctionnaires a des intérêts communs avec les prolétaires et fait ainsi partie de la «classe ouvrière» au sens large du terme.

Cependant, la concentration du capital est assez faible pour un pays impérialiste aussi développé: la France compte 2,6 millions d'entreprises (hors agriculture et

finance), mais l'écrasante majorité n'a pas ou a très peu de salariés, tandis que les très grosses sont relativement peu nombreuses; même dans l'industrie, celles

qui comptent plus de 500 salariés n'emploient que la moitié des salariés de ce secteur. Le tableau suivant permet de mesurer globalement cette réalité:

Nombre de salariés	Nombre d'entreprises
0	1 500 000
1 à 9	916 000
10 à 49	152 000
50 à 199	22 100
200 à 499	4 200
500 à 1999	1700
2000 et plus	368

Cette situation est le résultat d'une part de l'histoire structurelle du capitalisme français (ce n'est pas une nouveauté), mais d'autre part aussi des restructurations des trente dernières années, qui ont vu notamment se multiplier les entreprises sous-traitantes, selon une stratégie capitaliste claire visant à briser les bastions combatifs des grosses concentrations ouvrières.

Or l'une des principales conséquences de cette situation est que la classe ouvrière est physiquement très atomisée. Cela nuit objectivement non seulement au respect du droit du travail dans de nombreuses petites entreprises, mais à la reconstruction d'une véritable conscience de classe résultant des luttes, de la capacité à éprouver une force collective et plus généralement de toutes les possibilités de liens qu'offrent les grandes concentrations ouvrières. Inversement, la nécessité de défendre celles-ci et d'y intervenir en priorité est impérieuse pour les marxistes révolutionnaires.

III. Les faiblesses structurelles du capitalisme français exigent des «réformes» profondes

La croissance de l'économie française est assez faible, tout particulièrement celle du secteur industriel. Après avoir été sensiblement plus

forte entre 1998 et 2000, la croissance du PIB tourne autour de 2 % depuis 2001, un peu au-dessous de la moyenne constatée depuis la fin des «Trente Glorieuses». La France connaissant un certain dynamisme démographique, la croissance du PIB par habitant est même sensiblement inférieure à celle des autres pays de l'UE, avec un net décrochage ces vingt dernières (selon ce critère, la France est passée de la 6e à la 16e ou 17e place mondiale entre 1980 et 2004). En outre, aujourd'hui, avec les effets de l'inflation (pétrole, mais aussi produits de consommation courante), de la crise financière et de ses effets sur l'économie réelle, la croissance pourrait tomber à 1,5 % pour l'année 2008 (prévision du FMI). Si l'on combine les faiblesses structurelles du capitalisme en France, le niveau élevé du taux de change de l'euro et, plus conjoncturellement, la hausse des prix des matières premières, on comprend l'important déficit du commerce extérieur apparu en 2004 (notamment à l'égard de l'Allemagne et de la Chine) et qui n'a cessé de se creuser pour atteindre le record, préoccupant pour la bourgeoisie, de 38 milliards d'euros en 2007.

Le manque structurel de compétitivité et d'adaptabilité des entreprises françaises s'explique en partie par une certaine frilosité légendaire des patrons français, par l'insuffisance du secteur recherche-développe-

ment (concurrencé de fait par un fort secteur de recherche publique non encore démantelé par les gouvernements) et par une certaine mentalité petite bourgeoise conduisant à la multiplication excessive de très petites entreprises peu viables, au détriment d'entreprises moyennes capables d'exporter (notamment par comparaison avec l'Allemagne). Cependant, le principal problème pour les capitalistes réside dans des coûts salariaux qui, malgré leur baisse des dernières années, restent trop élevés par rapport aux autres pays européens, notamment dans l'industrie (record de la zone euro). En effet, en raison d'une certaine tradition de combativité du mouvement ouvrier et surtout de l'activité révolutionnaire des masses en 1936, 1944-47 et 1968, les acquis de la lutte de classe ont été particulièrement importants en France: congés payés, Sécurité sociale, système de santé publique performant, statuts protecteurs pour

¹ Notre Projet de programme CRI définit le prolétariat comme l'ensemble des « travailleurs salariés du capital — ouvriers ou employés, manuels ou intellectuels, non-qualifiés ou qualifiés, industriels, commerciaux ou agricoles, travaillant dans les entreprises privées (grandes et petites) ou dans les entreprises capitalistes d'État (transports, énergie, télécommunications, banques, etc.) (...). C'est la classe des travailleurs qui produisent, réalisent et servent à répartir la valeur et la plus-value capitalistes, leur force de travail étant achetée à sa valeur socio-historiquement définie et rapportant plus au capital qu'elle ne lui coûte (théorie marxiste de l'exploitation capitaliste). »

un quart des salariés, conventions collectives avancées pour beaucoup d'autres, école publique, gratuite et laïque jusqu'à 16 ans, Université publique et plus accessible aux enfants des classes populaires que dans d'autres pays...

IV. Facteurs objectifs et facteurs subjectifs de la crise de la combativité prolétarienne et de la conscience de classe

Depuis près de 30 ans, l'offensive capitaliste mondiale («néo-libérale») a été menée alternativement sous la direction de gouvernements de gauche (à commencer par celui du PS et du PCF dirigé par Mitterrand au début des années 1980, et jusqu'au gouvernement PS-PCF de Jospin en 1997-2002) et par des gouvernements de droite (dominés par la figure de Jacques Chirac, Premier ministre en 1986-1988 et président de 1995 à 2007). Cette offensive constante a permis aux capitalistes français, tout particulièrement aux plus gros, de rétablir leur taux de profit et de faire remonter leurs profits de 10 points dans la valeur ajoutée, au détriment des salaires.

Les dégâts sociaux sont d'ores et déjà importants. Avec les restructurations, d'importants bastions du prolétariat ont disparu (mines, sidérurgie du Nord et de l'Est) ou ont été fortement réduits (chantiers navals, automobile et même cheminots). L'atomisation des prolétaires s'est fortement accrue. En plus du fort taux de chômage, il y a une augmentation du nombre de travailleurs à temps partiel imposé et environ 13 % de précaires parmi les salariés (contrat à durée déterminée, intérim et «emplois aidés»), dont un nombre croissant de pauvres, voire très pauvres. Les estimations officielles dénombrent 6 millions de personnes en dessous du seuil de pauvreté. De façon générale, les acquis sociaux ont fortement reculé. La durée de cotisation pour les retraités

est passé de 37,5 à 41 années pour tous. La Sécurité sociale rembourse de moins en moins de soins et de médicaments. L'état de l'école publique est de plus en plus déplorable, conduisant des centaines de milliers de jeunes à l'échec. Ce qu'il reste des autres services publics fonctionne de plus en plus mal et/ou est de plus en plus cher.

Ces facteurs objectifs expliquent en partie la faible combativité du prolétariat des usines et le fait que la majorité des luttes, notamment les grands mouvements de 1995, 2003 ou 2006, ont été conduits avant tout par les salariés protégés des entreprises publiques et de la Fonction publique, touchés par les privatisations et le recul du prétendu «État-Providence». Cela limite fortement la capacité de résistance globale des travailleurs. De plus, le poids des reculs et des défaites accumulés depuis trop d'années aggrave à son tour le désarroi et le manque de perspectives.

Cependant, le caractère réformiste des directions traditionnelles du mouvement ouvrier (social-démocrates et stalinienne) reste un facteur décisif de ce manque de combativité générale du prolétariat et des défaites subies. Il explique en effet qu'elles n'aient ni voulu, ni pu résister à l'offensive néo-libérale du capitalisme. C'est pourquoi la crise historique de la direction du prolétariat s'est transformée en crise du mouvement ouvrier organisé lui-même. La classe ouvrière n'a plus de représentation politique propre, fût-ce sous la forme frauduleuse que lui avaient donnée le PS réformiste et le PCF stalinien: le PS a achevé sa mue en parti ouvertement bourgeois (partisan sans complexe du capitalisme et du contre-réformisme (cf. <http://groupecri.free.fr/search.php?keyword=PS>) et le PCF moribond ne vit plus que par la perfusion électorale du PS et les moyens matériels de son appareil sclérosé. Enfin, les organisations syndicales sont affaiblies numériquement et dirigées par des bureaucrates qui acceptent désormais ouvertement

l'horizon du capitalisme et donc la «nécessité» des contre-réformes, allant toujours plus loin dans la collaboration de classe ouverte.

V. Depuis novembre-décembre 1995, de puissants mouvements sectoriels ont limité les dégâts de l'offensive «néo-libérale»

Cependant, malgré ces conditions objectives et subjectives difficiles, et malgré les défaites successives, la résistance à l'offensive capitaliste a été réelle et a donné lieu à des mobilisations massives à partir du grand mouvement de novembre-décembre 1995, emmené par la grève générale des cheminots et la vague de grèves des fonctionnaires. Ce mouvement a même constitué un tournant dans la lutte de classe, dans la mesure où il a montré que la classe ouvrière (représentée par ses fractions les plus protégées et les plus syndiquées) n'était pas morte, contrairement à ce que prétendaient depuis 15 ans et plus encore après l'effondrement de l'URSS les idéologues de la bourgeoisie. C'était le retour de la lutte de classe sur le devant de la scène, même si les directions syndicales ont réussi sans difficultés à la canaliser par la recherche d'un compromis avec le gouvernement. La victoire revendicative a été partielle (maintien du plan Juppé contre la Sécurité sociale), mais réelle (retrait du contrat de plan État/SNCF, abandon de la réforme des retraites des fonctionnaires). Cela a conduit à la paralysie relative du gouvernement Juppé pendant plus d'un an, obligeant Chirac à dissoudre l'Assemblée nationale début 1997, au prix d'une victoire de la «gauche plurielle» (PS-PCF-Verts) et de la constitution du gouvernement Jospin.

Avec le soutien des directions syndicales, celui-ci a pu conduire à pas tranquilles une politique de contre-réformes progressives², selon une méthode qui a globalement réussi à éviter les luttes — avec de notables

exceptions, comme la grande grève victorieuse des agents des Impôts ou les nombreuses grèves dans le privé contre les dispositions réactionnaires des lois Aubry aggravant l'annualisation et la flexibilité à l'occasion du passage aux «35 heures» (en moyenne annuelle). Mais elle n'en pas moins suscité un fort mécontentement ouvrier et populaire, comme l'a montré la sanction massive infligée par les travailleurs lors de l'élection présidentielle de 2002 (élimination du PS dès le premier tour et effondrement du PCF).

Le gouvernement de droite qui a suivi la réélection triomphale de Chirac contre Le Pen (le leader de l'extrême droite raciste et chauvine), dirigé par Raffarin, était chargé d'accroître le rythme et l'ampleur des réformes. Mais il s'est heurté de nouveau à une puissante contestation, avec notamment la grève générale des enseignants et la forte mobilisation d'autres secteurs de la Fonction publique en mai-juin 2003. Cette fois, le mouvement a subi une défaite revendicative totale (passage de 37,5 à 40 années de cotisation pour les retraites des fonctionnaires, désormais alignées sur celles du privé, et «décentralisation» consistant à faire prendre en charge par les collectivités territoriales des services publics jusque-là assurés par l'État, au prix de nouvelles privatisations). Cependant, les travailleurs avaient montré une nouvelle fois leur capacité de résistance et la trahison de leur lutte par les directions syndicales a été largement comprise dans le cas de la CFDT (signataire de la réforme du gouvernement après quelques concessions minimales) et partiellement perçue par l'avant-garde dans le cas de la CGT (la trahison des directions de FO et surtout de la FSU, qui jouaient un rôle clé en tant que directions de gros syndicats de fonctionnaires, a été en revanche moins bien saisie, en raison du langage assez «gauche» par lequel elles ont couvert leur politique).

Dès lors, la politique de contre-réformes du gouvernement Chirac-Raffarin a été plus profonde que

celle de ses prédécesseurs, mais a dû tenir compte de la disponibilité des travailleurs au combat. — Les salariés d'EDF-GDF (entreprises nationales de l'électricité et du gaz) se sont notamment mobilisés massivement en 2004 contre la privatisation, mais de façon isolée, avant d'être trahis honteusement par leurs directions syndicales. — Au printemps 2005, un important mouvement lycéen a déferlé contre une contre-réforme de la scolarité, forgeant une nouvelle génération militante malgré sa défaite. — En mai 2005, sur le terrain électoral, les travailleurs, en majorité les électeurs de la «gauche», ont infligé une défaite politique importante au gouvernement (et au PS) en votant massivement Non au référendum de ratification du Traité constitutionnel européen, ce qui a provoqué un changement de Premier ministre. — En novembre 2005, une importante révolte des jeunes des quartiers populaires, enfants de la classe ouvrière, issus de l'immigration et principales victimes de l'échec scolaire, du chômage et du désarroi social, a montré qu'une importante fraction de la jeunesse la plus pauvre n'avait aucune confiance dans le système et n'était pas prête à se laisser écraser sans combat ; son manque d'un véritable programme politique a limité la peur de la bourgeoisie, mais la responsabilité en incombe fondamentalement à la faillite des organisations ouvrières, à commencer par celles qui se réclament de la révolution: elles ont refusé de soutenir clairement la révolte et de lui proposer une perspective politique, passant par la jonction avec le mouvement ouvrier et le combat uni contre le patronat et le gouvernement. — Enfin, au printemps 2006, la grève générale des étudiants et la grève partielle des lycéens, soutenues par des manifestations extrêmement massives de salariés (3 millions dans la rue, un record historique) ont infligé une défaite significative au gouvernement Villepin, obligé de retirer son projet de CPE (contrat précaire pour les jeunes) — même s'il a pu maintenir le reste de

sa loi réactionnaire dite «sur l'égalité des chances».

C'est à cause de cette résistance multiforme des travailleurs et de la jeunesse, conduisant à des blocages pour un certain nombre de contre-réformes, que la bourgeoisie a fait le choix de rompre avec la méthode trop lente du «chiraquisme», en promouvant la candidature à la présidentielle de Nicolas Sarkozy, représentant l'aile dure du parti de Chirac. Il s'agissait de passer à la vitesse supérieure dans l'offensive contre les acquis sociaux (et même contre certains acquis démocratiques), afin de briser la spirale infernale du déclin relatif du capitalisme français dans la concurrence internationale. Malgré la campagne ultra-droitière de la candidate du PS, Ségolène Royal, soutenue par l'ensemble de la gauche et, au second tour, de l'extrême gauche (LO et LCR), la bourgeoisie a préféré le candidat de la droite dure en raison de la plus grande détermination dont il faisait preuve et de son populisme à l'égard de la petite bourgeoisie et des couches les plus arriérées du prolétariat lui-même.

VI. Après un an de Sarkozy, de premières luttes sectorielles ont été défaites, mais la capacité de résistance reste globalement intacte : la situation est ouverte

La victoire de Sarkozy représente donc le franchissement d'un palier dans l'offensive «néo-libérale» menée depuis près de trente ans. Elle aggrave nettement le rapport de force historique qui, malgré la résistance ouvrière et populaire, était déjà largement favorable à la bourgeoisie. Le plan stratégique du patronat français (représenté par le MEDEF) et du nouveau gouvernement est un plan d'ensemble cohérent et consé-

² Cf. <http://groupecri.free.fr/journal.php?numero=24>.

quent, appliqué suivant un rythme soutenu : contre-réforme du droit du travail, allongement de la durée de cotisations pour les retraites, remise en cause de la Sécurité sociale, blocage des salaires, nouvelles attaques contre les droits des chômeurs, lois anti-immigrés et traque encore accrue des sans-papiers, «plan banlieues» et aggravation des provocations policières contre les jeunes des quartiers populaires, attaques contre le statut de fonctionnaires, suppression de dizaines de milliers de postes de fonctionnaires, diminution des heures de cours à l'école, contre-réforme des études universitaires, passage en force (par voie parlementaire, avec le soutien du PS) de la nouvelle mouture du traité européen...

Les travailleurs conscients de leurs intérêts de classe redoutent le gouvernement et beaucoup sont découragés, faute de croire en la possibilité d'affrontements victorieux. En même temps, la disposition des travailleurs et des jeunes au combat continue de se manifester: grève massive de neuf jours des cheminots et grève assez importante de trois semaines des étudiants à l'automne 2007, grèves locales assez nombreuses dans le privé durant tout le premier semestre 2008, notamment sur la question des salaires et de la défense des emplois, mobilisation d'une fraction des lycéens et des enseignants en avril-mai, grève reconductible des travailleurs des Impôts en mai-juin, auxquelles s'ajoutent les journées d'action puissantes des fonctionnaires et de quelques secteurs du privé dès l'automne 2007, puis de nouveau au printemps 2008... De plus, la popularité de Sarkozy s'est effondrée depuis l'automne, son parti a perdu les élections municipales en mars et des contradictions s'y manifestent régulièrement (notamment sous la pression de secteurs de sa base électorale, victime soit de la hausse du prix du pétrole — pêcheurs, camionneurs chauffeurs de taxi —, soit de la politique de restrictions budgétaires — magistrats, avocats et même militaires).

Après un an de gouvernement de Sarkozy, la situation de la lutte de classe reste donc ouverte. D'un côté, des défaites ont été subies cette année par les premiers secteurs qui ont combattu contre Sarkozy, notamment les cheminots, les étudiants et une fraction minoritaire de lycéens et d'enseignants. Mais, d'un autre côté, aucun de ces secteurs n'a été écrasé et les potentialités de luttes, dans ces secteurs et dans les autres, restent globalement intactes. Enfin, il est évident que la colère ouvrière et populaire est de plus en plus massive, même si elle reste largement latente à ce stade, faute de perspectives. C'est pourquoi l'enjeu majeur de la lutte de classe ouvrière en France se concentre aujourd'hui dans la contradiction entre la disposition maintenue des travailleurs et de jeunes à résister et la politique des partis de «gauche» et des directions du mouvement ouvrier. Au-delà de leurs critiques formelles, voire purement personnelles, contre Sarkozy, les dirigeants du PS (parti bourgeois de gauche) soutiennent sur le fond sa politique, tout en donnant la priorité à leurs querelles internes en vue du congrès de novembre, destinées à se disputer la direction du parti et la candidature à la présidentielle de 2012. Le PCF, qui prépare lui aussi un congrès crucial pour la fin de l'année, est en crise profonde, sa décomposition historique conduisant aujourd'hui à la mise en question de son existence même, entre un PS hégémonique à gauche et une extrême gauche d'origine trotskyste en mesure de lui disputer sa place à la «gauche de la gauche» (cf. thèse IX ci-dessous). C'est pourquoi il revient aux directions syndicales de jouer le rôle principal dans la canalisation des luttes ouvrières.

De fait, depuis l'automne, les défaites successives des mobilisations ne sont pas dues à leur écrasement par le gouvernement, mais à leur trahison éhontée par les directions syndicales (avec le soutien du PS et du PCF), décidant de trahir ces luttes et les possibilités de convergence interprofession-

nelle. Mais le phénomène le plus nouveau est le franchissement d'un palier dans leur politique de collaboration de classe, notamment pour les syndicats qui étaient considérés jusqu'à présent comme les plus combatifs, la CGT, la FSU (et même Solidaires): depuis janvier, leurs dirigeants, comme ceux de FO et de la CFDT, ont signé «à froid» toute une série d'accords régressifs avec le patronat et le gouvernement, faisant de la co-élaboration directe des contre-réformes un axe central de leur orientation, au-delà même de la trahison des luttes. Nous sommes donc dans un moment historique très important de l'évolution du syndicalisme en France, considéré jusqu'à présent comme relativement plus combatif que ses homologues des pays impérialistes, en raison de la pression des masses.

VII. Les révolutionnaires doivent défendre dans les luttes un programme de front unique articulé par l'objectif de la grève générale et la méthode de l'auto-organisation

De cette situation générale et notamment des potentialités réelles de la lutte de classe découle la nécessité, pour les révolutionnaires, d'un axe d'intervention systématique dans les luttes. C'est la priorité absolue pour affirmer l'identité concrète d'une organisation révolutionnaire aujourd'hui en France. Et c'est notamment nécessaire pour gagner cette partie de l'avant-garde volatile de la classe ouvrière et des jeunes qui se constitue dans les luttes, avec souvent une combativité enthousiaste, une conscience immédiate et une disponibilité de pensée bien supérieures à celles de l'avant-garde stable, organisée dans les syndicats et/ou les partis d'extrême gauche.

Dès que de nouvelles luttes surgissent ou que l'analyse de la si-

tuation met à l'ordre du jour leur possibilité, notre responsabilité est de combattre, même quand c'est de façon avant tout propagandiste, pour un front unique ouvrier, condition sine qua non pour faire échec aux plans du gouvernement, sur la base d'un plan de mobilisation générale des travailleurs et des jeunes. Cela passe par la mise en avant des revendications unifiantes, à la fois défensives — contre les projets du gouvernement — et un peu plus offensives — notamment pour l'augmentation des salaires rognés par l'inflation. Cela passe aussi par la proposition de méthodes de lutte efficaces et leur mise en œuvre à notre échelle dès que possible: auto-organisation systématique et coordination démocratique des travailleurs et jeunes en lutte, objectif de la convergence des luttes, arme privilégiée de la grève et piquets de grève dès que possible, perspective de la grève interprofessionnelle, vers la grève générale comme seule solution pour infliger une défaite au patronat et gouvernement. Cette orientation se heurte frontalement à celle des directions syndicales, qui font tout pour diviser les travailleurs, avec notamment la priorité à des revendications catégorielles et la stratégie de «journées d'action» secteur par secteur et sans perspective. La dénonciation publique et systématique de leur politique est donc impérative, tout en devant être combinée avec des mots d'ordre positifs pour l'unité, incluant l'interpellation des directions syndicales pour mettre en évidence aux yeux des masses leurs responsabilités. Naturellement, il est nécessaire aussi d'appuyer sans hésiter les syndicats qui tendent à rompre même partiellement, sous la pression des masses ou de l'avant-garde, avec l'orientation de leurs propres directions confédérales ou fédérales.

En défendant l'orientation ici résumée, le Groupe CRI est capable de nouer des discussions et des relations avec quelques dizaines de militants et de travailleurs. Il est

en outre en mesure de la mettre en œuvre concrètement dans les luttes étudiantes, avec une petite influence réelle, et dans les luttes des enseignants. Il est indispensable de préserver et de renforcer cette capacité d'intervention concrète, mais il est crucial de chercher maintenant les moyens de la mettre en œuvre dans au moins un ou deux secteurs supplémentaires, si possible ouvriers.

VIII. Les révolutionnaires doivent combattre pour un courant lutte de classe et antibureaucratique dans les syndicats

Cet axe principal du combat pratique est indissociable d'une activité politique de long terme pour la reconstruction du mouvement ouvrier et de la conscience de classe. Dans ce but, étant donné d'une part le rôle historique du syndicalisme en France, d'autre part le poids aujourd'hui décisif des directions syndicales (relativement moins affaiblies par la crise du mouvement ouvrier que les directions proprement politiques) dans la collaboration de classe, et enfin le fait qu'une bonne partie de l'avant-garde ouvrière organisée est constituée de militants syndicaux de lutte de classe sans parti, il est crucial de combattre pour la mise en œuvre concrète d'une orientation visant à défendre et reconstruire le syndicalisme de lutte de classe.

C'est pourquoi il faut tout particulièrement défendre l'objectif d'un courant lutte de classe à l'intérieur des syndicats, passant par le rassemblement large, au-delà de leurs différentes sensibilités, des syndicats de base et militants syndicaux de lutte, afin de coordonner leurs interventions contre la politique des directions collaboratrices, pour une orientation alternative et pour aider les travailleurs à se réapproprier leurs syndicats. C'est le sens de l'initiative du CILCA, impulsée par le

Groupe CRI avec quelques militants oppositionnels de la LCR et quelques syndicalistes de lutte. C'est le sens également de la participation active du CILCA aux Forums du syndicalisme de classe et de masse, organisés conjointement avec des collectifs de militants syndicaux stalinien et maoïstes qui préconisent la lutte de classe et dénoncent l'orientation actuelle des directions syndicales. Cette activité permet de gagner l'écoute non seulement de militants syndicaux de lutte, mais aussi d'un certain nombre de militants des organisations politiques d'extrême gauche, notamment du courant lambertiste et de la LCR, très présents dans les syndicats. Enfin, ce doit être maintenant un axe prioritaire pour l'intervention dans le processus pour le «nouveau parti anticapitaliste» lancé par la LCR, car les éléments politiquement les plus avancés de la LCR et des comités pour le «Nouveau Parti Anticapitaliste» (NPA) sont aussi, en bonne partie, des militants syndicaux de lutte de classe.

IX. Les révolutionnaires doivent défendre le programme de la IVe Internationale et lutter frontalement contre les révisionnismes centristes et leurs capitulations pratiques

Enfin, la construction d'un noyau trotskyste de principe passe évidemment par la promotion vivante du programme de la IVe Internationale, la défense publique des idées et perspectives de la révolution, du marxisme, du bolchevisme et du trotskysme, l'importance accordée à la formation théorique et historique des militants et des sympathisants. Cela implique une activité de clarification théorique et politique systématique, d'autant plus nécessaire qu'il s'agit de résister à la crise généralisée du mouvement ouvrier et de la conscience de classe, contre toutes les tentations de s'y

adapter en abaissant le niveau du programme, des perspectives historiques, mais aussi des potentialités de lutte immédiates.

En effet, les organisations se réclamant encore officiellement de la révolution, qui se trouvent être principalement, en France, les organisations issues du trotskysme, qui comptent chacune des milliers de militants et sympathisants, qui dirigent ou influencent des centaines de syndicats... renoncent en réalité de plus en plus clairement à cet objectif et à toute l'orientation qui en découle. Or cela survient au moment même où une fraction de l'avant-garde ressent de façon sensiblement plus aiguë que dans la période précédente la nécessité historique d'un parti politique des travailleurs. La situation est en effet propice à l'ouverture d'une large discussion sur cette question, si l'on combine les quatre facteurs suivants: combativité réelle, quoique défensive, du prolétariat et des jeunes; manque de confiance de ceux-ci à l'égard du PS bourgeois même quand ils votent encore pour lui pour éviter la droite; crise du PCF historiquement moribond et qui survit en bonne partie par le poids de son appareil et ses accords électoraux avec le PS; succès électoraux durables de l'extrême gauche (LO en 1995, LO et LCR ensemble en 1999, LO et LCR séparément en 2002, LCR en 2007)... C'est pourquoi la défense intransigeante d'un parti révolutionnaire et d'un programme de transition pourrait trouver un écho favorable dans une fraction significative de l'avant-garde.

Or le point commun à LO, à la LCR et au courant CCI du POI (ex-PT) est que, sous la pression de la crise historique générale du mouvement ouvrier et de la conscience de classe, ils refusent de dénoncer de façon systématique le capitalisme en tant que tel et, plus encore, de lui opposer la perspective du socialisme, de l'expropriation des capitalistes, de la destruction de l'État bourgeois et de l'édification d'un État des travailleurs eux-mêmes (dictature du prolétariat). Cette capitulation pro-

grammatique les conduit, dans la pratique, à un discours réformiste en lieu et place d'un programme de transition axé sur la nécessité d'un gouvernement des travailleurs, à l'électoratisme le plus plat, à la couverture par la gauche de la politique des directions syndicales et au refus de prendre de réelles initiatives dans la lutte de classe, qui permettraient de contrer la collaboration de classe et d'imposer un front unique sur la base d'un plan de mobilisation générale. Matériellement, des centaines de militants de ces organisations, surtout du CCI-(ex-PT)-POI et de la LCR, mais aussi dans une moindre mesure de LO, sont des permanents ou des semi-permanents syndicaux, qui se sont plus ou moins incrustés dans les appareils et refusent bien souvent de risquer leurs postes si c'est le prix à payer pour défendre une orientation digne de révolutionnaires.

À ces points communs s'ajoutent des traits particuliers à chacune des trois organisations.

Contre la passivité routinière, le suivisme des appareils et l'opportunisme électoral de LO

En ce qui concerne LO, dont le noyau compte mille militants, mais avec plus de 5 000 sympathisants-militants, ses principaux mérites restent l'implantation dans les entreprises, son usage d'un certain discours ouvrier et sa défense, en interne, des idées communistes. Cependant, son orientation pratique est marquée par une passivité politique constante, le suivisme à peine critique à l'égard des directions syndicales, un électoratisme systématique et une propagande abstraite en guise de formation marxiste. En outre, sa direction a franchi récemment un palier dans son opportunisme: elle a accompagné son auto-isolement sectaire à l'égard du projet de NPA lancé par la LCR d'une alliance électoratiste inadmissible avec le PS (et le PCF) dès le premier tour des élections municipales (aggravant son appel déjà scandaleux à voter pour Royal au second

tour de la présidentielle). Ce faisant, elle a contribué à empêcher les travailleurs d'aller jusqu'au bout de leur rupture avec la «gauche plurielle». Corrélativement, la direction de LO n'a pas hésité à exclure sa Fraction qui, tout en développant d'habitude une orientation assez proche de la majorité, venait cependant de s'engager dans un combat juste contre le virage droitier sans précédent de la majorité. Celle-ci a voulu de cette façon couper court à toute possibilité de contestation dans ses rangs mêmes, où la nouvelle orientation s'est heurtée manifestement à de nombreuses réticences.

Contre le révisionnisme lambertiste, l'impulsion d'un nouveau parti réformiste et la couverture partielle (CGT, FSU) ou totale (FO) des directions syndicales

De son côté, la direction lambertiste de l'ex-OCI et de l'ex-PT a tiré toutes les conséquences de sa dérive à la fois trade-unioniste, «républicaine» des dernières années en prétendant fonder un «parti ouvrier indépendant» (POI) avec des «élus républicains» et des bureaucrates syndicaux notoires (notamment des dirigeants de FO). Ce nouveau parti, créé les 15-16 juin 2008, n'est plus un parti centriste de droite cristallisé, mais un parti ouvertement réformiste. Il se réclame officiellement de la lutte de classe et même du socialisme, mais seulement dans les textes fondateurs. La ligne réelle du POI consiste en fait à dénoncer avant tout l'Union européenne, présentée comme seule source de tous les maux, ce qui revient à un refus de dénoncer réellement le capitalisme, voire à déresponsabiliser les gouvernements successifs, présentés comme otages de l'UE, avec en outre une dérive chauvine latente — et parfois réelle dans la bouche de son ex-candidat à la présidentielle et nouveau co-secrétaire national, le petit patron Gérard Schivardi. De plus, la référence à la lutte de classe reste largement formelle: dans la réalité, les lambertistes et leurs alliés

mènent indéniablement un combat partiellement progressiste contre l'orientation des directions de la CGT ou de la FSU, mais ils s'en tiennent à des questions particulières, sans affronter la politique de ces directions dans leur logique générale; de plus, ils les couvrent pour l'essentiel quand elles trahissent les grèves (comme lors de la grève des cheminots à l'automne); et surtout, ils sont incrustés dans l'appareil du principal syndicat où ils interviennent, FO, cautionnant globalement la politique de la direction confédérale, y compris la signature de la contre-réforme sur le contrat de travail.

Cependant, le POI ne doit pas être négligé en tant que force politique, car il connaît une certaine dynamique: il a suscité un certain nombre de discussions, au-delà des bureaucrates syndicaux et des élus municipaux, avec des syndicalistes de lutte, des travailleurs et des jeunes, et il revendique 10 000 cartes, même s'il compte en fait beaucoup moins de véritables militants (peut-être 4 ou 5 000, pour la plupart membres du CCI). En outre, des contradictions existent dans le POI, notamment dans le CCI, qui reste quant à lui un courant centriste de droite cristallisé. En effet, une partie des militants initialement formés au trotskysme conteste manifestement le nouveau virage à droite de la direction lambertiste, en particulier la couverture de la direction de FO au moment où celle-ci collabore ouvertement avec le gouvernement, contrairement à l'époque de Blondel (1989-2004), qui masquait son orientation de collaboration de classe par un discours «contestataire».

Contre le révisionnisme et l'opportunisme de la direction de la LCR, pour un courant révolutionnaire dans le NPA

Enfin, la direction de la LCR (intégrant depuis le dernier congrès son ancienne tendance de «gauche», le courant Démocratie révolutionnaire, ainsi que le courant ex-moréniste Avanti !) veut créer un «nouveau parti anticapitaliste» (NPA). Il s'agit pour

elle de créer en France un «parti large», essayant de faire concurrence au PCF pour occuper organisationnellement l'espace ouvert à la gauche du PS, après l'avoir en partie gagné électoralement. La LCR prétend s'adresser avant tout aux travailleurs et aux jeunes, non aux organisations, mais sa cible prioritaire est en fait plutôt un conglomerat de réformistes assumés («antilibéraux»), de secteurs de «gauche» de la bureaucratie syndicale, voire de «socialistes» et d'écologistes opposés au «social-libéralisme». Or ceux-ci ont joué indéniablement un rôle dominant lors de la première réunion nationale des comités NPA, les 28-29 juin, comme le prouve en particulier la déclaration qui en est sortie³.

Corrélativement, le Bureau politique de la LCR vient de lancer en qualité une campagne nationale d'exclusion, fondée sur des méthodes bureaucratiques, le mensonge et la calomnie, contre le Groupe CRI, dont la poignée de militants n'aurait pas dû beaucoup l'inquiéter s'il ne craignait en fait, à travers eux, l'ouverture d'une vraie discussion sur l'intervention lutte de classe dans les syndicats (impliquant la mise en cause explosive de l'incrustation de nombreux cadres LCR dans les appareils), sur le programme révolutionnaire et sur la constitution d'un possible courant communiste révolutionnaire dans le futur NPA...

Cependant, en lançant son projet de NPA — quelles que soient ses méthodes et ses intentions, notamment sa volonté d'abandonner toute référence au trotskysme —, la direction de la LCR ouvre un cadre de discussion qui intéresse des milliers de travailleurs et de jeunes sensibilisés pas la campagne présidentielle de son porte-parole Besancenot, par ses prises de position médiatiques certes réformistes, mais souvent talentueuses et assez pugnaces contre le patronat, le gouvernement et le PS. De fait, depuis le mois de mars, plus de 400 comités pour le NPA ont été constitués, rassemblant des milliers de travailleurs et de jeunes (9 000, dont un tiers

seulement de la LCR, selon la direction de celle-ci, même si un certain nombre de participants ne sont en fait venus qu'à quelques réunions, certains étant même repoussés par le faible intérêt de discussions assez dépolitisées). Or une partie significative de ces travailleurs et jeunes, comme un certain nombre des militants de la LCR eux-mêmes, cherchent manifestement la voie de lutte de classe efficace, de l'anti-capitalisme, voire de la révolution.

C'est pourquoi le Groupe CRI a décidé de participer à ces comités pour le NPA, tout en maintenant son existence autonome à ce stade. La décision finale de participer ou non au NPA sera prise au moment du congrès de fondation. Elle dépendra de l'ampleur de la dynamique du processus NPA dans l'avant-garde, actuellement réelle, mais limitée et peut-être en partie superficielle, en raison de l'orientation droitiste impulsée par la LCR et de l'arrivée de nombreux réformistes. Mais elle dépendra aussi des possibilités concrètes de constituer ou non un courant révolutionnaire avec le maximum de militants de la LCR actuelle et de nouveaux venus radicalisés. Dans ce cadre, il faut mener jusqu'au bout le combat difficile et très inégal, mais indispensable puisque la direction de la LCR l'a décidé, pour la réintégration des militants CRI exclus, pour le maintien des autres dans leurs comités NPA et pour l'entrée de ceux qui n'y sont pas encore. Mais au-delà, les militants CRI doivent, comme dans toutes les tâches qu'ils décident, faire le maximum d'efforts pour construire au mieux les comités NPA, y faire venir de nombreux travailleurs et jeunes, tout en leur présentant leurs propres positions et la nécessité d'un courant communiste révolutionnaire et internationaliste.

Paris, le 12 juillet 2008

³ Cf. la contribution du Groupe CRI suite à cette réunion nationale, lisible à l'adresse : <http://groupecri.free.fr/contenu/autre/CRIsurReunionNationaleNPA.pdf>

La crise en France et ses premiers effets sur la lutte de classe

*Contribution des sympathisants de la FT-QI
en France, militant au sein de la Tendance
CLAIRE du NPA, à la 1ère conférence euro-
péenne de la FT-QI*



I. Crise et lutte de classe dans l'Hexagone depuis fin 2008

1. Les effets de la crise internationale sur l'«économie réelle» ont été un peu plus tardifs en France que dans des pays européens comparables, comme la Grande-Bretagne ou l'Espagne⁴. Il n'y a pas eu d'effondrement des grandes banques, qui détiennent moins d'actifs pourris que leurs homologues US (notamment en raison du faible taux d'endettement des ménages) et dont le renflouement immédiat par l'État a limité les dégâts. De même, l'investissement de 7 milliards par l'État dans les deux trusts français de l'automobile (Renault et PSA) a pour le moment permis de les maintenir à flots malgré la chute de la demande. De façon plus générale, le prétendu «*plan de relance*» de l'État français, comme ceux des autres pays

européens, en partie coordonnés au niveau de l'UE, a limité l'effondrement des investissements et les suppressions d'emplois. Enfin, les lois Aubry, qui avaient réduit le temps de travail annuel en introduisant une forte flexibilité, notamment par le système de l'épargne des jours de congé, atténuent très temporairement l'ampleur des suppressions d'emplois.

Cependant, il est clair au vu de la profondeur et de la dynamique générale de la crise mondiale que ces mesures étatiques ne peuvent empêcher l'aggravation de la crise. Certes, la consommation des ménages ne s'est pas encore effondrée, la France étant l'un des seuls pays où les prix des produits de première nécessité continue d'augmenter de façon soutenue. Cependant, la réduction des crédits a déjà entraîné une baisse de la demande des biens durables, notamment des logements et des

automobiles, et surtout un fort recul des investissements (- 1,6% au 4e trimestre 2008, notamment à cause des restrictions de crédits aux PME, - 3,2% au premier semestre 2009). En outre, la dégradation accélérée de la situation internationale annonce une chute des investissements à l'étranger (qui ont été décisifs dans les succès des grands groupes capitalistes français ces dernières années) et a d'ores et déjà provoqué une forte contraction des exportations (- 4,7% au 4e trimestre 2008), aggravant encore le déficit commercial de la France, qui est structurel et croissant depuis cinq ans⁵.

⁴ Sur les effets de la crise en France, cf. l'article de Gaston Lefranc dans *Au CLAIR de la lutte* n° 1, bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA, mars-avril 2009, ainsi que le texte sur « L'Europe et la crise capitaliste mondiale » de J. Chingo, notamment p. 7-8.

⁵ Il atteint 55,7 milliards d'euros en 2008 malgré la baisse du prix du pétrole, contre 40 milliards en 2007 et 4 milliards en 2004.

Il s'ensuit une baisse absolue du PIB: - 1,5% au 4e trimestre 2008 (la plus forte baisse depuis 1945), - 1,2% au premier trimestre 2009 et une prévision, sans doute trop «optimiste», de près de - 3% pour 2009. D'ores et déjà, on constate de premières vagues massives de suppressions d'emplois (- 147 000 pour le 2e semestre 2008, - 214 000 au premier trimestre 2009). Cela inclut des dizaines de milliers de licenciements (notamment chez les sous-traitants de l'automobile et de façon générale parmi les intérimaires des grandes entreprises) et de nombreuses fermetures d'entreprises. Selon les chiffres officiels du chômage, il y a 420 000 «demandeurs d'emploi» supplémentaires depuis novembre, le taux de chômage officiel est passé de 7 à plus de 8% en moins d'un an et devrait atteindre les 10% l'an prochain⁶.

En quelques mois, la crise a donc ébranlé l'économie en France, venant s'ajouter aux difficultés structurelles de sa compétitivité depuis des années, dues notamment à la persistance d'acquis sociaux importants malgré leur démantèlement progressif⁷. Mais les pires effets restent à venir. Les dispositifs étatiques pour contenir la crise seront d'une efficacité limitée et temporaire. Les investissements vont continuer à baisser faute de crédit. Les grands groupes capitalistes vont perdre des parts de marché dans l'investissement direct à l'étranger comme dans le secteur des biens exportés. Les licenciements et les fermetures d'entreprises vont se multiplier à un rythme croissant, avec une aggravation de la situation pour les travailleurs en contrats à durée indéterminée lorsque les postes d'intérimaires auront fini de disparaître. La consommation des ménages elle-même ne résistera pas bien longtemps (on apprend par exemple que le nombre de gens ayant déjà décidé de ne pas partir en vacances cet été a augmenté

de 10%, concernant désormais presque la moitié d'entre eux !).

2. De façon générale, la crise a ouvert une nouvelle période dans la lutte de classe en France comme au niveau mondial, dont on n'observe que les prodromes. Même s'il n'est pas possible de prévoir les rythmes, qui dépendront aussi du facteur subjectif, cette période sera marquée par le retour des luttes proprement ouvrières, par une intensification générale et une radicalisation de la lutte des classes. Cela est d'autant plus prévisible en France que le gouvernement Sarkozy avait été élu au printemps 2007 pour amplifier et accélérer de façon décisive les réformes structurelles nécessaires au rétablissement de la compétitivité des entreprises, c'est-à-dire avant tout les attaques contre les travailleurs et leurs acquis; sa détermination et sa fermeté sont donc inhérentes au mandat que lui a confié la bourgeoisie avec l'onction du suffrage universel. Dès lors, toute faiblesse, tout attentisme face à la crise et notamment tout compromis substantiel avec les revendications des travailleurs provoqueraient une crise politique majeure. D'autant plus que la méthode bonapartiste de Sarkozy, consistant à s'appuyer sur le populisme (sens du spectacle, culte de l'effort et de l'activisme, idéologie sécuritaire, mesures xénophobes...), l'a conduit à concentrer sur sa propre personne toute la responsabilité de la politique gouvernementale, réduisant les soupapes de sécurité que constituent traditionnellement en France les changements de ministres.

Or la détermination et la fermeté du serviteur en chef de la bourgeoisie française ont trouvé d'emblée en face d'elle des secteurs combatifs qui, malgré la crise historique du mouvement ouvrier et de la conscience de classe, ont su résister et acquis une certaine expérience depuis le grand mouvement de novembre-décembre

1995. En effet, la particularité de la France, comparée aux autres puissances impérialistes, est que la reprise de la lutte de classe dans ces secteurs (avant tout la jeunesse scolarisée et les travailleurs des services publics) est largement antérieure à la crise actuelle: les années sans combat ont cessé depuis novembre-décembre 1995 et, notamment depuis le retour de la droite au pouvoir en 2002, les résistances actives aux contre-réformes gouvernementales sont constantes, culminant dans de grands mouvements nationaux qui ont posé la question de la grève générale (printemps 2003, printemps 2006 et, dans une moindre mesure, automne 2007)⁸. C'est pour cette raison que Sarkozy n'a pas choisi d'écraser les secteurs combatifs «à la Thatcher», préférant s'appuyer sur la méthode plus pacifique d'une collaboration accrue — et éhontée — des principales directions syndicales. De fait, même s'il y a eu de nouvelles défaites revendicatives (cheminots et étudiants à l'automne 2007, enseignants et fonctionnaires au printemps 2008, grèves salariales du privé au premier semestre...), la résistance des travailleurs et des jeunes a permis, comme dans les années précédentes, de limiter les dégâts malgré l'aggravation de l'offensive. La capacité de combat des travailleurs et des jeunes est restée globalement intacte, comme le prouve la brièveté de l'accalmie sociale qui a marqué le second semestre 2008, contrecoup des défaites revendicatives.

C'est pourquoi la crise qui a commencé à frapper l'«économie réelle» à la fin de l'année a provoqué non seulement de l'inquiétude

⁶ Ce taux concerne les chômeurs à temps complet, sans compter les travailleurs en temps partiel imposé, ceux qui sont dispensés de recherche d'emploi et ceux qui sont rayés des listes, notamment pour avoir refusé des emplois sous-qualifiés.

⁷ Cf. la contribution générale sur la France pour la conférence internationale de la FTQI, juillet 2008, points I à III.

⁸ Cf. *ibid.*, point V.

et de la résignation, mais aussi de l'indignation et de la colère, ouvrant très vite un nouveau cycle de luttes. C'est ce qu'a prouvé le succès historique de la première «*journée d'action*» convoquée par les directions syndicales en guise de «*réponse*» à la crise: le 29 janvier, alors que la préparation par les syndicats avait été médiocre, 3 millions de travailleurs ont défilé dans les rues du pays pour dire leur refus de payer la crise; on a compté parmi eux, outre les secteurs combatifs habituels, un nombre relativement significatif de travailleurs du privé frappés par la crise; et les sondages ont montré qu'une grande majorité des personnes interrogées soutenait cette mobilisation générale. Dans les colonies de l'impérialisme français, en Guadeloupe et en Martinique, une puissante grève générale a bouleversé la situation: sans doute la première riposte à la crise d'importance internationale, elle a reçu le soutien de 78% des Français selon les sondages et imposé pour la première fois au gouvernement de Sarkozy des reculs partiels, interprétés sur place et en France même comme une victoire de la grève générale (quoique la dynamique de celle-ci aurait permis en fait d'aller beaucoup plus loin, si la direction du LKP n'avait pas été réformiste)⁹. Malgré l'isolement dans lequel les directions syndicales de France ont enfermé cette lutte exemplaire, refusant d'organiser ne serait-ce que des manifestations de solidarité, bien des travailleurs ont compris que la grève générale n'était pas une abstraction, qu'elle pouvait être imposée concrètement avec une plate-forme de revendications précises, un front unique ouvrier et des méthodes de lutte déterminées (piquets de grève, manifestations de masse, blocages routiers...).

Parallèlement, même si la résignation se rencontre encore de façon générale dans le privé, de premiers signes d'une radicalisation des luttes sont apparus après

le 29 janvier: grève illimitée et auto-organisée pendant trois mois des enseignants-chercheurs, rejoints par l'avant-garde étudiante large, grève auto-organisée pendant deux mois et demi d'une partie des postiers du 92 (département de la région parisienne), grève de sept semaines d'une partie des travailleurs de l'électricité et du gaz, avec une forte participation des jeunes, grèves dans l'industrie — parfois partiellement victorieuses, comme chez Toyota à Onnaing ou chez PSA à Saint-Ouen), actions dures (séquestrations de patrons de Sony, de 3M et de Caterpillar, jet d'œufs sur le patron de Continental, forçage des grilles de la préfecture de l'Yonne par les ouvriers de Fulmen lors de la manifestation du 19 mars à Auxerre, saccage de la sous-préfecture de l'Oise par les travailleurs licenciés de l'usine Continental de Clairoux...). Ces actions sont encore très limitées, mais symptomatiques d'un début d'évolution qualitative de la situation, comme le prouve le soutien dont elles bénéficient parmi les travailleurs: selon un sondage publié le 7 avril, 45% des Français approuvent le recours à de telles méthodes violentes comme moyen de résister à un plan de licenciements. Cette évolution a suscité d'emblée la crainte de bourgeoisie, comme en témoigne l'article que *Le Monde* leur a consacré dans son édition du 1er avril qui, sous le titre «*La radicalisation des conflits sociaux se banalise*», explique que «*la violence générée par l'exaspération et le sentiment d'injustice des salariés face à la crise inquiète les experts*».

Au niveau interprofessionnel, la volonté de lutter s'est confirmée le 19 mars, avec le succès, encore plus important que le 29 janvier, de la seconde «*journée d'action*» nationale que les directions syndicales ont dû finir par appeler après que Sarkozy, malgré leurs suppliques, eut refusé de leur concéder plus que quelques miettes, très insuffisantes pour calmer la co-

lère des travailleurs. Il a fallu tout le poids des directions syndicales, qui ont refusé de prendre la moindre initiative avant la manifestation traditionnelle du 1er mai, pour fermer les perspectives de convergence des luttes, de radicalisation et de montée vers la grève générale. Mais le succès immédiat de leur stratégie, dû à la confiance dont elles bénéficient encore dans les secteurs traditionnellement combatifs, ne fait que préparer les conditions de luttes beaucoup plus dures, notamment dans l'industrie, où les travailleurs et notamment les plus jeunes sont à la fois les plus touchés par la crise et les moins contrôlés par les syndicats. En un mot, avec l'approfondissement de la crise, la bureaucratie ne pourra pas canaliser indéfiniment la volonté de résister et de combattre des travailleurs.

Dans cette situation, la responsabilité immédiate des révolutionnaires est de s'appuyer sur l'expérience de la grève générale antillaise, sur l'aspiration des travailleurs au «*tous ensemble*» et sur la prise de conscience par l'avant-garde large de l'impossibilité d'avancer par des «*journées d'action*» sans perspective tous les deux mois. Il ne s'agit pas seulement de parler de la grève générale, comme le font de façon abstraite LO et le NPA, qui en même temps couvrent de fait les directions syndicales en refusant de les combattre de façon systématique et de proposer aux travailleurs des initiatives concrètes pouvant imposer le front unique et la grève générale. Mais il faut partir de l'état d'esprit des travailleurs qui résistent et de leurs revendications, proposer une plate-forme unifiante et cohérente, qui combine les revendications de résistance immédiate (zéro licenciement, zéro fermeture d'entreprises, 300 euros d'augmentation pour tous, retrait des contre-réformes du gouverne-

⁹ Cf. les contributions de la Tendance CLAIRE du NPA sur la grève générale antillaise, <http://tendanceclaire.npa.free.fr>

ment...) avec des revendications proprement transitoires comme la répartition des heures de travail entre tous, l'échelle mobile des salaires et l'expropriation sans indemnité ni rachat, sous contrôle ouvrier, des groupes capitalistes qui jouent un rôle clé dans l'économie, ont engrangé des profits gigantesques et d'immenses subventions publiques et entendent maintenant faire payer la crise aux travailleurs (comme les banques, Total, les trusts de l'automobile, etc.). Et il s'agit d'avancer une stratégie pour la grève générale, qui combine l'auto-organisation (AG et comités d'action là où des luttes sont en cours ou à l'ordre du jour immédiat, comités de préparation politique de la grève générale partout ailleurs) avec le combat pour le front unique ouvrier (critique systématique de l'orientation des directions syndicales, exigence de l'unité sur la base des revendications et pour la grève générale, soutien à tous les appels et toutes les initiatives partielles faisant un pas réel en ce sens)¹⁰.

Dans ce cadre, le combat pour en finir avec le gouvernement Sarkozy ne peut pas encore être central dans notre agitation, mais nous devons nous tenir prêts à mettre en avant ce mot d'ordre dès que la situation le permettra. En effet, les travailleurs en lutte ont conscience du fait que leurs revendications convergent vers le refus global de la politique de Sarkozy, ce qui commence à donner un caractère politique aux luttes actuelles malgré leur point de départ économique. Mais Sarkozy, s'il a perdu beaucoup de son relatif crédit initial, garde une réelle popularité dans la bourgeoisie grande et petite et même chez certains travailleurs, comme le montre l'appel que certains d'entre eux lui adressent pour qu'il sauve leur usine (exemple des travailleurs de 3M séquestrant leur patron et demandant l'intervention de Sarkozy en leur faveur). De plus, même parmi les travailleurs les plus conscients,

faute d'une perspective politique alternative (discrédit du PS, hégémonie des directions syndicales dans le mouvement ouvrier, économisme, électoralisme et manque d'initiatives de l'extrême gauche...), la question de chasser Sarkozy n'est encore posée que de façon abstraite, voire ludique (autocollants reprenant une insulte de Sarkozy lui-même, «casse-toi pauv'con», distribués par le Parti de gauche, petit parti réformiste qui a rompu récemment avec le PS et s'est allié avec le PCF).

Quant à la question du gouvernement des travailleurs, elle ne peut pour le moment faire l'objet d'une agitation quotidienne, car la situation de la lutte de classe ne la pose pas encore, mais elle doit rester centrale dans notre propagande, comme le point de perspective de notre orientation générale.

II. La création du NPA et le lancement de la Tendance CLAIRE

1. Le lancement effectif du NPA a confirmé l'analyse faite dans la contribution de juillet, qu'il s'agisse de la dissolution pure et simple de la LCR, des textes ambigus, à tendance réformiste, adoptés par le congrès de fondation du NPA, de la méthode dépolitisante qui a présidé aux débats, des atteintes à la démocratie ouvrière (pas seulement contre les militants de la Tendance CLAIRE) ou de l'orientation ambiguë et oscillante défendue depuis le congrès. Le principal résultat est que, même si ses militants sont dans l'avant-garde des luttes, le NPA a bien du mal à devenir le parti des luttes qu'il dit vouloir être, au moment même où la situation objective offre une occasion en or de construire un véritable parti révolutionnaire. La grande confusion qui avait marqué le processus NPA n'a pas cessé avec la fondation du parti, où coexistent une myriade d'orientations différentes selon les comités, les secteurs, etc. Le dé-

calage entre la popularité d'Olivier Besancenot et l'attractivité limitée du NPA ne se réduit guère. Les travailleurs et jeunes qui viennent aux réunions sont nombreux à en repartir déçus faute de clarté et de perspectives. Sous la pression de la situation, la ligne du NPA est certes centrée formellement sur l'expression de «grève générale», mais concrètement rien n'est fait pour permettre aux travailleurs d'avancer dans cette voie, car la direction du NPA, comme celle d'ex-LCR, continue de refuser toute initiative nationale pour l'auto-organisation et tout affrontement avec les directions syndicales, privilégiant les recherches d'accords a minima, sur une base réformiste, avec les organisations de «toute la gauche», PS inclus. Enfin, au lieu de se consacrer avant tout à l'intervention politique dans les luttes, le NPA accorde une importance excessive à la préparation des élections européennes, où il espère réaliser un bon score grâce à la figure de Besancenot, propulsé dans les médias comme le principal opposant à Sarkozy, et malgré la très forte abstention prévisible; or, s'il faut bien évidemment participer activement à la campagne du NPA, il est clair que seule une campagne révolutionnaire, axée sur le programme des États-Unis socialistes d'Europe et sur le combat pour la grève générale en France (comme l'avait proposée les militants de la Tendance CLAIRE au congrès), lui permettrait de gagner des milliers de travailleurs et jeunes combattifs.

L'orientation anticapitaliste du NPA est donc ambiguë, tendant au réformisme. Cependant, cela ne suffit pas pour trancher immédiatement la question de la nature exacte de ce parti, car il n'exerce pas de responsabilités institutionnelles et il participe activement aux luttes, même s'il ne combat guère les bureaucrates et les réfor-

¹⁰ Cf. l'éditorial et les trois articles suivants dans *Au CLAIR de la lutte* n° 1.

mistes sur la base d'une orientation révolutionnaire. En ce sens, la confrontation entre une ligne réformiste et une ligne révolutionnaire est plus concrètement à l'ordre du jour aujourd'hui qu'au moment du congrès de fondation.

2. Cette situation encore indéci- se fonde la possibilité d'une évolution à gauche, sous l'effet de la situation, du NPA ou de certains de ses secteurs. Pour les gagner au programme trotskyste de principe, il faut proposer de façon systématique une orientation alternative cohérente à celle du NPA, mener une critique politique constante de celle-ci et faire une propagande ouverte pour l'ensemble de nos idées et de notre programme. C'est le sens de la fondation de la Tendance CLAIRE.

La possibilité de constituer un courant révolutionnaire pendant le processus constituant s'est heurtée à des mesures de répression de la part des dirigeants de l'ex-LCR (exclusion de trois militants de l'ex-Groupe CRI de leur comité d'initiative pour un NPA, remise en cause de fait du droit de tendance et même refus de publier dans les bulletins préparatoires des textes alternatifs à ceux de la direction, violation de la démocratie au moment de l'élection du CPN...), mais aussi au refus d'une intervention commune des groupes qui se réclament de la révolution et qui n'ont pas proposé de véritable politique alternative à celle de la direction de l'ex-LCR (secteurs de gauche de l'ex-LCR, Fraction L'Étincelle issue de Lutte ouvrière, Gauche révolutionnaire, Prométhée...).

Les militants de l'ex-Groupe CRI, de l'ex-LCR et d'autres du processus NPA qui ont lancé conjointement le projet de Tendance pour la révolution, le communisme et l'auto-organisation (devenue après le congrès la Tendance CLAIRE) ont quant à eux refusé de se soumettre aux mesures arbitraires de la direction (le CAN, comité d'animation provisoire, do-

miné politiquement par l'ex-LCR). Ils ont jugé les textes proposés sur pièces, ont soumis des amendements substantiels aux principes fondateurs et aux statuts et défendu des résolutions alternatives pour l'orientation générale et les élections européennes. En présentant ainsi une orientation politique cohérente, ce sont les seuls à avoir mené une véritable confrontation politique contre l'orientation centriste, parfois même réformiste, proposée par l'ex-CAN et l'ex-LCR. Malgré les dénis répétés de démocratie dont ils ont été victimes, notamment le refus de leur accorder, sur la base des résultats de nos textes alternatifs, les délégués au congrès auxquels ils avaient droit dans plusieurs AG électives préparatoires au congrès, puis des représentants à la direction du parti, ils ont fait reconnaître leur Tendance dans la plupart des AG électives et dans le congrès lui-même (où leurs textes ont recueilli entre 1,6 et 2,8% des voix malgré des conditions de discussion anti-démocratiques)¹¹. Aujourd'hui, grâce à leur participation active à la construction du NPA et à leur franchise dans la défense de leurs idées, les militants de la Tendance CLAIRE sont bien intégrés dans leurs comités respectifs.

Cependant, la Tendance CLAIRE se considère elle-même, dans sa forme actuelle, comme une tendance provisoire, qui se tient prête à tout rapprochement avec un groupe ou un secteur du NPA qui, sous la pression de la lutte de classe et face à l'orientation ambiguë et inconséquente de la direction, évoluerait sur la gauche. Il s'agit en effet de rassembler dans une grande Tendance révolutionnaire toutes celles et tous ceux pour qui le programme historique de la IVe Internationale reste valable et qui veulent que le NPA adopte une orientation anticapitaliste cohérente et conséquente, c'est-à-dire communiste et révolutionnaire.

Enfin, les sympathisants de la FTQI en France, qui participent ac-

tivement au NPA et à sa Tendance CLAIRE, se réjouissent tout particulièrement que celle-ci ait accepté d'ouvrir une discussion internationaliste approfondie avec la FTQI — qui n'exclut évidemment pas des discussions avec d'autres organisations trotskystes de principe au niveau international.

¹¹ Cf. son Bilan du congrès dans *Au CLAIR de la lutte* n° 1.

Considérations sur la crise capitaliste actuelle et la reconstruction de la IV Internationale

Emilio Albamonte¹



Au cours des dernières années la Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale (FT-QI) a développé une intervention grandissante dans la lutte de classes des pays où elle est présente. La FT-QI a également insisté sur la défense de la théorie marxiste face à différentes sortes de révisionnisme signifiant un recul complet par rapport au legs marxiste. Comme le soulignait Trotsky une époque de réaction idéologique impose comme tâche centrale des révolutionnaires la défense des conquêtes théoriques du marxisme et du mouvement ouvrier, issues des expériences révolutionnaires antérieures. Simultanément nous avons posé comme critère d'unification avec d'autres courants qui se revendiquent également marxistes révolutionnaires des bilans communs des principaux faits de la lutte des classes. Ces bilans étaient, selon nous, à concevoir non pas du point de

vue étroit des luttes économiques ou même politiques du prolétariat mais fondamentalement par rapport aux guerres ou aux soulèvements et journées révolutionnaires qui se sont développés, bien que d'une façon assez partielle, en différents endroits du globe ces dernières années.

Néanmoins, face à l'irruption d'une crise capitaliste de dimension historique que les analystes bourgeois eux-mêmes doivent comparer à la Grande Dépression des années 1930 nous nous devons en tant que marxistes révolutionnaires changer les paramètres et les hiérarchies de nos tâches. Nous devons poser de manière centrale les questions liées au programme, à la stratégie et à la tactique révolutionnaires en vue de la construction de partis révolutionnaires à échelle nationale ainsi que d'une internationale marxiste révolutionnaire. Nous en sommes d'autant plus convain-

cus que la crise engendrera d'énormes événements en terme de lutte de classes et des transformations conséquentes du point de vue de la subjectivité des travailleurs et des classes opprimées.

Comment nous préparons-nous pour la crise ?

La V^o Conférence Internationale de notre organisation s'est tenue en juillet dernier [2008]. Trois documents importants nous ont permis de centrer la discussion sur plusieurs points.

¹ E. Albamonte, "Apuntes sobre la crisis en curso y la reconstrucción de la IV Internacional", *Estrategia Internacional* n°25, Buenos Aires, décembre 2008-janvier 2009, p.105-118. Nous signalons également la traduction anglaise du même article, "Notes on the Capitalist Crisis Underway and the Rebuilding of the Fourth International", disponible en ligne sur www.ft-ci.org/spip.php?article1749?lang=en [NdT].

Nous avons abordé la question de la crise économique qui se développait lentement mais sûrement depuis près d'un an. Nous prévoyions en conséquence un approfondissement des tensions géopolitiques et une influence sub-séquente sur la lutte de classes.

Nous avons également discuté de la dynamique de la subjectivité de la classe ouvrière et de la crise du marxisme révolutionnaire au cours des dernières décennies.

Enfin, étant donné que notre courant est surtout présent en Amérique Latine, nous nous sommes attachés à analyser en détail la situation du continent latino-américain et notamment les processus politiques (gouvernements de type nationaliste ou de front populaire, etc.) qui constituent la réponse à des processus d'insubordination des masses dans plusieurs pays.

Dans le premier document² nous avons analysé comment la crise qui secouait la planète en commençant par les pays impérialistes les plus importants était le produit de l'incapacité de la bourgeoisie de soutenir un taux d'accumulation élevé à long terme. Même si l'offensive néolibérale a représenté une victoire importante contre la classe ouvrière en rétablissant tendanciellement le taux de profit après la fin du boom de l'Après-guerre cela n'a pas été suffisant pour que les capitalistes aient confiance dans leur propre système et réinvestissent leurs profits dans la production et la distribution de marchandises et de services. Nous avons analysé comment cela était d'autant plus évident que le capitalisme avait réussi à reconquérir de vastes zones de la planète qui depuis la Seconde Guerre mondiale ou même auparavant se trouvaient en dehors du circuit de valorisation du capital à l'image de l'ex-URSS, l'Europe de l'Est et la Chine. Bien que la restauration du capitalisme dans ces pays ait réussi à faire pression à la baisse sur le prix de la force de travail au

niveau international et à créer des niches rentables pour l'exploitation capitaliste au cours des deux dernières décennies cela n'a pas été suffisant pour relancer un processus d'accumulation capitaliste amplifié et durable. Les analystes superficiels prétendent voir dans la dérégulation des finances capitalistes et les bulles spéculatives comme la bulle immobilière la cause du désastre actuel. Une analyse marxiste sérieuse doit en revanche analyser comment, bien que cela puisse sembler paradoxal, c'est la capacité de la bourgeoisie impérialiste à sortir des crises successives depuis la fin du boom de l'après-guerre, et ce sans une importante liquidation de capitaux en surplus ou de conflit inter-impérialiste, qui a conduit à une suraccumulation persistante de capitaux et à la nécessité de développer une fabuleuse montagne de capital fictif afin de permettre au système de continuer à fonctionner. Cela s'est traduit par une accumulation de contradictions qui sont en train d'éclater sous nos yeux aujourd'hui.

Ce n'est qu'un des aspects centraux de la théorie marxiste qui est en train de se vérifier actuellement. Le capitalisme sénile dans sa phase impérialiste n'a pu retrouver une période de développement relativement forte (les «*trente glorieuses*» du boom de l'après-guerre) qu'après une monstrueuse liquidation d'infrastructures, de biens de capital, de marchandises de toute sorte et même de population «*excédante*» (les deux Guerres Mondiales et la Grande Dépression).

Si les capitalistes ont pu penser qu'en attaquant les travailleurs ou en liquidant leurs conquêtes historiques à l'image des ex-Etats ouvriers qui se trouvaient hors du circuit d'accumulation capitaliste ils trouveraient «*l'élixir de jeunesse*» la crise actuelle est là pour leur rappeler que la destruction massive de capitaux et, en dernière analyse, la guerre, est la «*loi*» de leur développement.

Dire que nous sommes dans une situation qui tend à la dépression n'est pas rien. En effet, la crise des années 1930 a conduit à la montée du fascisme en Allemagne, à la guerre civile espagnole et à d'autres phénomènes de grande ampleur qui ont culminé avec la «*victoire des alliés*» au cours de la Seconde Guerre mondiale et l'imposition de l'hégémonie américaine, cette hégémonie qui au cours des dernières décennies s'est affaiblie et que la crise actuelle remet en question.

Peu après la Conférence nous avons assisté à des phénomènes embryonnaires de fortes frictions interétatiques confirmant nos analyses. Il suffit de penser à la guerre russo-géorgienne d'août [2008] au cours de laquelle les alliés de Tbilissi, les Etats-Unis et les pays de l'UE, ont adopté des positions différentes, ou encore aux tensions entre l'Inde et le Pakistan qui se sont aggravées après les récents attentats terroristes de Bombay [de novembre 2008].

Les derniers mois ont été le théâtre de nombreux processus de luttes de la jeunesse, dans l'Etat Espagnol, en Italie et fondamentalement en Grèce. Dans ce dernier pays la mobilisation s'est transformée à la suite de l'assassinat d'Alexis Grigoropoulos en une révolte nationale de la jeunesse qu'a accompagnée une grève générale. Le soulèvement actuel des jeunes pourraient annoncer, comme en 1968, l'entrée en lutte des travailleurs.

Enfin, on doit également songer à deux événements largement symbolique mais d'une grande portée. Pour la première fois depuis les années 1930 aux Etats-Unis et en Allemagne deux usines ont été occupées, la première à Chicago et la seconde dans le Nord du pays. En renouant dans un certain

² «*Thèses sur la situation économique et les rapports inter-étatiques au niveau mondial*». Les textes complets de ces trois documents sont disponibles sur la page web de la FT-QI, www.ft-ci.org [NdT].

sens avec la méthode appliquée en Amérique latine au cours des dernières années tout ceci nous indique que les méthodes de lutte de la classe ouvrière seront revalorisées au cours de la prochaine période, et ceci alors que les effets de la crise commencent à peine à se faire sentir.

Le document «*Clase ouvrière, subjectivité et marxisme*» nous a permis de faire le point sur l'involution de la subjectivité ouvrière face à l'attaque permanente du capital ainsi qu'à la suite de la capitulation finale des bureaucraties stalinienne devant la pression double de l'impérialisme et le risque que les processus de révolution politique s'étant développés à l'Est se développent et triomphent.

La survie du capitalisme depuis les années 1980 et surtout depuis la restauration capitaliste au début des années 1990 a impliqué une nouvelle division mondiale du travail. Celle-ci a relativement affaibli les travailleurs industriels des pays centraux (transformés en économies largement tertiaisées) tout en déplaçant une partie importante de l'industrie vers le Sud-est asiatique (notamment en Chine), au Mexique, au Brésil et en Europe de l'Est. Par ailleurs la plupart des Etats semi-coloniaux demeurait essentiellement exportateurs de matières premières. Ce cadre, auquel il faut ajouter le surgissement de nouveaux pays relativement industrialisés comme la Chine et l'Inde, a représenté une nouvelle étape dans le développement inégal et combiné de l'économie mondiale.

Au cours des cinq dernières années, entre 2002 et 2007, les forts taux de croissance de l'économie mondiale ont débouché sur une baisse du chômage permettant l'émergence de nombreuses luttes économiques du monde du travail au niveau international. A travers ces luttes les travailleurs cherchaient à rattraper un peu de ce qu'ils avaient perdu pendant l'offensive néolibérale. Si le prolé-

tariat, dirigé par des bureaucraties sociale-démocrates, stalinienne ou nationalistes bourgeoises, avait perdu une grande partie de ses acquis d'après-guerre, il est parvenu au cours de cette période à rattraper un peu de ce qu'il avait perdu sur le terrain de la redistribution du revenu national, notamment pour ses secteurs les plus syndicalisés. Toutefois le salariat n'a pas réussi à dépasser la grande division entre travailleurs en CDD, CDI, précaires ou chômeurs, qui s'est transformée au cours des dernières années en une sorte de lieu commun fataliste pour le monde du travail.

Du point de vue de la lutte de classe internationale à partir du début des années 1990 le Proche et Moyen Orient a certainement continué à représenter la zone la plus conflictuelle au niveau mondial à commencer par la résistance du peuple palestinien face à l'oppression de l'Etat sioniste, la première Guerre du Golfe en 1991, etc. Dans les pays centraux, après une période de recomposition de la classe ouvrière à partir d'événements qui ont fait date comme le mouvement de l'hiver 1995 en France ou les «*guerres ouvrières*» en Corée du Sud en 1996-1997 on a assisté, à partir des manifestations de Seattle en 1999 à l'émergence du mouvement de la jeunesse anti-globalisation au sein duquel une aile gauche évoluait vers l'anticapitalisme. Avec l'invasion américaine de l'Irak en 2003 un fort mouvement anti-guerre s'est développé avec dans son sillage des manifestations massives mais parfaitement impuissantes face à la machine de guerre impérialiste. Ces différentes expressions de la lutte de classes n'ont pas réussi à renverser le rapport de force mais elles ont néanmoins constitué des expériences qui commencent à acquérir une signification nouvelle avec la crise actuelle. L'exemple grec de ce point de vue est assez paradigmatique.

La longue offensive politique et idéologique du capital a conduit

tendanciellement non seulement à ce que les partis sociaux-démocrates deviennent des partis bourgeois «*normaux*» et à ce que les anciens partis stalinien suivent le même chemin ou disparaissent. Cette offensive a également été le cadre d'une polarisation de ce qui restait du mouvement marxiste révolutionnaire issu du trotskysme. D'un côté il y a ceux qui ont renoncé à la stratégie de la dictature du prolétariat. La Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) en France est de ce point de vue l'exemple paradigmatique. Elle est en voie de dissolution en vue de la fondation d'un «*Nouveau Parti Anticapitaliste*» au sein duquel devraient se retrouver sans aucune délimitation de classe ni stratégie révolutionnaire précise des réformistes, des autonomes, des anarchistes, etc.. D'autres courant ont évolué beaucoup plus ouvertement vers la collaboration de classe pure et simple comme le Parti Socialisme et Liberté (PSOL) au Brésil. D'autres enfin à l'image du Socialist Workers Party (SWP) anglais revendiquent formellement la nécessité de construire des partis révolutionnaires mais leur stratégie reste centrée sur la formation de fronts de collaboration de classes avec des leaders réformistes comme George Galloway et des secteurs bourgeois de la communauté musulmane britannique. La coalition électorale RESPECT qu'impulsait le SWP a d'ailleurs éclaté l'année dernière laissant place à un «*débat* » où les accusations en tous genres étaient la règle. De l'autre côté existe une multitude de sectes au sens littéral du terme qui se contentent de marteler un programme mort-né sans avoir aucune influence réelle sur des secteurs du mouvement ouvrier et de la jeunesse.

Entre ces deux pôles il existe des organisations comme Lutte Ouvrière. Sans avoir eu fondamentalement pour tradition de se consacrer à un travail de construction international cette

dernière organisation a fini par adopter une politique encore plus opportuniste que celle de la LCR en formant des alliances au cours des dernières élections municipales française avec les partis de la «gauche plurielle» (PS, PCF, Verts) pour obtenir quelques sièges de conseillers municipaux.

Il existe en outre d'autres regroupements comme la LIT-QI (Ligue Internationale des Travailleurs, móréniste), dont le PSTU (Parti Socialiste des Travailleurs Unifié) du Brésil est le parti le plus important, ou encore la CRQI (Coordination pour la Refondation de la Quatrième Internationale), impulsé par le PO (Parti Ouvrier) d'Argentine. Le PSTU a gagné un certain poids syndical (à travers Conlutas, regroupant un secteur de la gauche syndicale brésilienne) mais maintient un accord électoral permanent avec le PSOL, et ce malgré l'orientation de collaboration de classes de ce dernier. Le PO pour sa part a été l'un des moteurs du mouvement «*piquetero*» en Argentine depuis l'an 2000.

Notre courant, la FT-QI, a bataillé pour récupérer le legs de la théorie et du programme du trotskysme, le seul marxisme révolutionnaire existant depuis la dégénérescence stalinienne de la III Internationale. La FT-QI a également participé à quelques luttes significatives et avancées de la classe ouvrière. Pour donner quelques exemples elle a joué un rôle dirigeant en Argentine dans le processus d'occupation d'usine en production ouvrière directe, notamment à Zanon et Brukman. Elle a participé à la lutte des mineurs de Huanuni en Bolivie ainsi qu'à la semi-insurrection de El Alto en 2003 et 2005, où nous avons postérieurement contribué au processus de la réorganisation syndicale. La FT-QI enfin a également participé aux conflits des ouvriers de Sidor et de Sanitarios Maracay au Venezuela.

Le marxisme du point de vue théorique a pratiquement disparu du mouvement ouvrier. Il s'est

maintenu dans le meilleur des cas dans certains milieux universitaires, se transformant en une sorte de marxisme académique, fortement soumis à tous les vents révisionnistes, «*spécialisé en économie*» ou en d'autres disciplines académiques. Cela a contribué à créer parmi les enseignants et la jeunesse universitaire une profonde aversion et hostilité à l'égard de la fusion du marxisme avec le mouvement ouvrier et la lutte pour la construction de partis révolutionnaires. La plus grande partie de ce marxisme académique a également apporté sa contribution à l'idéologie dominante. Il a fait du léninisme (et du trotskysme) le «*véritable ennemi*» en considérant le totalitarisme stalinien non pas comme la négation contre-révolutionnaire de ces derniers mais comme leur réalisation la plus complète.

Dans ce cadre nous nous devons de demander pourquoi les trois principales tendances qui revendiquent la nécessité de reconstruire ou de refonder la IV Internationale et qui prétendent élargir leur influence en contact avec la lutte de classes, à savoir la LIT-QI, la CRQI et la FT-QI, se trouvent essentiellement basées en Amérique Latine. Il existe pour comprendre ce phénomène des raisons historiques. Le trotskysme depuis un demi-siècle représente un courant politique de poids dans plusieurs pays d'Amérique Latine. D'autre part il faut également tenir compte du fait que l'Amérique du Sud a connu au début de la décennie actuelle une sorte de «répétition générale» de la crise mondiale que nous vivons aujourd'hui.

Cela nous conduit à considérer le troisième document discuté au cours de la V Conférence, «*Les traits fondamentaux de la situation latino-américaine*». Nous avons assisté au cours des dernières années à de grandes poussées des masses conduisant même à des journées révolutionnaires et à des tentatives de coups d'Etat contre-

révolutionnaires dans des pays du continent aussi différents que l'Argentine, l'Equateur, la Bolivie ou le Venezuela. Bien que ces processus aient été freinés et finalement déviés par le cycle de croissance de l'économie mondiale de 2002-2007, l'Amérique latine est la seule région du monde où l'on a vu au cours de ces processus des mineurs armés de bâtons de dynamite défilier aux côtés de la paysannerie pour renverser un gouvernement (Bolivie); des soulèvements du peuple pauvre pour faire face à un coup d'Etat contre-révolutionnaire ainsi que d'importantes expériences de contrôle ouvrier menées par les travailleurs en lutte contre la grève-sabotage impérialiste dans deux raffineries pétrolières (Venezuela); l'unité, bien que circonstancielle, entre chômeurs «*piqueteros*» et assemblées populaires de quartier dirigées par la classe moyenne paupérisée, avec pour toile de fond le phénomène d'usines occupées et mises en production sous contrôle des travailleurs (Argentine). Dans ce cadre, les théoriciens organiques de la bourgeoisie et les intellectuels de gauche se sont étendus à l'envi sur les nouveaux régimes et les gouvernements «*populistes*» de la région ayant vu le jour après ces processus.

En prenant l'ensemble de l'Amérique latine et non seulement le Sud du continent nous avons également assisté à un phénomène nouveau: le surgissement au Mexique de la Commune d'Oaxaca dirigée par l'APPO, l'Assemblée Populaire des Peuples d'Oaxaca. La Commune, en plus d'avoir donné corps à cet organisme de type pré-soviétique, a impliqué le contrôle pendant plusieurs semaines des moyens de communication de masse (radio et télévision) depuis lesquels étaient transmis jour et nuit les faits marquants de la lutte ainsi que des documentaires et des reportages sur l'histoire des mouvements révolutionnaires. Cet événement anticipe, au niveau

d'un Etat du Mexique, un des aspects de la physionomie nouvelle qu'auront très certainement les événements révolutionnaires du XXI^e siècle.

La force des processus latino-américains se trouve en ce qu'ils ont développé dans un laps de temps relativement court (2000-2007) des formes de lutte multiples et variées. Leur faiblesse a été que les secteurs les plus concentrés de la classe ouvrière n'ont pas joué un rôle prépondérant. En effet ce sont les alliés du prolétariat (paysans et classes moyennes urbaines) ou les couches les plus vulnérables de la classe ouvrière (les chômeurs) qui se sont placés à l'avant-garde. Le phénomène réduit mais hautement symbolique de Zanon où s'est forgée une véritable unité entre travailleurs de l'usine et les chômeurs de la région a représenté en revanche une pression considérable sur les secteurs du salariat de la province les plus organisés syndicalement. Il a également gagné la sympathie de larges secteurs de la population en parvenant même à déclencher une grève générale face à une des menaces d'expulsion des travailleurs de l'usine en avril 2003. Cela montre la potentialité que de semblables fronts uniques entre exploités auraient eu si la classe ouvrière avait été le moteur des processus dont nous avons parlé. En Argentine cependant les secteurs les plus concentrés du salariat ne sont pas intervenus. Dans un premier temps ce retrait s'explique par la pression du chômage et le frein des bureaucraties syndicales. Dans un second temps, une fois passé le pic de la catastrophe économique, les travailleurs se sont heurtés à un régime politique recomposé après la crise de 2001-2002 et les seules luttes qui se sont développées ont été fondamentalement économiques.

Le processus d'ensemble dans la région, avec ses forces et ses grandes faiblesses, mais égale-

ment l'instrumentalisation démagogique de la part de Chavez de mots d'ordre comme le «*socialisme du XXI^e siècle*» ou ses références à Marx ou à Trotsky ont permis que le marxisme, du point de vue théorique et politique, sorte quelque peu de l'enceinte académique et commence à prendre pied au sein de secteurs de l'avant-garde ouvrière et de la jeunesse. En ce sens, en 2008, notre courant a réussi à impulser un processus de débat large non seulement en Argentine mais aussi au Brésil, au Mexique et jusqu'en Bolivie, par-delà le cercle restreint des cénacles universitaires.

Quel programme et quelle stratégie défendent face à la crise ?

Le Programme de transition de Trotsky consiste en un ensemble de revendications programmatiques qui permet de tracer un pont entre la conscience arriérée du prolétariat et la nécessité de lutter de manière à ce que ce dernier ne soit pas désarticulé sous l'impact de la crise des années 1930 (au moment où le Programme était élaboré), une crise d'ailleurs qui n'est pas sans rappeler, sous certains aspects, la période que nous vivons actuellement.

Trotsky soulignait explicitement que l'ensemble des revendications doit mener à une seule conclusion: la prise du pouvoir par le prolétariat. Cela signifie que le programme n'est pas structuré en vue d'obtenir des réformes (structurelles ou conjoncturelles), à la différence ce que qu'affirment aujourd'hui les réformistes ou les centristes de tout poil. Le programme est lié à une stratégie claire de pouvoir ouvrier.

Dans les discussions sur le programme Trotsky lui-même insistait sur le fait que les sectaires considéreraient comme trop minimalistes des consignes comme l'expropriation des grands groupes capitalistes alors que les opportunistes, à l'inverse, les verraient

comme trop «*rouges*», incapables par conséquent d'empêcher les licenciements et d'imposer, par l'intervention ouvrière directe, la division du volume horaire total de travail (échelle mobile des heures de travail) au détriment des profits capitalistes.

Tant les sectaires que les opportunistes défendent des aspects partiels du programme pris indépendamment. Mais ni les sectaires ni les opportunistes ne font valoir que l'objectif d'ensemble est celui de développer la mobilisation et la conscience des travailleurs pour que ces derniers s'approchent eux-mêmes le plus possible de la seule conclusion stratégique correcte : se préparer pour vaincre.

Construire un parti révolutionnaire aujourd'hui implique ne pas se limiter à défendre une série de consignes fondamentalement correctes mais déhiérarchisées ou désarticulées les unes par rapport aux autres comme l'échelle mobile des heures de travail, la nationalisation du secteur bancaire et du commerce extérieur, la défense des salaires, etc.. Pour tenter de diriger un processus social dans un sens révolutionnaire la stratégie marxiste révolutionnaire pose trois questions fondamentales: d'une part la plus stricte indépendance de classe face à tout programme «*d'accord ou de consensus social*» ou politique se réalisant aux dépens des travailleurs, de l'autre le combat audacieux en faveur d'une politique d'auto-organisation démocratique des exploités et enfin la construction d'un parti révolutionnaire de travailleurs capable de conduire la lutte jusqu'à la victoire.

En premier lieu il est nécessaire de tout faire de manière à ce que les travailleurs ne tombent pas dans les pièges et les impasses auxquels les mèneront les directions collaborationnistes. Cela peut avoir lieu sous plusieurs formes. Certains n'hésiteront pas à appuyer des partis front-populistes, comme c'est le cas par exemple

du MAS d'Evo Morales. D'autres soutiennent des partis nationaliste-bourgeois, comme dans le cas du PSUV chaviste. Plus généralement les directions collaborationnistes cèdent au chantage patronal direct, consistant à poser par exemple la «*défense de l'emploi en échange d'une dévaluation monétaire ou d'un gel des salaires*».

Au cours des premières étapes de la crise que nous sommes en train de vivre le patronat et les gouvernements défendent l'idée de la nécessité d'arriver à des «*accords sociaux*» que les bureaucraties syndicales essaieront d'imposer à la classe ouvrière. Les propositions consistant à «*maintenir l'emploi en échange d'une baisse de salaire*», de «*défense de l'emploi des CDI en échange d'un non renouvellement des CDD*», «*de mise au chômage technique ou de réduction de l'horaire de travail et du salaire pour faire face à la crise*» seront les solutions proposées par ces messieurs et ce genre de propositions ira en se multipliant au cours des prochains mois. Ces mesures sont non seulement réactionnaires mais représentent de véritables escroqueries. Elles sont de surcroît incapables de freiner l'impact de la crise dans son ensemble. Si de telles propositions ne sont pas combattues consciemment par la classe ouvrière et les révolutionnaires elles mèneront à une usure et à un reflux du monde du travail mais serviront également de terreau au surgissement de gouvernements bonapartistes qui ne manqueront pas d'attaquer le droit à l'organisation pour les travailleurs et les libertés démocratiques en général.

C'est pour cela que les travailleurs doivent lutter avec pour perspective centrale le slogan selon lequel «*c'est aux capitalistes de payer les coûts de la crise*». Si ces derniers s'avouent impuissants pour faire face à la situation alors ils nous faudra répondre en reprenant Trotsky que «*s'ils sont incapables de subvenir aux besoins de leur esclaves salariés, alors il n'y a aucune autre*

solution que leur expropriation». Cette discussion sur le programme doit sembler excessivement radicale pour les camarades qui ne vivent pas une crise de ces dimensions depuis des années mais elle répond fondamentalement à la dynamique même de la lutte de classe et à la psychologie ouvrière dans une phase comme celle que nous vivons.

Deux années avant que ne commence la crise en tant que telle, les ouvriers de Zanon en Argentine n'avaient quasiment jamais fait grève. L'usine était remplie d'agents de maîtrise qui fliquaient ouvriers et employés et contrôlaient étroitement le processus de production. Lorsqu'il a commencé à apparaître clairement cependant que le patron n'entendait aucunement traiter et que la perspective la plus probable était le licenciement de la plupart de ouvriers ou tout simplement la fermeture de l'usine alors les travailleurs ont commencé à prendre conscience de la nécessité et de la possibilité d'une part d'empêcher une telle décision puis par la suite qu'il n'existait aucune autre alternative à l'occupation de l'usine et à sa mise en fonctionnement sous contrôle des travailleurs, en exigeant parallèlement l'expropriation et la nationalisation de l'usine sous gestion ouvrière directe.

Cette dynamique ouvrière n'en est pas restée-là. Pour renforcer leur poids social les travailleurs ont dû s'allier au principal mouvement de chômeurs de la région puis à l'ensemble des mouvements de chômeurs à qui les ouvriers ont offert des postes de travail au sein de l'usine occupée. Cela a fait naître un nouveau «*pouvoir ouvrier*» dans la province de Neuquén qui a eu une énorme influence et a permis de gagner à la cause de Zanon les travailleurs du public et les enseignants de la région, en dépit de la ligne politique bien distincte que défendaient leurs directions syndicales³.

Le SOECN⁴ a par la suite appelé les organisations ouvrières, étu-

diantes et de défense des droits de l'homme à mettre sur pied une Coordination qui a fonctionné pendant près d'un an. Après la victoire de Kirchner en 2003 suivie de la stabilisation de la situation par la bourgeoisie à la suite de la crise de 2001-2002 les courants syndicaux et politiques participant à la Coordination de l'Alto Valle se sont progressivement retirés, vidant la Coordination interprofessionnelle de son contenu. On peut néanmoins penser que si la crise avait persisté il est très probable que la politique du SOECN consistant à ce que la Coordination soit non pas un front unique d'organisations sociales et de leurs dirigeants mais une assemblée de délégués mandatés par leur base aurait pu voir réellement le jour. Cela aurait donné lieu à une sorte d'authentique conseil ouvrier dans la capitale de la province de Neuquén.

Cet exemple montre à échelle réduite le rapport indissociable entre la lutte pour l'indépendance de classe (en rupture avec toutes les «*alternatives*» ou «*solutions*» philo-patronales) et la manière dont s'exprime une politique visant à l'auto-organisation non seulement des travailleurs mais s'adressant fondamentalement à tous les exploités et opprimés. C'est par la combinaison de ces deux lignes stratégiques qu'il est possible pour les révolutionnaires de lutter pour éviter que la crise ait pour effet une décomposition du prolétariat et viser au contraire à son renforcement en tant que classe consciente.

Lorsque nous disions d'ailleurs que l'Amérique latine a connu une sorte de répétition générale de la crise actuelle, nous entendions également souligner, comme nous

³ La syndicalisation étant automatique en Argentine, la plupart des travailleurs du public et les enseignants sont organisés au sein d'ATEN et de CETERA, les deux fédérations liées à la CTA, une des deux confédérations syndicales argentines avec la CGT [NdT].

⁴ SOECN, Syndicat des Ouvriers et Employés de l'industrie Céramique de Neuquén, dont Zanon représente la principale section syndicale [NdT].

venons de le faire, que le Programme de transition, loin d'être une relique du passé, a démontré être l'outil le plus efficace pour que les travailleurs mobilisés soient capables d'affronter la crise.

Nous disions également que le troisième élément central d'une stratégie révolutionnaire est le parti. Trotsky avait pour habitude de souligner que le parti révolutionnaire joue pour le prolétariat le même rôle centralisateur d'expériences que ne l'étaient les universités à l'époque des mouvements révolutionnaires bourgeois. En ce sens, remarquait-il, bien que les forces politiques dirigeant les soviets en Russie en 1917 étaient infiniment plus puissantes que le Parti Bolchévique, sans la direction de ce dernier les soviets, hégémonisés par d'autres courants, auraient capitulé face à la bourgeoisie (et par conséquent face à l'Entente), liquidant ainsi toute perspective révolutionnaire.

Il n'existe aucun autre instrument ayant démontré plus d'efficacité au cours de l'histoire de la lutte des exploités qu'un parti révolutionnaire internationaliste, trempé dans les luttes les plus importantes de son propre prolétariat et qui, aux moments décisifs, ne cède, comme le dit Trotsky, ni à la terreur contre-révolutionnaire ni «aux chants de sirènes» du front populaire. Gramsci, pour sa part, soutient que l'importance d'un parti révolutionnaire n'est quantifiable qu'en fonction de ce que ce dernier apporte à sa propre classe, en faisant partie intégrante de ses luttes. En ce sens, alors que nous ne sommes qu'au début de la crise, il nous faut réactualiser non seulement le Programme de transition mais également apprendre de l'expérience de l'opposition de gauche et de la IV Internationale à ses débuts. Pour ce qui est du mouvement trotskyste de l'Après-guerre qui a connu dans son ensemble une déviation centriste, nous ne nions pas non plus

qu'il y ait énormément à apprendre de ses expériences les meilleures qui représentent autant d'éléments partiels de continuité avec le programme révolutionnaire, les trotskystes de l'après-guerre ayant contribué, par certains apports importants, au développement de la classe ouvrière au cours des soixante dernières années.

Cela nous mène donc à une question qui selon nous est centrale. Pourquoi lutter pour la reconstruction de la IV Internationale et de ses sections nationales ? Nous tirons cette conclusion du fait qu'il n'existe aucune autre organisation, «nouvelle» ou plus ancienne, qui défende une stratégie supérieure à celle des marxistes révolutionnaires. Avant de disparaître en tant que courant ouvrier à échelle internationale les anarchistes sont devenus ministres de la République espagnole (seule une poignée s'est opposée à cette perspective) et ont contribué à étouffer la Révolution. Les autonomes, une variante de l'anarchisme, ont fait montre dernièrement de leur impuissance politique complète au Mexique, sans parler de leur sectarisme total à l'égard du mouvement de lutte le plus avancé qu'ait connu le pays au cours des dernières années, la Commune d'Oaxaca. Pour ce qui est du stalinisme, tant considéré dans sa version maoïste que guérilléro-castriste, il a défendu comme stratégie le «socialisme dans un seul pays», interdisant toute tendance des masses à l'auto-organisation et persécutant de surcroît les trotskystes. Il a fini par céder à la pression de l'impérialisme comme en témoigne la brutale restauration capitaliste ayant lieu en Chine, la direction castriste cubaine allant dans le même sens aujourd'hui.

Il n'y a que le Parti Bolchévique qui a réussi à triompher en dirigeant les soviets. Pour le défaire le Thermidor soviétique a dû liquider physiquement la quasi-totalité de la direction qui avait participé à la révolution d'Octobre de manière à

faire disparaître le legs d'expériences révolutionnaires lié à 1917, non seulement en URSS mais à échelle mondiale. L'opposition de gauche fut ainsi brutalement balayée en URSS et persécutée et isolée dans le reste du monde. Aucun secteur oppositionnel du type de ceux surgis dès les années 1920 en URSS n'ont vu le jour par la suite en Chine, à Cuba ou au Vietnam. C'est en ce sens que nous affirmons que le trotskysme est l'héritier direct de plus d'un siècle et demi de théorie, d'expériences et de luttes du mouvement ouvrier.

Il est certes nécessaire de souligner combien la grande majorité des trotskystes de l'Après-guerre a capitulé cependant face aux différents appareils qui ont dirigé, à partir de la fin des années 1940, le mouvement ouvrier et populaire dans différentes régions du monde. A la différence de ce trotskysme-là il nous faut construire des partis capables de développer l'ensemble des tactiques propres au mouvement ouvrier (la «conduite des opérations isolées» selon Trotsky) en fonction de la stratégie de direction de l'insurrection armée du prolétariat et de ses alliés contre un bourgeoisie qui ne reculera devant rien pour les écraser après avoir eu recours à son ultime carte, le front populaire.

Pour reprendre les mots de Trotsky, nous soulignons que notre méthode est la révolution prolétarienne et que notre objectif est le pouvoir aux mains des travailleurs structuré autour de conseils ouvriers, paysans et populaires. Sans refondation de la IV Internationale basée sur cette méthode et cet objectif il ne peut y avoir qu'impuissance sectaire ou capitulation opportuniste.

Au sujet d'un aspect central de la tactique révolutionnaire

Le prolétariat, dans la phase actuelle, est organisé dans des syndicats (de branche, d'industrie, de

service, etc.) qui dans le meilleur des cas ne regroupent que 20 à 25% de l'ensemble du salariat. Même dans des pays comme la France, ayant une longue histoire de luttes sociales, le taux de syndicalisation ne dépasse pas bien souvent 10%.

Il faut ajouter à cela deux éléments. Au cours des trente dernières années d'offensive néolibérale on a assisté à l'émergence d'une sorte de «*sous-classe*» constituée de précaires ou de chômeurs de longue ou très longue durée qui ne disposent d'aucune sorte d'organisation. Dans certains pays faisant figure d'exception, comme par exemple dans le cas du mouvement «*piquetero*» en Argentine, des organisations de chômeurs ont surgi en dehors (et même contre) des syndicats qui avaient laissé les travailleurs sans emploi sur le bord de la route. D'un autre côté, du point de vue de la potentialité des syndicats en tant qu'instruments de lutte il faut souligner néanmoins que le mouvement ouvrier de nombreux pays dispose d'organisations qui sur les lieux de travail permettent de dépasser les divisions entre syndiqués et non-syndiqués, permettant ainsi aux travailleurs d'agir de manière unifiée dans leurs entreprises.

Un des axes fondamentaux pour les marxistes intervenant au sein du mouvement ouvrier consiste à reconnaître avant tout l'existence de ces organisations qui, en dépit de leurs limites énormes, sont les organismes les plus larges sur lesquels puisse compter le salariat en tant que classe internationale. Trotsky souligne d'ailleurs dans le Programme de transition qu'une organisation n'ayant pas de politique visant à intervenir au sein des syndicats ne peut être membre de la IV Internationale. Cet impératif est toujours d'actualité. Cependant cette politique doit se lier à un contenu de lutte réel, c'est-à-dire au combat pour le front unique ouvrier le plus large possible de manière à résister à l'offensive

capitaliste qui aujourd'hui se traduit par des centaines de milliers de licenciements.

La participation aux syndicats sur la base de cette ligne politique doit viser systématiquement à dépasser la logique routinière, le divisionnisme et la subordination politique et idéologiques à l'égard des Etats et des bureaucraties syndicales qui dirigent les confédérations. Cela veut dire intervenir au sein des syndicats sur la base d'une perspective révolutionnaire.

En des temps de crise comme ceux que nous traversons actuellement l'orientation des bureaucraties syndicales est plus criminelle que jamais. Non seulement elles se contentent le plus souvent d'essayer de limiter l'impact de la crise par le biais de la modération salariale ou de la perte d'acquis en échange d'une limitation des réductions d'effectifs. Elles ne défendent de surcroît généralement que leurs propres intérêts, se niant à unifier la classe au delà de ses divisions internes (CDI, CDD, précaires, chômeurs, etc.), et refusant bien entendu de poser la perspective d'un programme d'ensemble qui comprenne la défense des intérêts des classes subalternes des villes et des campagnes, capable de transformer la classe ouvrière en une véritable alternative face à la décadence de la bourgeoisie et de ses gouvernements.

Pendant toutes les poussées révolutionnaires du XX siècle, y compris au cours des processus révolutionnaires qui ont été défaits dans le sang comme en Argentine ou au Chili dans les années 1970, on a assisté au surgissement d'organismes de front unique offensifs qui dépassaient de loin l'organisation étroite et routinière des syndicats. Il suffit de penser aux soviets russes de 1917, aux conseils ouvriers dans l'Allemagne de 1918 ou en Hongrie en 1956, ou encore aux Cordons industriels chiliens, aux Coordinations inter-usines en Argentine ou à l'Assemblée Populaire bolivienne au

cours des années 1970. Partir des organisations syndicales existantes, tout en essayant, par le biais d'une politique de front unique, de faire naître les organismes les plus larges possibles organisant les travailleurs et les classes subalternes par ville, province, région ou même à niveau national, voilà une des principales leçons que l'on doit aux quatre premiers congrès de la III Internationale au sujet de l'articulation entre programme et tactique révolutionnaires.

Le syndicalisme routinier d'un côté et le syndicalisme «*rouge*» ou le conseillisme abstrait de l'autre sont deux dangers que tout courant révolutionnaire mûr se doit d'éviter. Il s'agit, nous le soulignons à nouveau, de partir des organisations existantes des travailleurs de manière à essayer de les dépasser par le biais d'une politique de front unique, afin de faire surgir des organismes à même non seulement de résoudre les nécessités immédiates de la classe mais également de préparer l'insurrection qui conduise au pouvoir ouvrier. Nous sommes intimement persuadés que si la crise se développe pendant plusieurs années, comme semblent l'indiquer toutes les tendances actuelles, alors des situations pré-révolutionnaires et révolutionnaires ne manqueront pas de surgir dans plusieurs pays et la question du lien entre tactique et stratégie révolutionnaires sera plus que jamais à l'ordre du jour.

Vers la reconstruction de la IV Internationale

Du point de vue des organisations qui revendiquent l'héritage marxiste révolutionnaire la «*répétition générale*» des premières années du XXI siècle en Amérique latine a permis l'existence, avec une certaine vitalité, de trois courants qui aspirent à être des tendances internationales et qui ont une certaine influence sur le mouvement réel. Néanmoins dans la mesure où le prolétariat n'a pas été l'ac-

teur principal de la décennie qui est en train de se clore cet élément a énormément fait pression sur certaines de ces tendances en terme d'adaptation opportuniste aux régimes politiques en place ou encore en laissant croire qu'il est possible de croître en «*gros-sissant*» de manière sectaire, sans fondamentalement aller au-delà du creuset originel (c'est le cas par exemple de la LIT-QI qui regroupe pour l'essentiel les «*morénistes*») ou en évitant de rendre possible des accords entre groupes qui sont en «*concurrence*» dans un même pays (c'est le cas du refus du PO et de la CRQI d'ouvrir un processus de discussion sérieux avec le PTS et la FT-QI).

Nous avons pour notre part pris au sérieux l'idée selon laquelle le processus s'étant ouvert au début du XXI siècle en Amérique latine ouvrirait des perspectives révolutionnaires. Notre groupe au Brésil, la LER-QI, a proposé l'ouverture d'une discussion sur le parti au PSTU brésilien alors qu'en Argentine le PTS a proposé au PO ainsi qu'à d'autres forces politiques de discuter des bases programmatiques et politiques d'un parti commun, en prenant pour référence la tactique «*d'unité des communistes*» que soutenait Trotsky en 1931 au début du processus révolutionnaire en Espagne. L'absence de réponse (en dépit d'entrevues avec des membres de la direction de ces partis et courants) fait que les faiblesses originelles (de longues périodes au cours desquelles nous avons vécu des situations non-révolutionnaires) et conjoncturelles (des poussées de masse de caractère non prolétarien) ont empêché que l'on puisse initier un processus d'unification qui dépasse les limites étroites de ce que Lénine appelait «*la vie des cénacles*» ou des tendances «*pures*» ou «*non concurrentes*».

Aucun de ces courants, le nôtre inclus, n'est exempt du risque de dégénérescence centriste ou réformiste. C'est en ce sens que la

discussion sur la tactique, la stratégie et le programme sont des impératifs centraux si l'on veut éviter le risque de l'impuissance sectaire ou de la dérive opportuniste.

Pendant des années nous avons centré notre activité en faveur de la reconstruction de la IV Internationale tournée vers les tendances trotskystes avec lesquelles nous avons le plus de convergences. Notre méthode de discussion s'enracinait dans la nécessité de tirer des leçons programmatiques et stratégiques des principaux événements de la lutte de classe, ce que les anglo-saxons appellent «*acid tests*» (restauration du capitalisme dans les anciens Etats ouvriers, les guerres des Balkans, les guerres du Golfe, etc.). Notre objectif consistait à rechercher une fusion sur la base d'un haut degré d'homogénéité théorique et politique dans la mesure où à l'époque la phase non révolutionnaire (ou même directement réactionnaire) impliquait que la principale tâche en vue de la reconstruction de la IV Internationale était fondamentalement liée à la propagande révolutionnaire.

Au cours des dernières années, sous-produit des convulsions qu'a connues l'Amérique latine, nous avons mené des initiatives plus concrètes d'unification en Argentine et au Brésil, centrées sur la nécessité de trouver des accords programmatiques et stratégiques afin d'affronter les situations nouvelles s'étant ouvertes. Cela impliquait cependant que nous n'étions pas convaincu (et cela ne nous convainc toujours pas à l'heure actuelle) de discuter d'éventuels rapprochements sur la base d'un accord autour de quatre ou vingt points généraux et abstraits (défense de la dictature du prolétariat, lutte contre le front-populisme, etc.), comme le défendent la LIT-QI et la CRQI.

Partie intégrante de notre combat pour la construction de partis ouvriers révolutionnaires à échelle nationale et internationale, nous avons consacré des efforts im-

portants non seulement à l'action sur le terrain de la lutte de classes et de la lutte politique en général mais également sur le front du débat idéologique, et ce face à toutes les «*modes*» théoriques qui entendent légitimer le système actuel d'exploitation et démontrer «*scientifiquement*» l'impossibilité de la révolution ouvrière, ou encore sa dégénérescence «*inexorable*» en totalitarisme stalinien. La lutte idéologique, comme le signalait déjà Lénine et avant lui Engels, est une arme essentielle afin que le marxisme soit un guide pour l'action permettant au programme d'être le plus efficace et puissant mais également pour former les dirigeants, les cadres et les militants conscients dont a besoin la classe ouvrière. C'est pour cela que la V Conférence de la FT-QI a réaffirmé l'importance de cet aspect de la lutte pour les révolutionnaires. L'accélération de la crise actuelle nous impose néanmoins aujourd'hui de mettre tout le bagage que nous avons accumulé au service d'une intervention politique courageuse.

La FT-QI en général et le PTS en particulier ont opéré ces dernières années un virage audacieux en direction de la classe ouvrière. Nous avons entamé ce virage «*contre le courant*» (populiste), contre les courants qui privilégiaient à l'époque l'intervention en direction d'autres secteurs des couches exploitées ou opprimées (paysans, organisations de quartier ou territoriales, chômeurs, etc.). Nous avons opéré ce virage en luttant également contre les courants les plus syndicalistes qui pensaient que nous vivions une longue étape d'accumulation «*pacifique*» de forces au sein du prolétariat. On ne peut que regretter que nous ayons conduit cette lutte de manière fortement isolée, notamment en ce qui concerne notre intervention et insertion au sein du prolétariat industriel.

La crise signifiera d'énormes dangers mais également de grandes opportunités pour les révolutionnaires. Les travailleurs, en ef-

fet, n'évolueront pas simplement en fonction des conflits, («*écoles de guerre*» selon Lénine), mais, comme nous le soulignons, ils seront également «*éduqués*» par les pénuries et les conséquences économiques et sociales liées à la crise. Plus que jamais en tant que révolutionnaires nous devons nous concentrer sur la classe ouvrière, sur ses luttes, de manière à faire partie de ses victoires et de ses défaites. C'est uniquement de cette fusion que pourra naître un véritable parti révolutionnaire.

Si ces dernières années nous nous avons proposé d'ouvrir des discussions concrètes à niveau national en direction d'autres organisations d'extrême gauche au sujet de la construction de partis révolutionnaires communs, il s'agit aujourd'hui de généraliser à échelle internationale cette méthode. Tout processus de fusion doit élaborer un programme transitionnel à échelle internationale, c'est-à-dire jeter les bases d'une compréhension commune des tâches permettant d'affronter la crise et d'éventuelles situations pré-révolutionnaires ou révolutionnaires à niveau national et d'intervenir dans les processus politiques qui pourraient en découler.

En Europe par exemple tant la LCR que le SWP font le pari de la construction d'une sorte de courant constitué de «*partis anticapitalistes*». Avoir une politique à l'égard de tels phénomènes est fondamental dans la mesure où de telles organisations peuvent tout à la fois constituer des obstacles centristes au développement révolutionnaire des secteurs les plus combattifs de la classe ouvrière et de la jeunesse mais également représenter une opportunité pour qu'au moins une partie de la génération militante actuelle évolue vers des positions principielles d'extrême gauche sous l'effet de la lutte de classe et de l'action des révolutionnaires.

Aussi, même si pour les raisons que nous avons exposées préalablement, il se peut qu'il existe

circonstancielle en Amérique latine une masse critique plus importante pour commencer la tâche de la reconstruction de la IV Internationale, la crise étant «*globale*» il ne s'agit pas tant de construire un courant révolutionnaire latino-américain mais un véritable regroupement international.

Nous pensons que cette méthode sera la plus efficace afin de rechercher une unification principale non seulement en direction des courants issus du trotskysme mais également en direction des différents secteurs ou organisations ouvrières ou de jeunesse qui adopteraient une orientation tendant vers des positions révolutionnaires face à la catastrophe qui nous menace tous et face aux énormes convulsions sociales et politiques auxquelles nous ne manquerons pas d'assister au cours des années à venir.

« Ce qui a eu lieu en Guadeloupe, ces dernières semaines, c'est un combat, sous la forme de grève générale, que tous les prolétaires dans le monde peuvent reprendre à leur compte ! »

Jean-Marie Nomertin



Nous publions dans cette section «Tribune libre» une interview de Jean-Marie Nomertin, ouvrier de la banane, secrétaire général de la Confédération Générale des Travailleurs de Guadeloupe (CGTG), porte-parole du Lyannaj Kont Pwofitasyon (LKP, Alliance Contre l'Exploitation outrancière), dirigeant de Combat Ouvrier (UCI). Réalisée le 13 mars, il revient sur la grève générale martiniquaise et guadeloupéenne.

Nous avons suivi pour notre part avec enthousiasme au cours de cet «hiver chaud» antillais la lutte des travailleuses, des travailleurs et des jeunes des colonies françaises de la Caraïbe qui ont fait trembler le patronat et le gouvernement. Comme nous le développons dans d'autres articles de cette revue nous sommes convaincus de l'énorme portée de la grève générale antillaise. Par ses caractéristiques et sa

structuration la grève dans la durée a signifié de fortes tendances à l'organisation et même à l'auto-organisation des travailleurs mais également des sauts qualitatifs en terme de conscience. C'est ce que nous avons d'ailleurs essayé d'analyser dans de nombreux articles parus dans diverses publications de la Fraction Trotskyiste-Quatrième Internationale et c'est ce qu'ont défendu nos camarades militant au sein de la Tendence CLAIRE du NPA en France.

Nous sommes néanmoins convaincus que par delà ce qui a été arraché au niveau salarial le mouvement antillais avait la possibilité d'aller beaucoup plus loin. Cela n'a pas été le cas tout d'abord en raison de l'isolement dans lequel la bureaucratie syndicale en métropole a maintenu la grève générale qui se développait dans les colonies des Antilles, et pour cause. L'exemple donné par

les travailleurs antillais représentait un cinglant démenti à la stratégie mise en œuvre depuis des mois par les directions syndicales en France. Nous pensons d'autre part, et nous avons sur ce point une divergence forte avec Jean-Marie Nomertin, que les directions des deux grèves antillaises, notamment dans le cas du LKP de la Guadeloupe où la situation était la plus avancée, n'ont pas permis le développement des tendances à l'auto-organisation des travailleurs ni la remise en question forte des structures de pouvoir et économiques coloniales existant aux Antilles, et ce notamment en raison du carcan économiste au sein duquel la direction du LKP a maintenu la grève générale guadeloupéenne. A titre illustratif nous publions à la suite de l'interview le second texte sur les Antilles présenté par les camarades de la Tendence CLAIRE au sein du NPA. Bien qu'ayant été

écrit début mars, juste après le moment le plus incandescent du conflit en Guadeloupe, alors que Sarkozy commençait à faire marche arrière, il permet de cerner ces différences que nous évoquons¹.

Par delà ces divergences nous saluons la lutte des travailleuses et des travailleurs qui en Guadeloupe et en Martinique ont montré le chemin et sont un exemple non seulement pour les salariés en France mais également pour les peuples et les travailleurs de toute la Caraïbe qui luttent pour leur libération.

«L'hiver chaud» antillais

Jean-Marie Nomertin

Quel a été le degré de participation des travailleurs et des jeunes guadeloupéens à la lutte ?

La grève générale a été lancée le 20 janvier 2009 et très rapidement tous les secteurs clés de l'économie ont été bloqués, avec mise sur pied de piquets de grève aux entrées des établissements. On peut affirmer que la participation des travailleurs à cette grève générale a été de plus de 80 %. Pour donner quelques exemples, les transports de passagers ne fonctionnaient plus, toute la grande distribution était fermée, comme toutes les zones industrielles et commerciales, les écoles, lycées et facultés, les banques, les Postes et Télécommunications, les assurances, etc.

Cependant il faut relever une particularité de cette grève générale. Bien que l'EDF (production d'électricité) et la Distribution d'eau étaient grévistes, la tactique de grève mise sur pied par le Lyanaj Kont pwofitasyon (LKP, Alliance Contre l'Exploitation en français) et particulièrement par les syn-

dicats qui en étaient membres, a conduit à ne jamais couper ni l'eau ni l'électricité de façon à ne pas pénaliser la population. De même si la grande distribution commerciale a été bloquée, le réseau de petits et moyens distributeurs a pu fonctionner dans l'alimentation. Là aussi de façon à éviter des problèmes supplémentaires qui auraient pesé sur la direction de la grève, le LKP. De même la distribution de carburant a été tout au long de la grève contrôlée par les grévistes qui serraient ou desserraient la distribution en fonction des besoins du mouvement.

C'est dire donc combien la participation des travailleurs à cette grève générale a été massive. Les jeunes qui représentent près de la moitié de la masse des chômeurs se sont ralliés massivement au mouvement. Selon les jours on a vu des manifestations de 10 000 à 40 000 personnes dans les rues des villes, ce qui est énorme compte tenu de la population globale de l'île qui est d'environ 450 000 habitants.

L'autre aspect de la participation des jeunes a été leur action décisive quand le LKP a décidé d'immobiliser complètement le pays en appelant la population à dresser des barrages sur tous les axes routiers. Alors on a vu les jeunes faire preuve d'une hardiesse et d'une combativité exemplaire face aux forces de répression qui tentaient de démanteler ces barrages. Il faut noter particulièrement, au fil des jours, le gonflement des manifestations par un déferlement de milliers de femmes qui rejoignaient le mouvement.

Ce mouvement, commencé comme une grève générale de salariés, s'est transformé au fil des jours en un immense mouvement populaire, drainant toutes les couches pauvres, les chômeurs, les retraités, les handicapés, tous les laissés-pour-compte de la société. Et on a vu apparaître non seulement des revendications classiques de salaires, 200 euros pour tous les bas salaires

(la majorité des salariés), mais aussi des revendications sur la baisse des prix, des revendications sur le respect de la dignité du peuple guadeloupéen, des revendications hostile à la minorité blanche, les «békés», constituée d'une poignée de descendants de planteurs esclavagistes qui possèdent l'essentiel des moyens économiques de la Guadeloupe et de la Martinique voisine.

Les manifestants ne se lassaient jamais de chanter que «la Guadeloupe leur appartient, qu'elle n'appartient pas aux profiteurs et qu'ils ne pourraient plus continuer à faire ce qu'ils veulent dans ce pays».

C'est la marque de la puissance de l'action de classe des travailleurs que d'avoir pu constituer l'ossature et l'avant-garde d'un grand mouvement social qui a réellement secoué la Guadeloupe et qui ensuite s'est étendu à la Martinique voisine.

Est-ce la première fois qu'un mouvement de telle envergure prend corps en Guadeloupe ?

Dans le passé nous avons connu d'importantes grèves générales et de puissants mouvements sociaux, par exemple en 1971 (grèves du sucre et de la canne, grèves du bâtiment, etc.), en 1985, pour protester contre une injustice de type colonial (affaire Faisan) où l'on a vu les manifestants occuper pendant une semaine la principale ville de Guadeloupe, en dressant des barrages à toutes les entrées de Pointe-à-Pitre.

On a connu aussi la grande grève des travailleurs des plantations de banane qui fut dirigée la CGTG, en 1998 (à laquelle je participais en tant que responsable du syndicat de la banane), une grève qui a permis aux travailleurs de la banane d'arracher un mois de salaire supplémentaire en fin d'année et le paiement des jours de grève.

Mais le mouvement de Janvier 2009 est le premier qui a réussi à faire remonter à la surface et déferler dans les rues toutes les couches

les plus pauvres de la population, signe évident d'une colère et d'une situation économique de plus en plus insupportables pour les masses laborieuses et pauvres.

Le pouvoir et la classe dirigeante possédante capitaliste semblait complètement isolée et ne trouvait pas grand monde pour les soutenir et justifier leurs actions. L'expérience ainsi vécue par les masses guadeloupéennes laissera des traces profondes car elles ont pris conscience de leurs propres capacités, elles ont pris conscience du fait que la grève en masse représente une puissance incomparable devant laquelle tous les obstacles s'effondrent.

En effet, après avoir obtenu l'accord de salaire augmentant de 200 euros les salaires situés de 1 SMIC (salaire minimum fixé par le gouvernement) à 1,4 SMIC, qui a été signé par une partie du patronat, notamment le petit et le moyen patronat noir, le grand patronat blanc a refusé de signer l'accord. Alors une vague de grèves, avec des manifestations, dites «grève marchante», s'est à nouveau répandue dans toutes ces entreprises qui refusaient de signer l'accord. Aujourd'hui, jour après jour, les grévistes obligent ce patronat à signer. Cela aussi, c'est l'effet durable de la grève générale.

D'aucuns ont souligné le caractère «nouveau» du mouvement guadeloupéen, alors qu'il nous semble que la «nouveau-té» tenait bien plus au caractère très classique de la lutte (grève reconductible, AG, piquets, etc.), auquel le patronat et la presse ne sont plus habitués. Est-ce le cas ?

Ce n'est pas que ce mouvement ait un caractère nouveau, c'est surtout qu'il renoue avec une tradition ouvrière et révolutionnaire qui consiste à opposer les forces de toute la classe exploitée, dans un mouvement d'ensemble, au patronat.

Ce qui a rendu plus facile un tel mouvement en Guadeloupe, c'est la conséquence de l'affaiblissement ou la quasi-disparition des anciennes bureaucraties syndicales ! Et notamment la bureaucratie stalinienne à la tête de la Confédération Générale des Travailleurs de Guadeloupe (CGTG), qui a été membre de la CGT française et qui a été comme celle-ci dirigée pendant des années par des militants staliniens du Parti Communiste français. Mais à partir des années 1970, une série de scissions au sein du Parti Communiste Guadeloupéen, sous la pression des sentiments autonomistes ou anti-colonialistes a provoqué leur affaiblissement. Un grand nombre de cégétistes, réagissant contre le manque de combativité de la direction syndicale, se sont regroupés dans des syndicats nationalistes qui ont abouti à la création de l'Union Générale des travailleurs Guadeloupéens (UGTG). Quelques années plus tard, après quelques années de difficultés, le reste de la CGTG a été reprise en main par une nouvelle direction, inspirée par les militants trotskystes de Combat Ouvrier (Union Communiste Internationaliste) dont je suis un des dirigeants. De fait le syndicat s'est redressé et aujourd'hui l'UGTG et la CGTG sont les deux principaux syndicats, très combatifs, ce qui permet aux travailleurs de s'exprimer librement dans leurs luttes face au patronat. Depuis plusieurs années, les travailleurs n'étant plus freinés par la moindre bureaucratie font preuve d'une véritable combativité dans des grèves partielles ou sectorielles.

Les deux syndicats avaient toujours souhaité mettre sur pied une plate-forme commune en vue de lancer une lutte de masse, sur l'ensemble des revendications face à l'ensemble du patronat. Le mot d'ordre était: «Ensemble nous lutterons, ensemble nous gagnerons».

Les syndicats ont saisi une opportunité lorsqu'ils ont perçu la montée d'un mécontentement qui s'exagérait sur le niveau des prix du car-

burant et c'est à partir de ce mécontentement-là qu'ils ont proposé à l'ensemble des organisations populaires, syndicats, organisations politiques, associations culturelles, associations de consommateurs, de locataires, etc., de se regrouper au sein d'une grande alliance contre l'exploitation, le LKP ! Cette alliance regroupe 48 organisations différentes.

Quel a été le degré de contrôle et de direction des travailleurs mobilisés sur leur propre lutte ?

Dès le début du mouvement les dirigeants de LKP ont recueilli un soutien et une confiance indiscutable. Et lors d'une négociation qui a mis face à face les représentants du LKP conduit par Elie Domota (UGTG) et moi-même, ceux de l'État français, des politiciens guadeloupéens et du patronat, la négociation a été diffusée en direct sur la télévision et à la radio, et toute la population a fait connaissance avec la direction de LKP et s'est reconnue dans les propos et les attitudes de Domota qui a dénoncé la «domination de classe et de race».

Dès lors le LKP a dirigé le mouvement sans jamais apparaître le moins du monde en rupture ou en retard sur les sentiments et la volonté de lutte des masses. Le LKP est resté jusqu'au bout la direction incontestée du mouvement. L'originalité de cette direction, faite d'un immense rassemblement d'organisations, sans faire disparaître leur personnalité, permettait que chacune d'entre elles rassemble ses propres partisans et leur rende compte de ce qui se passait. C'est ainsi que la CGTG tenait quotidiennement une réunion ouverte aux travailleurs pour faire le point sur la situation et proposer des orientations à défendre au sein du LKP.

Face au siège du LKP, au Palais de la Mutualité de Pointe-à-Pitre, se tenait quotidiennement une immense assemblée générale qui culminait le soir en un meeting fai-

sant le point de la situation. Cette direction prenait en charge les revendications et les besoins des masses, organisait leur lutte, s'attachait à ne pas décevoir. Mais à tout moment c'est elle qui détenait les commandes, n'ayant jamais été contestée ; dès lors le problème d'une direction alternative ne s'est pas posé.

À aucun moment on n'a vu apparaître de délégués, de représentants propres des travailleurs en lutte, associés à la direction de cette lutte. Ce fut d'ailleurs une des faiblesses du mouvement car nul ne sait ce qui aurait été possible si une telle direction de lutte avait pris naissance fécondant et multipliant les initiatives des masses !

Cependant, à d'autres niveaux, les travailleurs tenaient en main certains aspects de la lutte, au niveau des piquets de grève, au niveau des barrages de routes quand ils ont été déclenchés.

On peut donc dire que la direction LKP s'est placée sous le regard et sous la pression des masses en lutte, qu'elle a intégré à tout moment les aspirations et les désirs des masses, mais que celles-ci à aucun moment n'ont cherché à imposer leurs propres représentants issus de leurs rangs. La direction LKP reflétait le niveau atteint par la lutte et jamais elle n'a été débordée, ou mise en défaut, ou remise en question.

Mais on a pu constater que bien des initiatives qui étaient souhaitables n'ont pu être menées à bien en raison de l'étroitesse de la direction du LKP, au sens de faiblesse objective du nombre de personnes y participant. En particulier, il aurait été possible dans divers domaines de passer à une attitude plus offensive, plus créatrice, pratiquement en instituant une forme d'initiative populaire, proche d'une forme de «pouvoir» populaire, indépendante du pouvoir officiel et le contestant. Ça a été possible concernant l'administration des besoins de la population en matière d'alimentation, d'approvisionnement en carburant, en matière

d'éducation des élèves, de relations avec la production paysanne, etc. Mais pour que tout ça se fasse largement et dans tous les domaines, il aurait fallu le surgissement à grande échelle de représentants élus de la masse en mouvement.

Justement l'intérêt et la grande richesse d'une telle grève générale, c'est de permettre aujourd'hui de comprendre concrètement comment se posent de tels problèmes de direction, d'organisation des masses dans une lutte d'ensemble. C'est une sorte de préparation, de «répétition générale», avant la prochaine confrontation ! C'est dire donc que la prochaine lutte partira de ce tremplin de la grève de Janvier/Février 2009 pour atteindre un niveau supérieur, posant alors sans doute d'autres problèmes au pouvoir en place, notamment celui de sa propre légitimité !

Alors qu'il semblait que pendant près de sept semaines, notamment au moment le plus haut du conflit, à la mi-février, face à face ne se trouvaient plus que les travailleurs avec le LKP d'un côté, et le patronat avec les «mamblos» de l'autre, le LKP n'aurait-il pas pu commencer à remettre en question les structures d'un pouvoir néo-colonial (qui perpétue exploitation et oppression, et ce en dépit des changements advenus après 1946), un pouvoir politique bourgeois qui semblait avoir virtuellement disparu sous l'impact du conflit ?

Ça s'est fait en permanence par les organisations politiques et syndicales de Guadeloupe... La lutte pouvait-elle aller au delà des objectifs qu'elle s'était fixés avec le programme de revendications de LKP ? La réponse est dans la marche même des événements ! Ce n'est pas aux dirigeants du LKP qu'il incombait d'aller plus loin ou pas, c'est la masse en mouvement elle-même qui a fixé et fixe encore les objectifs qu'elle veut atteindre.

Ce n'est pas une affaire mécanique qui se fixe du jour au lendemain

de «remettre en question les structures»... De fait, la lutte elle-même a ébranlé les certitudes, la confiance des classes possédantes; elles ont vu naître et se développer une force qui ne va pas rentrer dans le rang ! Aujourd'hui c'est sans doute le début d'une lutte qui va se prolonger pendant des mois, voire des années, où les forces laborieuses ont marqué des points et ont acquis des positions morales et organisationnelles fortes. C'est sur elles que les luttes futures vont s'appuyer, non pas pour «remettre en question les structures d'un pouvoir néo-colonial», mais pour contester ce pouvoir lui-même, celui des exploiters, des gros possédants. Et viser à l'expropriation pure et simple des grands moyens de productions, terres, entreprises et banques aux mains de ces gens-là !

Mais cela c'est le combat à venir !

La lutte guadeloupéenne et plus largement antillaise tient-elle à une spécificité locale, ou les leçons qu'on peut en tirer peuvent-elles être reprises par les secteurs les plus avancés du salariat et de la jeunesse qui entendent aujourd'hui que la crise soit payée par les patrons, et pas par le salariat et les classes populaires ?

Non ! La lutte menée par les travailleur de Guadeloupe peut être parfaitement reprise ailleurs !

Dans tous ses aspects, ça a été un combat des prolétaires, des salariés, des forces populaires, laborieuses vives de la Guadeloupe contre des exploiters capitalistes, à commencer par ceux qui sont habillés de leurs oripeaux d'héritiers d'esclavagistes ! C'est un combat, sous sa forme de grève générale que tous les prolétaires dans le monde peuvent reprendre à leur compte !

¹ On peut également consulter sur le site de la FT-QI, C. Tappeste, « Primeras lecciones después de más de un mes de huelga general », (<http://www.ft-ci.org/spip.php?article1714>).

Grève aux Antilles

*Contribution de la Tendance
CLAIRE du NPA*



Après six semaines de grève générale en Guadeloupe et quatre en Martinique les travailleurs et les peuples des Antilles nous montrent la voie à suivre: celle de la grève générale, préparée et appelée par un front d'organisations syndicales et politiques sur la base d'une plate-forme revendicative, construite par des piquets de grève solides et des manifestations de masse.

Le Medef ne veut toujours rien céder, mais Sarkozy essaie de mettre fin à la grève générale par quelques concessions, car il n'a pas réussi à la briser et il craint son extension aux autres colonies et en France même. Mais la grève générale se poursuit !

C'est le moment de se battre pour la grève générale en France ! Les travailleurs d'ici soutiennent les grèves générales antillaises, car leurs revendications convergent et leurs principaux ennemis sont les mêmes : le Medef et Sarkozy !

Comme en Guadeloupe et en Martinique, les directions du mouvement ouvrier en France doivent établir une plate-forme revendicative unifiante, préparer et appeler dans les plus brefs délais à la grève générale, seule solution pour que soient satisfaites les revendications d'ici et des colonies, tout en empêchant la répression.

En Guadeloupe et en Martinique, il appartient aux grévistes eux-mêmes de décider des suites de la grève. Mais l'attitude du Medef et du gouvernement prouve que la véritable satisfaction de leurs revendications est impossible sans radicalisation de la lutte : la responsabilité du LKP en Guadeloupe et du Collectif du 5 février en Martinique est d'appeler les travailleurs à occuper les entreprises, à prendre eux-mêmes le contrôle de la production et à constituer partout des comités de grève élisant des délé-

gués mandatés et révocables pour un comité central de grève !

Alors que l'état français colonialiste est discrédité, le LKP et le Collectif du 5 février ont la confiance des masses: ils sont légitimes pour se porter candidats au pouvoir, pour constituer des gouvernements au service des travailleurs, appuyés sur la mobilisation, expropriant sans indemnités ni rachat les grandes entreprises et assurant le droit à l'auto-détermination !

La grève générale de six semaines en Guadeloupe et de quatre semaines en Martinique est une leçon pour tous les travailleurs.

Elle repose sur la combativité des travailleurs sous la direction du LKP et du Collectif du 5 février, fronts d'organisations syndicales, politiques et culturelles. La grève générale s'est développée et maintenue grâce à des piquets de grève nombreux et

bien organisés, permettant la paralysie totale de l'activité, des marches de grévistes allant convaincre les autres travailleurs et de nombreuses manifestations massives¹.

Le gouvernement et le patronat, l'UMP et le PS, s'efforcent par tous les moyens d'en finir avec la grève générale

Après avoir tenté de priviligier l'arme de la répression contre les travailleurs guadeloupéens les 16 et 17 février, l'État colonial français a dû reculer temporairement face au renforcement de la grève générale, à la multiplication des barages routiers, à la riposte armée des jeunes, qui menaçait de faire exploser la situation, et à la mort d'un syndicaliste tué par balles dans des conditions encore obscures, dont le gouvernement français porte la responsabilité.

Sarkozy est intervenu en personne le 18 au soir pour annoncer la reprise des négociations avec le LKP. Si cela a permis de désamorcer provisoirement le risque d'une explosion généralisée, ce n'est en aucun cas une solution: aujourd'hui encore, le MEDEF refuse toujours de céder quoi que ce soit, tandis que le gouvernement, s'appuyant sur une partie du petit et du moyen patronat, essaie de mettre fin à la grève générale tout en préservant les intérêts des capitalistes. Certes, la proposition d'accord est d'augmenter les salaires de 200 euros pour ceux compris entre 1 et 1,4 fois le SMIC (soit 45 0000 — la majorité — des salariés), de 6% pour les salaires compris entre 1,4 et 1,6 fois le SMIC et de 3% pour les salaires supérieurs). Mais, pendant trois ans, les patrons ne paieront qu'une part mineure de ces augmentations (50 euros par salarié): les collectivités territoriales financeront 50 euros supplémentaires par des cadeaux fiscaux aux patrons et l'État prendra en charge les 100 euros restants

par des exonérations de «charges», donc sur le dos de la Sécurité sociale. L'accord en cours en Martinique a un contenu analogue. De plus, en Guadeloupe, le projet d'accord n'est signé que par une minorité de patrons, employant environ 17 000 salariés sur 85 000, car le MEDEF et la CGPME le refusent ! Le LKP a donné son accord de principe, mais les négociations avec le préfet et les patrons se poursuivent: c'est pourquoi il appelle à la poursuite de la grève générale, en exigeant l'extension de l'accord aux autres salariés et en annonçant sa volonté d'aller d'entreprise en entreprise pour imposer aux patrons de signer. En Martinique, le Collectif du 5 février se divise entre ceux qui veulent signer tout de suite et ceux qui veulent continuer la grève générale ou en tout cas consulter les grévistes...

Le MEDEF reste ferme car il sait qu'une vraie victoire des travailleurs antillais ouvrirait la voie à une radicalisation de la mobilisation dans les autres colonies et en France même. Le gouvernement, quant à lui, essaie de briser la grève générale en divisant les grévistes et essaie de donner du grain à moudre au LKP pour qu'il appelle à la reprise du travail des salariés couverts par l'accord, puis secteur par secteur. Le gouvernement espère ainsi préparer l'«opinion publique» à accepter la répression contre les militants du LKP qui veulent aller d'entreprise en entreprise chercher la signature des patrons: le préfet a annoncé le déploiement de gendarmes mobiles pour les empêcher d'entrer dans les entreprises, ce qui annonce des affrontements violents. Cette fermeté du patronat et du gouvernement est fondée sur leur analyse lucide de la situation en France. En effet, les travailleurs se sont puissamment mobilisés le 29 janvier, la grève reconductible des enseignants-chercheurs dure depuis le 2 février et est rejointe par un nombre croissant d'étudiants qui commencent à bloquer les universités, la mobilisation des hospitaliers contre la loi Bachelot promet d'être

puissante le 5 mars et la colère des travailleurs monte dans tout le pays, comme en témoignent, selon les sondages eux-mêmes, les 78% de la population de France qui soutiennent la grève antillaise — et même 90% des sympathisants de gauche. En un mot, une véritable défaite du patronat et du gouvernement en Guadeloupe et en Martinique ferait surgir très concrètement le spectre d'une grève générale qui toucherait au cœur le capitalisme français et aurait dès lors, au moment où le monde s'enfonce dans une crise de plus en plus violente, d'énormes conséquences internationales. Mais, s'ils ne trouvent aucun accord avec le LKP et le Collectif du 5 février, ils prennent le risque d'un durcissement de la grève générale, car les travailleurs ne peuvent pas accepter d'avoir fait quatre à six semaines de grève générale pour rien. Or, plus la grève dure, plus le risque de contagion à la France est grand, malgré la politique délibérée des directions syndicales pour laisser nos frères des Antilles isolés en repoussant la prochaine journée d'action au 19 mars et en ne lui donnant aucune perspective.

C'est cette situation extrêmement dangereuse pour la bourgeoisie française qui explique la fébrilité et les divisions mêmes du patronat et du gouvernement, mais aussi l'intervention d'une Ségolène Royal exigeant (de façon si peu habituelle !) que le patronat guadeloupéen octroie les 200 euros d'augmentation pour les salaires les plus bas (le président du MEDEF guadeloupéen a failli s'en étrangler de rage, lui demandant de «se casser»). Le PS, en effet, dirige la «région» Guadeloupe et a donc bien conscience que la poursuite de la grève générale risquerait de mettre en cause son propre pouvoir, identifié à juste titre par les travailleurs et le peuple comme une simple variante «de gauche» de la politique coloniale mise en œuvre depuis toujours par l'État français². De plus, le PS représente ce secteur de la bourgeoisie qui, pour éviter la

grève générale en France et sauver le capitalisme, demande à Sarkozy d'appliquer son prétendu «plan de relance» en faisant un peu plus de concessions aux travailleurs et un peu moins aux banques. Son soutien aux revendications salariales des travailleurs les plus pauvres ne relève donc que d'une divergence tactique avec Sarkozy.

La résistance du patronat et de l'Etat colonial à six semaines de grève générale montrent que les travailleurs ne peuvent remporter une véritable victoire qu'en radicalisant la grève et en commençant à poser la question du pouvoir

L'intervention du PS montre donc bien, à sa façon, que c'est bien la question du pouvoir qui commence à se poser en Guadeloupe et en Martinique. En effet, le mépris dont a fait preuve Sarkozy depuis le début de la grève générale, son refus de satisfaire les revendications et le début de la répression policière ont achevé de discréditer l'État français. La légitimité de l'État colonial, ouvertement au service des patrons et des «békés», est déjà contestée depuis longtemps par une partie importante des travailleurs et du peuple, comme le prouve depuis des années le succès de l'UGTG, syndicat indépendantiste, et des organisations autonomistes; mais il était parvenu à entretenir jusqu'à présent l'illusion d'un lien entre sa présence et les acquis sociaux dont bénéficient les travailleurs des colonies — alors que ces acquis ont en réalité été imposés à la bourgeoisie et à son État par la lutte de classe en France et dans les colonies, notamment de l'après-Deuxième Guerre mondiale — les travailleurs des colonies y ayant

sans doute perdu le plus de sang. **Or, en démantelant les acquis sociaux depuis des années, en laissant se développer un chômage et une misère considérables dans les colonies, en refusant aujourd'hui de satisfaire des revendications élémentaires, l'État français achève de se discréditer totalement et de déchirer le voile «républicain» qui masquait sa tutelle coloniale.**

De plus, si les dirigeants réformistes du LKP et du Collectif du 5 février ont conçu la grève générale comme une grève essentiellement économique, centrée avant tout sur les revendications immédiates, la profondeur, la durée et la dynamique de la grève tendent à déborder ce cadre trop étroit. En particulier, les grévistes sont obligés, pour limiter les privations des masses et ne pas perdre leur soutien, de décider au cas par cas la production et la distribution de certains biens et services, notamment de l'essence, du gaz, de l'électricité... **C'est donc la logique de la production et de la distribution contrôlées par les travailleurs eux-mêmes qui est en train de se faire jour spontanément. De même, les marches grévistes et les piquets de grève organisés d'une main de fer par les dirigeants et cadres du LKP et du Collectif du 5 février incluent par eux-mêmes une logique d'auto-organisation,** même si les dirigeants font tout pour éviter le débordement du cadre qu'ils ont fixé.

En effet, les principaux dirigeants du LKP et du Collectif du 5 février sont combatifs, mais non moins réformistes³. C'est pourquoi ils cherchent une «sortie de crise» a minima. Les travailleurs et le peuple de Guadeloupe et de Martinique accepteront-ils de mettre fin à une puissante grève générale de quatre à six semaines pour un résultat aussi maigre? C'est à eux de le décider, mais rien n'est moins sûr, comme l'ont montré les 17-18/02 les premiers débordements par les jeunes et certains grévistes

² Cf. le portrait au vitriol de Victorien Lurel, membre du secrétariat national du PS, président de la «région» Guadeloupe, valet du patronat et de l'État colonial, dressé par P. E. Rouyard dans un article publié sur le site de l'UGTG, sous le titre «De quoi Lurel est-il le nom?», cf. http://ugtg.org/article_758.html

³ Le soutien à une lutte et même à ses dirigeants quand ils ont victimes du mépris ou de la répression des patrons et du gouvernement ne doit nullement empêcher la critique de leur orientation. En l'occurrence, la plate-forme revendicative du LKP, qui regroupe presque tous les syndicats, des partis politiques réformistes (comme le PCG) et d'extrême gauche (notamment Combat ouvrier, lié à LO), mais aussi bourgeois (comme Les Verts), ainsi que des associations culturelles, contient une longue liste de revendications élémentaires très justes, notamment sur les salaires, l'embauche des contractuels, les transports, les conditions de vie, le droit à la formation, le droit syndical, la défense des identités culturelles, etc., mais aussi un grand nombre de revendications très contestables, car typiquement réformistes, qui constituent une impasse dramatique pour les travailleurs et le peuple guadeloupéens. Par exemple, le LKP justifie ainsi la revendication de hausse des salaires non par les besoins vitaux des salariés, mais par une prétendue nécessité de relancer «la demande». Il se prononce pour la «participation des représentants des salariés dans les instances dirigeantes de l'entreprise avec voix délibératives», c'est-à-dire pour l'association des syndicats à la mise en œuvre des stratégies patronales. Il ne se prononce pas pour l'interdiction ou même pour empêcher les licenciements et les fermetures d'usines, mais pour un «plan social» en cas de licenciements, avec «reclassement et formation obligatoire». Il ne se prononce pas contre les aides publiques aux entreprises privées, mais seulement pour leur «remboursement (...) en cas de licenciement économique». Il ne se prononce pas contre le travail du dimanche ou même seulement contre son extension, mais pour l'«obligation d'un Accord de Branche ou d'Entreprise avant toute autorisation de travail le dimanche». Alors que la lutte contre les «masters d'enseignement» se développe en France, le LKP demande un «moratoire de 4 ans en ce qui concerne la réforme du recrutement des enseignants, le temps de permettre la mise en place par l'U.A.G. [Université des Antilles-Guyane] des masters de professionnalisation et les sorties des premières promotions». Il se prononce unilatéralement pour l'«exonération de la taxe foncière au profit des exploitants agricoles sur l'ensemble du territoire», sans distinguer entre les gros et les petits paysans. Il ne se prononce pas pour l'expropriation sans indemnités ni rachat des grandes entreprises, mais ne revendique presque rien au sujet de celles-ci et se prononce pour le «rachat par les Collectivités du patrimoine foncier de Kalenda en vue de la création d'une unité hôtelière de luxe et du reclassement des salariés licenciés d'Anchorage et Kalenda» — alors que ces entreprises se sont enrichies par le pillage et la surexploitation et ont en outre licencié massivement! Enfin, il ne dit rien contre l'État français et ne se prononce pas pour le droit à l'autodétermination du peuple guadeloupéen, alors même que l'UGTG, syndicat indépendantiste, est la force hégémonique du LKP, dont le porte-parole, Élie Domota, est son secrétaire général. Mais,

du cadre fixé par le LKP, les émeutes en Martinique le 26/02 ou les 30 000 manifestants qui, réunis le 1er mars à Pointe-à-Pitre pour entendre les dirigeants du LKP, ont exercé une pression telle que ceux-ci n'ont pas pu annoncer leur signature de l'accord sans garanties du préfet. De plus, l'appel à la grève générale sur l'île de la Réunion pour le 5 mars, qui sera massivement suivie, ouvre la possibilité d'une reconduction qui pourrait suivre la voie antillaise, débordant le cadre sans perspective fixé par les dirigeants du front réunionnais. Et, en France même, les travailleurs sont de plus en plus nombreux à vouloir leur emboîter le pas...

En Guadeloupe et en Martinique, la preuve est faite désormais que la véritable satisfaction des revendications est impossible sans radicalisation. En effet, le refus de céder du MEDEF et du gouvernement montre mieux que de longs discours l'impasse du réformisme: même une grève générale de six semaines ne suffit pas pour imposer la satisfaction des revendications les plus élémentaires ! Il appartiendra aux travailleurs de décider la poursuite ou non de la grève si le LKP et le Collectif du 5 février appellent à la reprise du travail. Mais il est clair que la seule façon de gagner vraiment est d'aller plus loin, de radicaliser la grève générale et l'auto-organisation. C'est pourquoi il faut, en s'appuyant sur la puissance même de la grève générale, proposer aux travailleurs de continuer, mais sur la base d'un nouveau plan de lutte, avec de nouvelles méthodes et en exigeant des directions du LKP et du Collectif du 5 février qu'elles les reprennent et les mettent en œuvre:

- **Pour la mise en place d'Assemblées générales dans toutes les entreprises en grève, élire des comités de grève et les fédérer à tous les niveaux**, par des délégués mandatés et révocables (syndiqués ou non par ailleurs), jusqu'à un **Comité central de grève** réalisant la démocratie ouvrière combattante. C'est

la condition pour que les grévistes puissent contrôler leur propre grève, décider eux-mêmes ce qu'ils sont prêts à accepter de la part de l'État et du patronat et notamment comment ils vont poursuivre leur mouvement, qui ne doit de toute façon pas s'arrêter car la plupart des revendications ne seront évidemment pas satisfaites par le patronat et Sarkozy.

- **Pour que les AG et les comités décident d'occuper les entreprises et de les faire fonctionner eux-mêmes pour satisfaire les besoins de la population**, en décidant ce qui doit être produit et distribué et comment cela doit l'être. C'est la condition pour empêcher le pourrissement de la grève générale, garder le soutien de la population et développer le sens ultime, révolutionnaire, de l'auto-organisation.

- **Pour combattre de façon centrale pour le retrait de toutes les forces de répression de l'État français**, dont la présence même est une menace pour toute poursuite du mouvement. **Pour leur faire face, les travailleurs et le peuple en lutte ne peuvent compter que sur eux-mêmes et doivent donc développer les moyens de leur autodéfense:** c'est la seule solution pour imposer collectivement un rapport de forces dissuasif aux forces de répression, pour éviter le piège d'initiatives isolées et pour limiter les effets incontrôlables de la profusion des armes de contrebande, innombrables dans les Antilles.

Il n'y a pas d'autre solution pour que la grève générale se poursuive et se revigore, en débordant le cadre du réformisme et en évitant le piège de la division tendu par le gouvernement. C'est ce que les révolutionnaires doivent expliquer aux travailleurs, en toute indépendance à l'égard des dirigeants réformistes qui veulent mettre fin à la grève alors que les revendications ne sont pas satisfaites. C'est ce que devraient dire clairement, en particulier, les diri-

geants de Combat ouvrier, groupe lié à LO et qui joue un rôle dirigeant dans la CGTG, ceux du CERCA-SOL et du GRS (liés au NPA) et ceux de Travayé é Pézizan et de l'Alliance ouvrière et paysanne (liés au POI et occupant des postes importants dans plusieurs syndicats, dont FO et l'UGTG). En même temps, la situation montre elle-même clairement qu'une grève générale ne suffit pas, mais se heurte à la question centrale du pouvoir politique. Face à l'État colonial français et à ses valets de l'UMP et du PS, qui ont toujours servi les «Békés» et tous les gros patrons des Antilles, il n'y aura en dernière analyse pas d'autre solution que la prise du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes. À ce stade, les travailleurs antillais ne formulent pas encore consciemment cet objectif, mais ils vomissent depuis longtemps le pouvoir colonial, l'UMP et le PS et font confiance au LKP en Guadeloupe et au Collectif du 5 février en Martinique. C'est pourquoi il est légitime d'exiger des dirigeants ouvriers de ces fronts qu'ils **se déclarent candidats au pouvoir et se battent pour constituer un gouvernement provisoire alternatif à celui, discrédité, de l'État français, de ses forces de répression, de ses préfets, de ses conseils régionaux et généraux et de tous ses représentants.**

Cela provoquerait évidemment la rupture avec les partis ouvertement bourgeois qui participent à ces fronts, mais qui sont marginaux. Mais la majorité des travailleurs et du

au-delà de compromis imposés par le cadre d'un front, l'UGTG elle-même, malgré son orientation anti-colonialiste et par là progressiste, est une organisation réformiste. C'est ce que prouve son soutien à l'UNSA-Police, dont elle publie sur son propre site un communiqué qui, sous prétexte de protester contre les faveurs dont bénéficient, de la part des chefs de la police en Guadeloupe, les migrants clandestins riches, se livre à un vibrant hommage... aux «fonctionnaires de la Police aux Frontières» dont l'action contre l'immigration clandestine est sans exclusive, parce qu'ils sont des professionnels respectueux des lois de la République» (sic ; cf. http://ugtg.org/article_759.html).

peuple appuieraient un tel gouvernement pour la satisfaction de leurs revendications sociales et démocratiques. **Ce gouvernement aurait à exproprier sans indemnités ni rachat les grandes entreprises et les grandes fortunes des Békés, à centraliser la planification de la production et de la distribution contrôlées par les travailleurs eux-mêmes.** Pour mobiliser toutes les catégories de travailleurs (ouvriers et employés du privé et du public, mais aussi petits paysans, commerçants et artisans, étudiants...) et pour assurer le droit à l'autodétermination du peuple guadeloupéen opprimé depuis des siècles par l'État français colonial, **un tel gouvernement aurait à convoquer une Assemblée constituante des travailleurs et du peuple opprimé,** qui décideraient ainsi librement du statut du pays, de ses structures, de ses lois, et notamment de la redéfinition radicale, sur une base égalitaire, de ses liens avec la France. Il établirait librement les relations qu'il jugerait utiles avec les pays voisins, notamment Cuba et les autres îles des Caraïbes, le Venezuela et les pays d'Amérique centrale. Enfin, un tel gouvernement devrait s'adresser aux travailleurs et aux peuples des autres colonies et aux travailleurs de France même pour les appeler à le soutenir et engager la même lutte contre l'État français.

Pour soutenir la lutte des travailleurs des Antilles et pour nos propres revendications combattons pour l'extension de la grève générale en France

Mais il ne s'agit évidemment pas d'attendre ou de rester spectateurs: c'est tout de suite que **nous, les travailleurs de France, devons nous montrer solidaires avec les travailleurs et les peuples de Guadeloupe et de Martinique. Ce ne doit pas être une solidarité abstraite, mais la meilleure aide concrète que nous puis-**

sions leur apporter immédiatement, c'est de combattre pour l'extension de la grève générale en France. Car c'est la seule solution pour créer un rapport de forces obligeant le patronat et Sarkozy à renoncer à la répression dans les colonies et à céder sur les revendications là bas comme ici. C'est pourquoi nous devons:

- convaincre nos collègues de travail de participer massivement aux manifestations de soutien à la grève générale en Guadeloupe et en Martinique, et nous battre pour que nos organisations y appellent, mobilisent réellement en ce sens et apportent tout le soutien nécessaire aux grévistes des colonies.

- tout faire pour le développement des luttes en cours, comme la grève illimitée dans l'enseignement supérieur, la mobilisation des hospitaliers contre la loi Bachelot, les grèves à la Poste, dans le privé pour les salaires ou contre les licenciements, etc.

- mettre en place dans les entreprises et les établissements des comités de préparation de la grève générale, sans attendre la nouvelle «journée d'action» sans perspective des directions syndicales. Il s'agit ainsi d'aider concrètement les travailleurs à aller le plus possible dans leurs mobilisations, jusqu'à la grève reconductible. Il s'agit aussi de créer par l'auto-organisation un rapport de forces politique permettant d'imposer aux directions syndicales qu'elles cessent leurs « concertations » avec le gouvernement, qu'elles imitent les dirigeants syndicaux de Guadeloupe et de Martinique en préparant et appelant dans les plus brefs délais à la grève générale et aux piquets de grève, sur la base d'une plate-forme qui reprenne les principales revendications des travailleurs:

- Satisfaction des revendications des travailleurs de Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion.

- Non à la répression, retrait immédiat des forces de répression de l'État français de toutes les colonies.

- 300 euros d'augmentation mensuelle pour tous.

- Aucun licenciement, aucune fermeture d'entreprise.

- Ouverture des livres de compte et publication des comptes des grands groupes et des dirigeants capitalistes.

- Annulation de toutes les suppressions de postes dans la Fonction Publique.

- Suppression du bouclier fiscal.

- Retrait de toutes les contre-réformes en cours du gouvernement: Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), changement de statut de la Poste, réforme des lycées, décrets modifiant le statut des enseignants-chercheurs et les concours de recrutement des enseignants, loi LRU, projet de loi Bachelot contre l'hôpital public, fermetures et délocalisations des services publics utiles à la population, etc.

- Régularisation collective de tous les sans-papiers, arrêt immédiat des rafles et des expulsions.

Le NPA et les autres organisations qui se réclament de l'anticapitalisme et de la grève générale peuvent et doivent combattre pour la mise en œuvre de cette orientation, en prenant résolument les initiatives concrètes. Ils ont déjà appelé à plusieurs manifestations de solidarité avec les travailleurs des Antilles. En revanche, le PS les a boycottées, tandis que le PCF et les principales directions syndicales n'y ont appelé, dans certains cas, que du bout des lèvres, parce qu'ils craignent par dessus tout l'extension de la grève générale en France. Le NPA et les autres organisations qui se réclament de l'anticapitalisme et de la grève générale doivent prendre maintenant, ensemble, à l'encontre de la politique des principales directions syndicales, des initiatives concrètes audacieuses pour préparer les conditions politiques de la grève générale: ils ont une responsabilité décisive dans la situation.

Assez de crimes et d'assassinats contre les travailleurs et les travailleuses en lutte au Venezuela



Le 5 mai en sortant de son domicile le secrétaire à l'organisation du syndicat des ouvriers de la multinationale Toyota de Cumaná Argenis Vásquez a été assassiné par des hommes de main.

Ce meurtre intervient juste après la grève de près de quatre semaines des travailleurs de Toyota qu'Argenis Vásquez a dirigée, se retrouvant au centre de l'affrontement avec l'entreprise. Tout semble indiquer que son assassinat représente une «réponse» officieuse de la direction de Toyota qui n'a pas réussi à faire taire la grève.

Il y a trois mois à peine, toujours dans l'Ouest du pays, à Anzoátegui, deux autres travailleurs sont tombés assassinés par les balles de la police régionale aux ordres du gouverneur Tarek Willian Saab. Pedro Suárez et Javier Marcano, tous deux ouvriers de Mitsubishi,

occupaient leur usine avec leurs camarades pour protester notamment contre le licenciement de 135 intérimaires. Ils ont été tués lorsque la police est intervenue pour faire cesser l'occupation.

Ce double homicide s'ajoute au meurtre perpétré là encore par des hommes de main de trois des principaux dirigeants de l'Union Nationale des Travailleurs (Unión Nacional de Trabajadores, UNT) de l'État d'Aragua, le 27 novembre 2008 dans la zone de La Encrucijada: Richard Gallardo, secrétaire de l'Union régionale de l'UNT, Luís Hernández, dirigeant syndical chez Pepsi Cola et Carlos Requena, syndicaliste chez Produvisa. Tous trois étaient membres d'Unité Socialiste de Gauche (Unidad Socialista de Izquierda, USI), une organisation d'extrême gauche vénézuélienne. Lorsqu'ils ont été tués Gallardo, Hernández et Requena militaient

activement aux côtés des travailleurs de l'entreprise agroindustrielle colombienne Lácteos Alpina qui occupaient leur usine face aux menaces de licenciement qui pesaient sur eux. Les travailleurs de Lácteos Alpina avaient d'ailleurs affronté à plusieurs reprises les forces de répression aux ordres de Didalco Bolívar, gouverneur de l'État d'Aragua, une des régions les plus combatives du Venezuela en termes de conflictualité ouvrière.

En cinq mois ce sont donc six ouvriers qui ont été assassinés alors qu'ils intervenaient dans des conflits du travail. Cette situation montre que l'on est en train d'assister à une véritable «colombianisation» des conflits ouvriers dans le pays: les patrons paient des hommes de main pour assassiner des syndicalistes, terroriser les travailleurs et désarticuler les organisations ouvrières.

Il ne faut pas non plus oublier que les travailleurs de Sanitarios Maracay, dans l'État d'Aragua, ont été l'objet de menaces et de pressions tout au long de leur lutte. Les travailleurs de Mitsubishi Motors d'Anzoátegui ont également fait savoir qu'une automobile à bord de laquelle certains d'entre eux se trouvaient alors qu'ils dénonçaient le meurtre de leurs deux collègues a été la cible de tirs à balles réelles. En juin 2008 Gloria Palomino, dirigeante ouvrière de l'entreprise de ventilateurs Fundimeca située à Carabobo, a été blessée à la jambe par des hommes armés alors qu'elle participait à un piquet de grève devant son entreprise visant à exiger la fin du lock-out patronal. Ces divers assassinats et attentats contre des travailleurs en lutte indiquent comment les patrons commencent à vouloir «résoudre» les conflits ouvriers auxquels ils font face. Ils profitent pour cela d'un climat d'impunité totale puisque jusqu'à présent aucun des instigateurs de ces actions n'a été condamné, jugé ni même retrouvé. En revanche on assiste à une explosion des procès en justice intentés contre les travailleurs et les travailleuses en lutte. Plus d'une centaine aujourd'hui sont sous procès en raison de leur participation à un mouvement social.

C'est pour cela qu'en tant qu'organisations ou personnalités signataires de cette pétition nous protestons énergiquement contre cette situation. Nous exprimons notre indignation face aux assassinats de travailleurs en lutte perpétrés par des hommes de main payés par les patrons ou perpétrés par les corps de répression officiels. Nous protestons également contre l'impunité qui entoure ces crimes et nous exigeons que soient jugés et condamnés les responsables directs et indirects de ces attentats et assassinats tout comme leurs instigateurs.

Nous sommes convaincus que si les choses continuent ainsi et rien ne se passe nous pourrions nous

diriger vers une situation dans laquelle on tendra toujours plus à vouloir faire taire par tous les moyens les luttes légitimes des travailleurs et des travailleuses.

**Assez d'assassinats d'ouvriers luttant pour leurs droits !
Nous exigeons de l'État le jugement, la condamnation et le châtiement de ces crimes !**

Nous proposons pour cela de mettre sur pied une Commission d'Enquête Indépendante constituée par les organisations ouvrières, par les organisations de défense des droits de l'homme et par les membres des familles des victimes ayant toute liberté pour enquêter jusqu'au bout sur ces crimes et attentats !

Nous exigeons la mise en liberté et l'arrêt des poursuites contre les travailleurs actuellement sous procès pour avoir participé à un mouvement social !

Nous exigeons la non-intervention de la Garde Nationale Bolivarienne, de l'Armée et de la police pendant les conflits sociaux !

Nous faisons appel à la coordination la plus large et à la mobilisation concrète des organisations ouvrières, étudiantes, de défense des droits de l'homme, des intellectuels et des artistes authentiquement démocrates, de manière à donner corps à une grande campagne nationale et internationale contre ces crimes !

Mai 2009

Premiers signataires au Venezuela

Syndicat des Travailleurs de NESTLÉ, Syndicat Bolivarien des Travailleurs de CATIVEN, Syndicat Unique des Travailleurs et des Travailleuses de

MANPA, Syndicat des Travailleurs de SANITARIOS MARACAY, Syndicat des Travailleurs de GENERAL MILLS du Venezuela (DIABLITOS UNDER WOOD), José Bodas, Secrétaire Général de FEDEPETROL (Anzoátegui), Frank Hernández, Syndicat des Travailleurs et des Travailleuses de PEPSICOLA, Cristhian Pereira, Secrétaire du Syndicat des Travailleurs de CHRYLER AUTOMOTRIZ, Emilio Bastida et Marcos Guzmán, Coordinateurs Régionaux de l'UNT d'Aragua, Tendence Classiste et Révolutionnaire (TCR) de SIDOR (État de Guyana), Front Uni des Travailleurs et des Travailleuses pour la Vie, la Santé et l'Emploi (FUTRAVISEM), Centre des Etudiants de Sociologie de l'Université Centrale du Venezuela (UCV), Conseillers Étudiants de la Faculté de Sociologie de l'UCV.

■ L'Europe, la crise et
la résistance ouvrière

■ Considérations sur
la reconstruction de
la IV^e Internationale

■ Tribune libre :
Après la grève générale
dans les Antilles, interview
de Jean-Marie Nomertin

Stratégie
Internationale

correo@ft-ci.org

Revue de théorie et politique marxiste révolutionnaire